

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	56	19

N° de la séance : 14

Objet de la délibération : Direction de la Cohésion Sociale - Schéma départemental partagé de lutte contre toutes les violences faites aux femmes des Alpes-Maritimes 2017-2020

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2018.014

Date de la convocation :

Le 13/02/2018

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **27 FEV. 2018**

de la réception s/Préfecture
en date du **28 FEV. 2018**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 19 février 2018

L'an deux mil dix-huit et le 19 février à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Albert CALAMUSO, Patrick CHAGNEAU, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Joseph LE CHAPELAIN à Jean-Bernard MION, Colette ZALMA à Jean Pierre MAURIN, Eric DUPLAY à Anne-Marie BOUSQUET, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA, Khéra BADAOU à Françoise THOMEL

ABSENTS :

Henri GANNARD, André-Luc SEITHER, Jacques GENTE, Cléa PUGNAIRE, Nadine GASTAUD, Yves DAHAN, Jean-Pierre DERMIT, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Déborah MINEI, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé, par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003, d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions de prévention de la délinquance.

Dans le cadre de ses missions, le service Parenthèse de la Direction de la Cohésion Sociale, situé sur la commune d'Antibes Juan-les-Pins, exerce et développe une mission d'écoute, d'information et d'accompagnement des personnes victimes de violences conjugales.

La principale activité de ce service consiste en un accompagnement des victimes effectué par une équipe pluridisciplinaire. Celle-ci intervient directement dans le champ social (problématique de l'hébergement, des droits sociaux, de la protection de l'enfance...), dans le champ juridique (informations des procédures, coordination avec les avocats, suivi des procédures pénales...) et le champ psychologique (soutien thérapeutique...). Dans ce cadre, chaque année depuis sa création, ce service réalise plus de 1500 entretiens avec des victimes de violences conjugales. L'accompagnement proposé a ainsi pour but d'aider les victimes à investir un projet de vie responsable et autonome. A ce titre, le maillage et la coordination avec les différents partenaires est indispensable.

Le service Parenthèse participe également à une politique de prévention de ces violences par le biais de l'organisation d'interventions et débats animés auprès de collégiens et lycéens afin de faire évoluer leurs représentations sociales en matière de relations garçons/filles. Il participe aussi à des conférences ou autres événements régulièrement organisés sur cette thématique.

Depuis 2008, le service Parenthèse anime par ailleurs un dispositif constituant une mesure alternative aux poursuites au titre du classement sans suite pour des faits mineurs de violences conjugales à la condition, de participer à un nombre défini de séances de groupe de parole réalisées en collaboration avec des professionnels du centre hospitalier d'Antibes. Ce dispositif, destiné aux primo délinquants, est pérenne et reconnu comme opportun et nécessaire par les signataires de cette convention.

A l'instar de ce modèle, ce même service mettra prochainement en œuvre un dispositif utilisé par le tribunal de grande instance de Grasse comme une peine applicable aux personnes condamnées pour des faits de violences conjugales sous forme de stage de responsabilisation, constituant une peine alternative à l'incarcération efficace.

L'intervention du service parenthèse qui se veut donc complète et transversale, et pour une recherche d'efficacité, doit se coordonner aux actions d'échelle départementale.

A ce titre, le service parenthèse participe régulièrement aux groupes de travail menés par la Direction Départementale aux Droits de Femmes (DDDFE) dans le cadre des objectifs fixés par la commission départementale de lutte contre les violences faites aux femmes installée depuis le 25 novembre 2014 et présidée par Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes et les Procureurs de la République des deux TGI des Alpes-Maritimes.

Cette commission réunit en son sein des membres engagés sur la thématique des violences conjugales et/ou intrafamiliales : institutions, collectivités, associations, indépendants et libéraux. Ainsi, acteurs de terrain et responsables institutionnels ou des collectivités partagent une même analyse des difficultés et coordonnent la mise en œuvre des moyens pour y remédier.

Depuis 2014, cette instance a décliné les orientations du 4^{ème} plan gouvernemental (2014-2016), dans une volonté commune de répertorier des actions locales très concrètes telles que :

- Le téléphone « grave danger » ;
- Le dispositif PHAST (place d'hébergement et d'accompagnement temporaire) ;
- L'élaboration du livret Agir Ensemble ;
- La signature d'une convention relative au traitement spécifique des dépôts de plainte.

Au cours de l'année 2017, le 5^{ème} plan gouvernement (2017-2019) s'est ajouté aux mesures et préconisations déjà existantes et qui perdurent. Les violences sont mieux repérées et les victimes mieux prises en charge. Pour autant, les faits de violences et le nombre de victimes restent dramatiquement stable au niveau national. Ainsi, les violences demeurent massives et leur persistance bafoue les droits et la dignité des victimes.

Ce constat a amené la DDDFE à mobiliser tous les acteurs qui participent à la mise en œuvre d'une politique de prévention et de prise en charge des violences faites aux femmes.

Le schéma départemental partagé de lutte contre toutes les violences faites aux femmes en est la traduction dans les Alpes-Maritimes.

Ce dernier se fixe trois objectifs :

- Assurer l'accès aux droits et sécuriser les dispositifs,
- Renforcer l'action publique là où les besoins sont les plus importants,
- Agir contre le sexisme.

Compte tenu de ses missions sur le territoire de la CASA, le service Parenthèse est donc partie prenante du schéma, en participant aux actions listées et déclinées dans ledit document.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les termes et les principes de mise en œuvre du schéma visant à lutter contre les violences conjugales ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ledit schéma.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les termes et les principes de mise en œuvre du schéma visant à lutter contre les violences conjugales ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ledit schéma.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 19 février 2018
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



SCHÉMA DÉPARTEMENTAL PARTAGE DE LUTTE CONTRE TOUTES LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES DES ALPES-MARITIMES 2017 - 2020

"N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant."
- Simone de Beauvoir

PRÉAMBULE

Ce schéma a été écrit de manière inclusive, c'est-à-dire non discriminante. Il adopte une écriture qui inclut les femmes dans la langue française comme le prévoit la loi de juillet 1983 et plus récemment les articles 123-1 et 123-2 de l'ordonnance n°2007-329 du 12 mars 2007.

La langue, c'est le symbolique. Elle permet la construction de notre inconscient. Adopter ce type de protocole c'est intégrer dans l'inconscient collectif que les femmes existent et permet par la même occasion de lutter contre le sexisme.

Écrire, voire, parler, de manière non discriminante, accorde une place légitime à la femme.

Elle permet l'égalité écrite entre les femmes et les hommes et engage à penser en matière de mixité.



LISTE DES ORGANISMES MEMBRES DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE (EPCI)

- Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins
- Communauté d'agglomération du pays de Grasse
- Communauté d'agglomération Sophia Antipolis
- Communauté d'agglomération de la Riviera Française
- Métropole Nice Côte d'Azur

ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS

- CH d'Antibes
- CH de Cannes
- CH de Grasse
- CH de Menton
- CHU de Nice
- Hôpital de Lenval

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

- Conseil Départemental
- Conseil Régional
- Ville d'Antibes
- Ville de Cannes
- Ville de Grasse
- Ville de Nice
- Ville de Vence

SERVICES DE L'ÉTAT

- Agence Régionale de Santé
- Délégation régionale du droit des femmes et de l'égalité
- Direction Départementale de la Cohésion Sociale
- Direction Départementale de la Sécurité Publique des Alpes-Maritimes
- Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Provence Alpes Côte d'Azur
- Éducation Nationale
- Groupement de gendarmerie départementale des Alpes-Maritimes
- Justice
- Mission interministérielle pour la protection des femmes victimes de violences et la lutte contre la traite des êtres humains
- Pôle Emploi
- Préfecture

DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

ASSOCIATIONS

- Alter Égaux
- Association Française des Centres de Consultations Conjugales des Alpes-Maritimes (AFCCC)
- Accueil Femmes Solidarités (AFS)
- Association Groupement d'Acteurs pour le Logement, l'Insertion, la Citoyenneté et l'Emploi (GALICE)
- Accompagnement Lieu d'Accueil (ALC)
- Association de Suivi Psychologique Post-Pénal (AS3P)
- Association Insertion Solidarité Intégration (ISI)
- Association Les Ouvriers
- Association Régionale pour la Promotion des Actions de Santé (ARPAS)
- Association relais de femmes
- Centre d'information des droits des femmes et des familles (CIDFF)
- Femmes 3000
- Fondation ACTES
- Fondation Apprentis d'Auteuil
- G-addiction
- HARJES
- MJC AGORA
- MJC Ranguin
- MONTJOYE
- Mouvement du nid
- Parcours de femmes
- Planning Familial
- Santé Info Solidarité (SIS)
- SOS Femmes

PROFESSIONNELS LIBÉRAUX

- Avocats
- Journalistes
- Juristes
- Psychologues

DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

PROPOS LIMINAIRES

- a. Définition des violences faites aux femmes : du sexisme aux violences - PAGE 7
- b. Les chiffres - PAGE 8
- c. De la création de la commission départementale de lutte contre toutes les violences faites aux femmes du 25 novembre 2014 au schéma départemental partagé de lutte contre toutes les violences faites aux femmes du 25 novembre 2017 - PAGE 10
- d. Le contexte législatif - PAGE 12

I. LA DÉCLINAISON DU 5ÈME PLAN DE LUTTE CONTRE TOUTES LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

- a. Assurer l'accès aux droits et sécuriser les dispositifs - PAGE 18
- b. Renforcer l'action publique là où les besoins sont les plus importants - PAGE 85
- c. Prévenir les violences sexistes - PAGE 106

II. LA LUTTE CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS ET LE SYSTÈME PROSTITUTIONNEL - PAGE 120

III. LA PRISE EN CHARGE DES AUTEUR.E.S - PAGE 130

IV. LA PRISE EN CHARGE DES VICTIMES DE VIOLENCE PAR LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS HOSPITALIERS - PAGE 157

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

PLAN DU SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES DES ALPES-MARITIMES 2017-2020

FICHES ACTIONS

1 - SECRET PROFESSIONNEL ET INFORMATIONS PARTAGÉES	PAGE 18 À 19
2 - FICHE OUTIL POUR LE REPÉRAGE DES VICTIMES DE VIOLENCES	PAGE 49 À 52
3 - RÉALISATION DE LIVRETS À DESTINATION DES USAGERS ET USAGÈRES (COMMUNICATION)	PAGE 53 À 56
4 - ACTIONS DE SENSIBILISATION ET FORMATIONS	PAGE 57 À 58
5 - DISPOSITIF PHAST (PLACES D'HÉBERGEMENT ET ACCUEIL SÉCURISÉ TEMPORAIRE)	PAGE 60 À 61
6 - LE PARCOURS DE LA VICTIME DE L'HÉBERGEMENT D'URGENCE AU LOGEMENT	PAGE 62 À 64
7 - HÉBERGEMENT D'URGENCE EN ZONE DE GENDARMERIE DANS LE MOYEN ET LE HAUT PAYS	PAGE 65 À 67
8 - CONVENTION LOCALE RELATIVE AU TRAITEMENT DES DÉPÔTS DE PLAINTÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCES CONJUGALES	PAGE 69 À 70
9 - DISPOSITIF TGD (TÉLÉPHONE GRAVE DANGER)	PAGE 86 À 87
10 - REPÉRER LES ENFANTS EXPOSÉS AU VIOLENCES CONJUGALES ET INTRA FAMILIALES (SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DE L'ENFANCE)	PAGE 97 À 99
11 - LA PRISE EN CHARGE DES ENFANTS EXPOSÉS ET VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES ET INTRA FAMILIALES	PAGE 99 À 100
12 - PRÉVENTION DES VIOLENCES SEXUELLES CHEZ LES JEUNES	PAGE 102 À 105
13 - PLAN DÉPARTEMENTAL ZÉRO SEXISME	PAGE 107 À 108
14 - CAFÉS CITOYENS ITINÉRANTS "ZÉRO SEXISME"	PAGE 109 À 110
15 - ZÉRO SEXISME DÈS L'ENFANCE	PAGE 111
16 - ZÉRO SEXISME À L'ÉCOLE	PAGE 112 À 113
17- ZÉRO SEXISME DANS LE SPORT	PAGE 114
18 - ZÉRO SEXISME AU TRAVAIL	PAGE 115 À 116
19 - ZÉRO SEXISME DANS L'ESPACE PUBLIC : LES MARCHES EXPLORATOIRES	PAGE 117 À 118
20 - PRISE EN CHARGE ET ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES DE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS	PAGE 122 À 124
21 - PARCOURS DE SORTIE DE LA PROSTITUTION	PAGE 125 À 127
22 - LA PRISE EN CHARGE DES AUTEURS DE VIOLENCE	PAGE 131 À 135
FICHE RÉFLEXE DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES CADRE SANTÉ	PAGE 158 À 159
FICHE RÉFLEXE DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES MEDICO-CHIRURGICAL ET TRAUMATO.	PAGE 160 À 164



INTRODUCTION



A. DÉFINITION DES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES : DU SEXISME AUX VIOLENCES

Le **sexisme** est l'ensemble des propos **stéréotypés**, des atteintes **dégradantes** et des comportements **stigmatisants** qui soumettent et dévalorisent un sexe (homme ou femme).

Le sexisme repose sur des traditions culturelles, des comportements, des représentations mais également sur des idéologies qui instituent une différence de valeur, de statut, de dignité entre les femmes et les hommes. Il induit un rapport hiérarchique entre les deux sexes. Il prend appui sur des différences biologiques et physiques, présentées comme naturelles dont le but est d'établir et de justifier des différences de comportements, de droits et d'obligations entre les femmes et les hommes.

LE SEXISME TOUCHE TOUTES LES SPHÈRES DE LA SOCIÉTÉ.

Ainsi, par exemple, 100 % des femmes déclaraient en 2016 avoir été victimes de violences sexistes dans les transports en commun.

Le sexisme touche toutes les sphères de la société.

De plus, l'organisation des Nations Unies définit la notion **des violences faites aux femmes** comme : « *tout acte de violence dirigé contre le sexe féminin, et causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, psychologiques ou sexuelles, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que se soit dans la vie publique ou dans la vie privée.* »

Les violences faites aux femmes sont nombreuses et protéiformes : au sein du couple, intrafamiliales, mariages forcés, mutilations, agressions physiques,

verbales, économiques, psychologiques, harcèlement, traite des êtres humains, prostitution. Elles peuvent être associées.

Selon l'article 4 de la convention de Varsovie de 2005 « **la traite des êtres humains** est le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil des personnes par la menace de recours ou le recours à la force ou d'autres moyens de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité d'une situation de vulnérabilité ou par l'offre ou l'acceptation de paiement ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre, aux fins d'exploitation. L'exploitation comprend au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organe. »

VIOLENCES CONJUGALES

2013	159 victimes (121 femmes, 25 hommes et 13 enfants), 221 en comptant les suicides et les victimes collatérales.
2014	143 décès (118 femmes, 25 hommes et 7 enfants), 202 en comptant les suicides et les victimes collatérales.
2015	147 décès (115 femmes, 21 hommes et 11 enfants), 200 en comptant les suicides et les victimes collatérales.
2016	147 victimes (109 femmes, 29 hommes et 9 enfants), 196 en comptant les suicides et les victimes collatérales. Ce qui représente 22 % des crimes nationaux.

AU NIVEAU NATIONAL

ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES

143 000 enfants vivent dans un foyer où la mère a déclaré être victime de violence de la part du conjoint ou ex conjoint, 42 % d'entre eux ont moins de 6 ans.

2015	36 mineurs ont été tués par leur père dans le cadre des violences au sein du couple.
2016	Ce sont 25 enfants mineurs qui ont été tués dans le même contexte.

B. LES CHIFFRES

La lutte contre les violences faites aux femmes constitue un enjeu majeur pour le département des Alpes-Maritimes.

Les actions mises en œuvre s'inscrivent dans la déclinaison des 4ème et 5ème plans de lutte contre les violences faites aux femmes ainsi que des lois du 4 août 2014 (Égalité réelle entre les femmes et les hommes) et celle du 13 avril 2016 (lutte contre le système prostitutionnel).

VIOLENCES SEXUELLES

Selon la lettre de l'observatoire national des violences faites aux femmes de novembre 2017 :
- **93 000 femmes âgées de 18 à 75 ans** déclarent avoir été victimes de viols et/ou de tentatives de viol sur une année,
- **9 victimes sur 10** connaissent l'agresseur. Dans 45 % des situations, l'agresseur est leur conjoint ou ex-conjoint.
- **moins d'une victime sur 10** déclare avoir déposé plainte.
- plus de la moitié des victimes de violences sexuelles connues des forces de sécurité sont mineures. Parmi elles, 8 sur 10 sont des **filles**.

PROSTITUTION ET EXPLOITATION SEXUELLE

L'office centrale pour la répression de la traite des êtres humains (OCRETH) estime à 30 000 le nombre de personnes prostituées en France.
96 % sont des femmes, 93 % de ces dernières sont de nationalité étrangère.
51 % des personnes prostituées ont subi des violences physiques dans le cadre de la prostitution.
38 % ont été victimes de viols.

MUTILATIONS SEXUELLES FÉMININES

En France, 53 000 femmes de plus de 18 ans ont subi des mutilations sexuelles.
3 % ont été excisées sur le territoire national.
45 % dans des pays où se pratique l'excision (Mali, Sénégal, Côte d'Ivoire et Burkina Faso),

LES MARIAGES FORCÉS

Ils concernent 4 % des femmes immigrées vivant en France et 2 % des filles d'immigrés nées en France.

DANS LES ALPES-MARITIMES

VIOLENCES SEXUELLES

Il convient d'interpréter les statistiques avec prudence. En effet, les procédures ne sont prises en compte statistiquement qu'à l'issue de l'enquête judiciaire initiale dont la durée peut largement dépasser l'année et de fait modifier sensiblement les chiffres annoncés d'une année sur l'autre.

Les parquets de Grasse et de Nice reçoivent en moyenne 450 plaintes par an dont les 2/3 concernent des victimes mineures. Sans doute faut-il y voir une révélation plus facile des faits puisque la protection des mineurs facilite la prise en compte de leur parole.

VIOLENCES CONJUGALES

2013	12 décès
2014	7 décès
2015	13 décès
2016	2 décès

1 800 plaintes par an sont déposées chaque année dans les commissariats et les brigades de gendarmerie.

ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES

Si on se réfère au ratio national, le nombre d'enfants victimes de violences conjugales est estimé à 450.

LE 4ÈME PLAN DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Celui-ci s'articulait autour de trois grands axes :

- renforcer les actions de prévention,
- améliorer la prise en charge des victimes,
- rendre plus efficace les poursuites et les sanctions des auteur.e.s de violences.

LE 5ÈME PLAN DE LUTTE CONTRE TOUTES LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES : « LE SEXISME TUE AUSSI »

Reconnu comme le terreau commun à toutes les violences faites aux femmes, le 5ème plan traite spécifiquement du sexisme : dans l'espace public, au travail, à l'école et à l'université et dans le sport. Il inclut également et pour la première fois la prise en charge des auteur.e.s ainsi que celles des enfants victimes de violences conjugales.

PROSTITUTION ET EXPLOITATION SEXUELLE

Le département est particulièrement concerné par la prostitution et la traite des êtres humains. Ce phénomène s'exerce de différentes façons.

La prostitution de rue oscille entre 450 et 650 personnes rencontrées chaque année entre Nice et Cannes.

Concernant la traite des êtres humains, 63 % des victimes sont originaires du Nigéria, 14 % sont d'origine bulgare, 8 % roumaines et 8 % péruviennes (essentiellement transgenres).

Seulement 1 % des prostituées sont françaises. On note une augmentation sensible de la prostitution des mineur.e.s majoritairement d'origine subsaharienne.

Le système prostitutionnel qui concerne les mineur.e.s et jeunes majeur.e.s (prostitution d'échanges économiques, prostitution étudiante ...) semble étendu au vu des remontées de terrain. Un diagnostic est en cours d'élaboration avec les principaux partenaires.

Les populations pratiquant l'excision sont peu présentes dans le département des Alpes-Maritimes. Une attention particulière existe en ce qui concerne les mineur.e.s non accompagné.e.s arrivant notamment d'Érythrée.

Une dizaine de situations de mariages forcés concernant des mineures et des jeunes majeures sont portées à notre connaissance chaque année. Certaines donnent lieu à des ordonnances de protection. Le phénomène est sans doute plus important mais reste extrêmement caché donc difficile à mesurer comme à prendre en charge.

C. DE LA CRÉATION DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES DU 25 NOVEMBRE 2014 AU SCHÉMA DÉPARTEMENTAL PARTAGÉ DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES DU 8 MARS 2018

LA CRÉATION DE LA COMMISSION DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Installée le 25 novembre 2014 et conjointement présidée par le préfet des Alpes-Maritimes et les procureurs de la République, elle est pilotée par la délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité.

La création de cette commission départementale s'est inscrite dans la continuité des actions déjà engagées par plusieurs services institutionnels et associatifs du département et notamment celles conduites par :

-l'observatoire communal des violences faites aux femmes crée en 2012 par la ville de Nice, initié dans l'axe 3 de la stratégie de prévention et de lutte contre la délinquance 2014-2017 du CLSPD de la ville de Nice

-le réseau de lutte contre les violences conjugales Cannes Pays de Lérins débuté fin 2007 et animé par parcours de femmes. Celui-ci s'est concrétisé en 2015 par la signature d'une charte engageant l'ensemble des partenaires.

Lors de sa mise en place, elle regroupait environ 50 personnes dont des partenaires institutionnels, des collectivités et des associations.

Un premier constat s'est imposé : la nécessité de partager et de s'approprier une définition commune des violences faites aux femmes. En effet, le terme de « femmes battues » était encore le vocable principalement utilisé et montrait le peu de prise en compte voire l'absence des autres formes de violences et en particulier les violences psychologiques.

Le deuxième axe principal a été de définir collectivement les priorités d'actions.

- Les chiffres alarmants, principalement en matière de décès dans le cadre des violences conjugales, ont conduit à placer en priorité la réalisation d'un diagnostic départemental.
- L'autre axe défini par les membres de la commission a concerné la problématique de l'hébergement et du logement des femmes victimes de violences et de leurs enfants.
- Enfin, la thématique de la lutte contre la traite des êtres humains et la prostitution a été déterminée comme un champ indispensable de la réflexion de la commission.

Dès la fin de l'année 2014, des groupes de travail se sont mis en place et la commission s'est structurée autour de :

- 3 groupes de travail représentant les thématiques précitées avec une réunion par trimestre,
- 1 comité de pilotage présidé par le sous-préfet en charge de la ville et des affaires sociales représentant le préfet,
- 1 commission plénière au palais préfectoral co-présidée par le préfet et les deux procureurs de la République aux alentours du 25 novembre (journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes)

LE DÉVELOPPEMENT D'UNE DYNAMIQUE PARTENARIALE : NOVEMBRE 2014 - NOVEMBRE 2016

Le préfet des Alpes-Maritimes a fait de la lutte contre les violences faites aux femmes une priorité pour le département. Une campagne de sensibilisation des différents acteurs.trices institutionnel.le.s, politiques et associatifs.ves a été menée par la déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité. Les membres de la commission se sont engagés eux aussi à promouvoir le travail initié au sein de leurs réseaux.

En deux ans, le nombre de participant.e.s est passé de 50 à 180.

Cette commission a pour particularité de réunir en son sein des membres diversifiés et engagés : institutions, collectivités, associations, indépendants et libéraux. Ces derniers sont représentés par des professionnel.le.s de différent statut. Ainsi, dans un même groupe, acteurs.trices de terrain et responsables institutionnel.e.s ou collectivités partagent une même analyse sur les moyens d'agir.

La volonté commune de mettre en place rapidement des actions concrètes déclinant le 4ème plan de lutte contre les violences faites aux femmes a permis de réaliser :

- un protocole de recherche relatif au parcours des femmes décédées suite à des violences conjugales de 2011 à 2015

- première mise en place régionale du Téléphone Grave Danger (TGD) en juillet 2015
- organisation d'actions de sensibilisation et de formations dès juillet 2015
- mise en place du dispositif PHAST (Places d'Hébergement et d'Accompagnement Social Temporaires) septembre 2015
- élaboration et diffusion du livret AGIR ENSEMBLE novembre 2015
- organisation d'un colloque sur la traite des êtres humains et migration dans le bassin méditerranéen en mai 2016
- signature de la convention locale relative au traitement des dépôts de plainte en matière de violences conjugales en juin 2016.

LA MISE EN ŒUVRE DU 5ÈME PLAN : LA DÉCLINAISON DE LA LOI DU 13 AVRIL 2016 ET LA PRISE EN CHARGE DES AUTEURS DE VIOLENCES CONJUGALES

Le comité de pilotage du 30 juin 2016 a acté un changement méthodologique important. Effectivement à cette date, la commission était composée de plus de 200 membres et une dizaine d'actions étaient menées simultanément. Il a donc été décidé de s'appuyer sur le « mode projet » pour optimiser nos moyens d'agir. En septembre 2016, l'adjointe à la délégation aux droits des femmes et à l'égalité est venue renforcer le travail mené.

La délégation aux droits des femmes est devenue une équipe accueillant régulièrement des volontaires en mission de service civique et des stagiaires.

Le 24 novembre 2016 la commission plénière de lutte contre les violences faites aux femmes a permis de lancer officiellement le travail autour de ce schéma départemental partagé 2017-2020, institutionnalisant ainsi l'engagement de chacun.

La place de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité dans ses missions de pilotage et de coordination est reconnue par l'ensemble des partenaires et tous et toutes s'accordent sur l'efficacité du réseau mis en place dans le diagnostic et la prise en charge des victimes.

D. LE CONTEXTE LÉGISLATIF



Depuis de nombreuses années, la France agit avec détermination pour lutter contre les violences faites aux femmes. Parmi l'arsenal juridique permettant de sanctionner les différents actes de violences, il convient de citer :

- loi de 1994 sur la reconnaissance d'une spécificité pour les violences commises au sein du couple,
- loi du 9 mars 2004 sur les droits des victimes,
- loi du 26 mai 2004 relative au divorce,
- loi du 4 avril 2006 relative à la prévention et la répression des violences au sein du couple,
- loi du 9 juillet 2010 concernant l'ordonnance de protection des victimes,
- loi du 6 août 2012 pour prévenir le harcèlement sexuel, encourager les victimes à dénoncer les faits et sanctionner le délit plus lourdement,

2013 Création de la Mission interministérielle pour la protection des femmes victimes de violences et la lutte contre la traite des êtres humains (MIPROF),

-loi du 5 août 2013 avec une définition juridique de la traite des êtres humains,

2014 Ratification de la Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre les violences faites aux femmes

-loi du 12 décembre 2015 relative à l'éloignement de l'auteur.e de violence,

-4ème plan interministériel de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes (2014-2016),

-plan national contre la traite des êtres humains (2014-2016),

-loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes,

-circulaire de novembre 2014 relative à l'orientation de politique pénale en matière de lutte contre les violences au sein du couple,

2015 Plan national de lutte contre le harcèlement sexiste et les violences sexuelles dans les transports en commun

-loi du 29 juillet 2015 relative à la protection des femmes demandeuses d'asile victimes de violences

-loi du 17 août 2015 pour la protection des victimes de violences au cours de la procédure pénale

2016 Plan d'actions et de mobilisation contre le sexisme

-plan interministériel pour l'égalité professionnelle

-5ème plan de lutte contre toutes les violences faites aux femmes (2017-2019)

-loi du 7 mars 2016 relative à la protection des personnes étrangères victimes de violences

-loi du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfance

-loi du 13 avril 2016 concernant la lutte contre le système prostitutionnel et l'accompagnement des personnes prostituées

2017 Circulaire du 30 janvier 2017 relative à la mise en œuvre du parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle

-circulaire du 8 mars 2017 relative à la mise en œuvre du premier plan interministériel pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

-circulaire du 25 novembre 2017 relative au traitement des plaintes pour des infractions sexuelles



LE BILAN DU 4ÈME PLAN DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES 2014-2016 : LES MESURES DÉPLOYÉES DANS LES ALPES-MARITIMES

-l'augmentation des plages d'écoute du « **3919** » porté par l'association Accueil Femmes Solidarités,

-le soutien au **lieu d'écoute, d'accueil et d'orientation** (LEAO) porté par le Centre d'information des droits des femmes et des familles (CIDFF) et la ville de Nice (accueil de jour l'Abri Côtier),

-la **signature de convention locale relative au traitement des dépôts de plainte en matière de violences conjugales**. Celle-ci a pour spécificité de prévoir à l'article 7 la formation obligatoire des services de police et de gendarmerie. Elle s'organise par ressort de tribunal et concerne l'ensemble des chef.fe.s de district et référent.e.s de district en matière de lutte contre les violences intrafamiliales.

-le **déploiement des intervenant.e.s** sociaux en commissariats et gendarmeries. Le Conseil Départemental met à disposition 5 équivalent temps plein d'assitant.e.s social.e.s

- la mise en œuvre du **téléphone grave danger** (TGD) dont la convention a été signée le 10 juillet 2015 entre le préfet des Alpes-Maritimes, les procureurs de la République de Nice et Grasse, les directeurs de la sécurité publique et du groupement départemental de gendarmerie, la directrice du service pénitentiaire d'insertion et de probation, le président du Conseil Départemental, le directeur de Mondial assistance et d'Orange et le président de l'association HARJES. À ce jour, 12 téléphones sont mis à disposition des victimes dans le département et une demande de quatre téléphones supplémentaires a été adressée au Ministère de la Justice.

-le soutien au développement de l'**ordonnance de protection**. En septembre 2014, la ville de Nice a organisé un colloque sur cette thématique qui a contribué à sa prise en compte. En moyenne, 60 ordonnances de protection sont mises en place chaque année.

-les **stages de responsabilisation des auteur.e.s** de violences ont été initiés à titre expérimental dès la fin de l'année 2014 en partenariat avec le service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) et les juges d'application des peines du tribunal de Grasse. Ces stages sont portés par l'association ARPAS en collaboration avec le CIDFF. Par ailleurs, en juin 2015, le service parenthèse de la CASA, conjointement au CIDFF, a également animé à titre expérimental un stage de responsabilisation en post-sentenciel.

-l'association « **Parcours de femmes** » a engagé une **démarche exploratoire** fin 2016 sur le quartier La Frayère-Ranguin à Cannes la Bocca.

-les **réfèrent.e.s « femmes victimes de violences »**. Depuis novembre 2011, en coordination avec la délégation aux droits des femmes et à l'égalité, la ville de Nice porte le dispositif et anime l'observatoire municipal des violences faites aux femmes. La référente pilote 6 thématiques : protocole de recherche, santé, auteur.e.s, enfants exposés à la violence conjugale, réseau avocat.e.s, informations collectives.

-le **soutien aux associations spécialisées** s'est concrétisé par une convention pluriannuelle d'objectifs (CPO) avec le CIDFF pour ce qui concerne le BOP 137 (Budget relatif à la délégation aux droits des femmes et à l'égalité) et avec Parcours de Femmes dans le cadre de l'agence régionale de santé (ARS).

-la prise en compte de l'**hébergement d'urgence** des femmes victimes de violences et de leurs enfants s'est matérialisée par la mise en place en 2015 du dispositif PHAST (Places d'Hébergement et d'Accompagnement Social Temporaires). La délégation aux droits des femmes et à l'égalité en lien avec le service de l'inclusion sociale et des solidarités de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) a sollicité l'association ALC PUIP. PHAST prévoit 34 places d'hébergement et d'accompagnement social dédiées aux femmes victimes de violences. Ce dispositif est renforcé par des partenariats conventionnés notamment avec le CIDFF sur l'accompagnement juridique et psychologique.

-la **formation des professionnel.le.s**. En deux ans, la délégation aux droits des femmes et à l'égalité a initié des actions et animé des séquences de sensibilisation et de formation auprès de nombreux partenaires tels que la Direction Départementale de la Sécurité Publique, la gendarmerie, les avocats du barreau de Grasse, les assistant.e.s social.e.s du Conseil Départemental et de l'éducation nationale, la police municipale de la ville de Nice, etc.

LE 5ÈME PLAN DE LUTTE CONTRE TOUTES LES VIOLENCES
FAITES AUX FEMMES : LE SEXISME TUE AUSSI

Des progrès importants ont été réalisés grâce au 4^{ème} plan de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes (2014-2016). Les violences sont mieux repérées et les victimes mieux prises en charge. Pour autant, les faits de violences et le nombre de victimes restent dramatiquement stable au niveau national.

Toutes les sept minutes, une femme est violée ; tous les deux jours et demi, une femme meurt sous les coups de son compagnon ou ex-compagnon.

Les violences demeurent donc massives et leur persistance bafoue non seulement les droits et la dignité des femmes mais constitue aussi le premier obstacle à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Ce constat appelle une mobilisation de toutes les actrices et de tous acteurs qui participent à cette politique. Le schéma départemental partagé de lutte contre toutes les violences faites aux femmes en est la traduction dans les Alpes-Maritimes.

- Assurer l'accès aux droits et sécuriser les dispositifs,
- Renforcer l'action publique là où les besoins sont les plus importants
- Lutter contre le sexisme

PROPOS INTRODUCTIFS

LA NÉCESSITÉ DE CRÉER UNE CULTURE COMMUNE

Avant de débiter l'écriture à proprement parler de ce document, il est apparu nécessaire à l'ensemble des membres de la commission de créer une culture commune et partagée.

En effet, même si la question de la lutte contre les violences est le socle commun du travail mené, il est également rapidement ressorti que chaque professionnel, de sa place, avec sa compétence et de son métier avait un regard selon un certain prisme.

C'est pourquoi, la charte éthique relative au secret professionnel et aux informations partagées constitue la colonne vertébrale de ce schéma.



OBJECTIF

FACILITER LA RÉVÉLATION DES FAITS ET L'ORIENTATION DES VICTIMES

SECRET PROFESSIONNEL ET
INFORMATION PARTAGÉES

FICHE ACTION N°1

FICHE OUTIL POUR LE REPÉRAGE
DES VICTIMES DE VIOLENCE

FICHE ACTION N°2

RÉALISATION DE LIVRET À
DESTINATION DES USAGERS ET
USAGÈRES (COMMUNICATION)

FICHE ACTION N°3

ACTION DE SENSIBILISATION ET
FORMATION

FICHE ACTION N°4

FICHE ACTION n°1	
Secret professionnel et informations partagées	
<u>Personnes référentes de l'action :</u>	
Délégation aux droits des femmes	Juristes
<u>Partenaires engagés :</u>	
ISI (Insertion Solidarités Intégration) - CLSPD Grasse – HARJES – Parenthèse– DDSP – Ville Vence – Conseil départemental - Parcours de Femmes - Département – CIDFF – Gendarmerie – ARS - Mairies - Métropoles - Politique de la Ville - Déléguées du Préfet	
<u>Public cible :</u> Tous les professionnels du secteur social, médico-social, médical, police municipale, DDSP, gendarmerie, justice	
<u>Constat / Problématique :</u> Cadre juridique : Depuis la loi de 2002 (sur le partage d'informations entre les professionnels de santé), celle de 2007 (sur le partage d'informations entre professionnels du secteur médico-social et du secteur social) est parue la loi « santé » le 26 janvier 2016 qui autorise les professionnels de santé et les professionnels du médico-social et du social à échanger des informations. Celle-ci soulève notamment la question du consentement de l'utilisateur à partager les informations le concernant mais également la question du contenu de ces informations, c'est-à-dire le « strictement » nécessaire (→ cf charte) L'objectif de ce groupe de travail est d'élaborer une charte commune à l'attention de tous les professionnels sociaux, médicaux et médico-sociaux sur le secret professionnel pour la prise en charge globale des victimes de violences conjugales et intra-familiales. La lisibilité des parcours et l'amélioration de la prise en charge sont également des objectifs à atteindre.	
<u>Modalités de mise en œuvre :</u>	
<u>Les étapes :</u> 1 : rédiger la charte 2 : phase test du dispositif sur les équipes engagées 3 : signature de la charte par l'ensemble des acteurs concernés prévue pour novembre 2017.	
<u>Les moyens envisagés (humain, matériel, financier ...) :</u> En lien avec le sous-groupe de travail « FORMATION », il va être nécessaire d'aller chercher des financements complémentaires.	
<u>Points de vigilance :</u> - Evolution des pratiques professionnelles - Respect d'un cadre juridique complexe - Définition du « strictement » nécessaire - Question sur le consentement de la personne - Question de la transmission de l'information (écrite et numérique) en rapport avec la CNIL.	
<u>Indicateurs de résultats :</u> - Signature de la charte en priorité - Nombre de professionnels les ayant bénéficié de la formation.	
<u>Calendrier de mise en œuvre :</u> 1 : mi 2017 : Restitution de la fiche action 2 : mi 2017 et début 2018 : Rédaction de la charte 3 : 2018 : Phase de réflexion avec les acteurs de terrain + présentation de la charte consolidée et	

présentation à la commission plénière + signature + formation des acteurs et des actrices : membres de la CDLVFF, institutions, collectivités territoriales, associations...

Modalités de communication :

Création d'une page « délégation droits des Femmes sur le site des services de l'État » avec un double accès : usagers / professionnels, et éventuellement création d'un espace collaboratif partagé. → contacts ont été pris avec les services de com de la préfecture → réponse négative actuellement car lien obligatoire avec la région, et Paris

Idée : revoir le référencement Google pour faciliter les recherches des usagers → meilleure lisibilité de la DFE sur GOOGLE

Idée d'une page Facebook Délégation droits des femmes

« CHARTE ÉTHIQUE DÉFINISSANT LES MODALITÉS DE PARTAGE D'INFORMATION AU SEIN DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LUTTE CONTRE TOUTES LES VIOLENCES FAITES AU FEMMES DES ALPES MARITIMES »

ANNEXES

Annexe n°1 : le principe du secret professionnel et de l'obligation de confidentialité - Textes applicables

Annexe N°2 : Les exceptions au secret professionnel - Textes applicables

Annexe N°3 : Partage d'informations - Textes applicables

Annexe N° 4 : Signalement de maltraitances : définition de l'« information préoccupante » (texte applicable), schéma du circuit de signalement, guide technique de l'enfant en danger du département des Alpes-Maritimes

Annexe N° 5 : Signalement de maltraitance et radicalisation

Annexe N° 6 : Les mariages forcés

Annexe N° 7 : Prostitution et protection des victimes de la traite des êtres humains

Annexe N° 8 : Les mutilations sexuelles

PRÉAMBULE

- A) Sens et objectifs de la charte
- B) Aspect innovant de la charte

I- RAPPEL DU CADRE JURIDIQUE RELATIF AU PARTAGE D'INFORMATION

- A) Rappel du principe de secret professionnel
- B) Rappel des exceptions légales au secret professionnel
- C) Rappel des textes relatifs au partage d'informations
- D) Rappel des points non réglés par le droit

II- PARTAGE D'INFORMATION DANS LE CADRE DE LA CLVFF : LES POINTS DE VIGILANCE REPÉRÉS PAR LES PARTENAIRES

- A) La prise en compte de certains cas spécifiques liés à l'activité de la CLVFF
- B) La distinction entre signalement de maltraitances et partage d'informations
- C) La question du consentement de l'utilisateur au partage d'informations
- D) La notion de « strictement nécessaire » et son interprétation
- E) La question des modalités de transmission lors du partage d'informations

III- PARTAGE D'INFORMATION DANS LE CADRE DE LA CLVFF : LES POINTS D'ACCORD

- A) Les valeurs éthiques communes
- B) Les conditions détaillées du partage d'informations

SOMMAIRE

A) SENS ET OBJECTIFS DE LA CHARTE

SENS DE LA CHARTE (POURQUOI UNE CHARTE ?)

L'initiative de cette charte provient des partenaires eux-mêmes dans le souhait d'optimiser le travail en partenariat.

Une des conditions de ce travail en partenariat étant la circulation efficace des informations entre les partenaires, il ressort le besoin d'optimiser cette circulation d'informations en définissant les conditions du partage d'informations.

Par ailleurs, il ressort de l'étude des textes juridiques applicables que le droit prévoit la possibilité de partager des informations sous certaines conditions mais ne définit pas de manière détaillée les informations qu'il est possible de partager. Devant ces imprécisions du droit, il ressort le besoin d'un accord entre les partenaires sur les points non réglés par le droit, c'est-à-dire de définir une **éthique commune sur le partage d'informations**.

Un document écrit et approuvé par tous les partenaires, soit une « charte éthique définissant les modalités de partage d'informations au sein de la CDLVFF des Alpes Maritimes » répond donc à ces besoins et permet de donner un cadre commun à la circulation d'informations nominatives.

OBJECTIFS DE LA CHARTE

Un certain nombre d'objectifs a été défini par les partenaires.

1) OBJECTIF PRINCIPAL

L'objectif principal de la charte éthique est de définir les points d'accord entre les partenaires pour donner un cadre à la circulation d'informations nominatives : qui partage quoi avec qui, quand, comment et jusqu'où ? Quels outils communs pour l'échange d'informations ?

2) AUTRES OBJECTIFS

- **Améliorer la coordination et la synergie entre les partenaires** : favoriser une continuité dans l'action de terrain, augmenter la fluidité des parcours de l'utilisateur (par une meilleure coordination, les liens entre usager et prestataires ne sont jamais rompus).
- **Assurer une meilleure réactivité face aux situations**, optimiser le travail en réseau (y compris les réseaux existants dans certaines localités), sortir de son isolement professionnel, Une meilleure coordination évite les « doublons », réduire le phénomène de « clivage » et de « morcellement » de l'information (en essayant au contraire de rassembler les éléments pour mieux accompagner l'utilisateur), faire gagner du temps et de l'énergie aux partenaires, faciliter les missions propres de chaque partenaire.
- **Augmenter la confiance entre les partenaires** en définissant les conditions et les limites au partage d'information, de manière à tenir compte à la fois de la nécessité de respecter la confidentialité sur les informations détenues et la nécessité de partager certaines informations dans l'intérêt de l'utilisateur.

- **Mieux adapter les actions aux besoins de l'utilisateur en trouvant des solutions ensemble** (parfois là où il ne semblait pas y en avoir à priori, ou au-delà de ce qui était possible avant) : débloquent des situations par une meilleure circulation des informations, repèrent les points de blocage dans le parcours des usagers et y remédient ensemble (par exemple : mieux repérer les difficultés des victimes comme les hésitations à recourir aux services proposés).

- **Placer l'utilisateur au centre du système** : l'utilisateur, bénéficiaire des services et actions des différents partenaires de la CLVFF doit être le principal bénéficiaire et son intérêt recherché en priorité ; les actions du CLVFF doivent donc être envisagées comme un ensemble de services qui placent l'utilisateur au cœur du dispositif.

B) ASPECT INNOVANT DE CE TYPE DE CHARTE DANS LE CADRE DES CLVFF

Cette Charte est la première charte de ce type en France dans le cadre d'une CLVFF, ce qui place cette initiative comme une action innovante en la matière.

Cette initiative est le reflet de l'engagement et de la volonté des partenaires concernés sur le territoire des Alpes-Maritimes pour renforcer la lutte contre toutes les violences faites aux femmes.

I- RAPPEL DU CADRE JURIDIQUE RELATIF AU PARTAGE D'INFORMATIONS

A-RAPPEL DU PRINCIPE DU SECRET PROFESSIONNEL

Le secret professionnel et plus largement le principe de confidentialité demeurent une base commune des pratiques des différents partenaires.

Rappel des textes et des principes de droit applicables :

- 1 Obligation de secret professionnel (article 226-13 du Code Pénal)
- 2 Obligation de discrétion des fonctionnaires (Article 26 de la loi de 1983 sur les droits et obligations des fonctionnaires) : interdiction de révéler des faits, informations ou documents dont le fonctionnaire a connaissance dans l'exercice de ses fonctions.
- 3 Obligation de discrétion des salariés (d'ordre contractuel) : interdiction de révéler des faits, informations ou documents dont le salarié a connaissance dans l'exercice de ses fonctions.
- 4 Droit de tout citoyen au respect de sa vie privée (Article 9 du Code civil).
- 5 Obligations déontologiques (médecin, infirmier, sage-femme, avocat,...) : obligation de secret professionnel (Codes de Déontologie)

B- RAPPEL DES EXCEPTIONS LÉGALES AU SECRET PROFESSIONNEL

1. SENS DES EXCEPTIONS LÉGALES AU SECRET PROFESSIONNEL

Le législateur a recherché un équilibre entre deux principes constitutionnels : protection du principe du respect de la vie privée d'une part et exigences de solidarité (dont la protection des personnes vulnérables) d'autre part. C'est pourquoi certains textes autorisent la transmission d'informations aux autorités compétentes ou l'échange d'informations entre professionnels.

Cette recherche d'équilibre entre deux principes constitutionnels a été repris dans une décision du Conseil Constitutionnel du 3 mars 2007 à propos de la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance (décision du CC n° 2007-553 DC du 3 mars 2007) (voir texte complet en annexe).

« Considérant qu'il appartient au législateur d'assurer la conciliation entre, d'une part, l'exercice des libertés constitutionnellement garanties, au nombre desquelles figure le droit au respect de la vie privée et, d'autre part, les exigences de solidarité découlant des dixième et onzième alinéas du Préambule de 1946 (...) »

Ce raisonnement peut guider les professionnels d'un point de vue éthique pour rechercher un équilibre entre le respect de la vie privée des personnes concernées (avec le respect de leur dignité) et le partage d'informations dans l'intérêt des personnes concernées.

2. LISTE DES EXCEPTIONS LÉGALES AU SECRET PROFESSIONNEL (VOIR TEXTES EN ANNEXE)

- a) L'autorisation de transmettre des informations dans certains cas, dont le signalement des maltraitances à personne vulnérable (Article 226-14 du code pénal)
- b) L'obligation de tout citoyen de signaler les maltraitances à personne vulnérable (Article 434-3 du Code Pénal)
- c) La dénonciation de crimes (Article 434-1 du Code Pénal)
- d) L'obligation d'assistance à personne en péril (Article 223-6 du Code Pénal)
- e) L'autorisation de témoignage en Justice dans certains cas (Article 109 du Code de procédure Pénale)
- f) L'obligation de transmettre des documents à l'officier de police judiciaire (Article 60-1 du Code de Procédure Pénale)
- g) L'obligation de toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire de signaler au Procureur de la République les crimes et délits dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions (Article 40 du Code de procédure pénale)

C- RAPPEL DES TEXTES RELATIFS AU PARTAGE D'INFORMATIONS (VOIR TEXTES EN ANNEXE)

1- **L'autorisation de partager des informations dans le cadre de la protection de l'enfance** (Loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance, article 15, article L. 226-2-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles et article L. 226-2-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles)

2- **L'autorisation de partager des informations dans le cadre de la prévention de la délinquance** (Loi N°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance, article 8, art. L. 121-6-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles)

3- **L'autorisation d'échanger des informations entre les professionnels de santé, du médico-social et du social** (Loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 - art. 96, article L1110-4 du code de la santé publique)

D. RAPPEL DES POINTS NON RÉGLÉS PAR LE DROIT

Le droit fait mention à plusieurs reprises de la possibilité de partager le « strictement nécessaire » mais ne le définit pas.

II- PARTAGE D'INFORMATIONS DANS LE CADRE DE LA CLVFF : LES POINTS DE VIGILANCE REPÉRÉS PAR LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES

A. LA PRISE EN COMPTE DE CERTAINS CAS SPÉCIFIQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ DE LA CLVFF (VOIR FICHES ET DOCUMENTS EN ANNEXE)

1. LE SIGNALEMENT DES ENFANTS EN DANGER

- Rappel sur le lien entre violences conjugales et protection de l'enfance

Nb : Le 5ème plan de lutte contre les violences faites aux femmes met l'accent sur le lien entre violences conjugales et enfant en danger

- Définition de l' « information préoccupante » (article R. 226-2-2 du code de l'action sociale et des familles)

- Schéma du circuit de signalement des enfants en danger

- Guide du signalement du Département des Alpes Maritimes (document en annexe)

- La radicalisation, un cas d'enfant en danger

2) Les mariages forcés

3) La prostitution

4) Les mutilations sexuelles

B) LA DISTINCTION ENTRE SIGNALEMENT DE MALTRAITANCES ET PARTAGE D'INFORMATIONS

1) Distinctions entre ces deux notions

Il est important de faire la distinction entre :

- le signalement de maltraitances, qui est une transmission d'informations vers les autorités compétentes spécifiées par la loi en fonction des différents cas de figure (Justice, Département, ARS,...) et nécessitant le respect d'une procédure de signalement spécifique.

- le partage d'informations hors cas de signalement de maltraitance, qui concerne tous les autres cas de partage d'informations.

2) Signalement de maltraitances : cas pour lesquels le consentement de la personne concernée n'est pas nécessaire

PRÉAMBULE

Il ressort des dispositions légales que dans certains cas, les professionnels sont autorisés à faire un signalement aux autorités compétentes **sans le consentement de la personne concernée**.

Voici un rappel de ces cas :

- a) Mineurs
- b) Personnes âgées
- c) Incapacité physique ou psychique (maladie, infirmité, grossesse,...)

Références juridiques :

- Article 226-14 du code pénal, al 1 et 2
- Article 434-3 du code pénal (qui précise la définition de la personne dite « vulnérable »)

d) Danger grave et imminent (article 226-14 du CP, al 3 sur la détention d'armes et l'intention de s'en servir ; article 223-6 du code pénal sur l'obligation d'assistance à personne en péril)

e) Radicalisation (article 226-14 du CP, al 1 et 3 ; art 434-1 CP sur la dénonciation de crimes qui vont se perpétrer ; instruction du secrétariat général des ministères chargés des affaires sociales n° SG/2016/14 du 8 janvier 2016 relative au cadre d'intervention des agences régionales de santé s'agissant des phénomènes de radicalisation)

C) LA QUESTION DU CONSENTEMENT DE L'USAGER AU PARTAGE D'INFORMATIONS

Il est utile de définir les modalités de consentement de l'utilisateur au partage d'informations : quelles sont les différentes représentations des partenaires sur le consentement de l'utilisateur ? Comment se matérialise-t-il ? Comment le prouver ? Quels documents faire signer à l'utilisateur ? Quid du consentement par voie numérique (comme prévues par exemple par les nouvelles dispositions législatives sur le Dossier Médical Partagé) ? Faut-il prévoir des attestations signées par les professionnels ?

A ce propos, il est ressorti des réflexions préalables des partenaires lors de l'élaboration de cette Charte que trois notions sont à distinguer :

- l'information de l'utilisateur
- le consentement de l'utilisateur
- l'adhésion de l'utilisateur

Il a été remarqué que le consentement seul de l'utilisateur ne suffit pas s'il n'y a pas d'adhésion réelle au processus d'accompagnement proposé et au travail en partenariat.

D) LA NOTION DE « STRICTEMENT NÉCESSAIRE » ET SON INTERPRÉTATION

Le droit ne définissant pas le « strictement nécessaire », il ressort qu'il est nécessaire de le définir au cas par cas.

Par ailleurs, il faut différencier le fait de transmettre une information confidentielle (plus risqué) et le fait de communiquer en termes de **besoins de l'utilisateur** (moins risqué et souvent plus utile pour le partenaire destinataire de l'information).

E) LA QUESTION DES MODALITÉS DE TRANSMISSION LORS DU PARTAGE D'INFORMATIONS

Différents moyens de transmission sont possibles :

- oral
- écrit (Fiches de liaison, autres)
- dossier informatisé

III- PARTAGE D'INFORMATIONS DANS LE CADRE DE LA CLVFF : LES POINTS D'ACCORD

A) LES VALEURS ÉTHIQUES COMMUNES

- Le respect du secret professionnel et de la confidentialité des informations reste le principe, le partage d'informations nominatives est donc considéré comme une exception et fait l'objet de conditions spécifiques quant au type d'informations partagées et au moyen du partage décrites par la présente Charte.
- Le partage d'informations se fait en recherchant à respecter la dignité des personnes concernées à la fois quant au choix des informations partagées et quant aux modalités concrètes du partage.
- Les différents partenaires s'engagent au respect du secret professionnel et de la confidentialité vis-à-vis des tiers à la CLVFF quant aux informations partagées au sein de la CLVFF
- Le partage d'informations se fait dans la limite du champ d'intervention de chacun des partenaires et dans la limite des missions, métiers ou spécialités de chaque professionnel.
- Le partage d'informations se fait dans un but de complémentarité, de partenariat et de synergie des actions.
- Seules les informations strictement nécessaires sont partagées. La définition du « strictement nécessaire » étant sujette à interprétation, chaque professionnel fait un tri dans les informations qu'il détient et partage avec le ou les partenaires concernés ce qui lui semble strictement nécessaire au cas par cas, en fonction des missions du partenaire concerné. Le partage d'informations est fait dans le but de faire avancer un dossier ou débloquer une situation. L'intérêt de la personne concernée est recherché en priorité.
- Les informations suivantes : santé, sexualité, religion, origines ethniques ou raciales, préférences politiques, syndicales ou philosophiques font l'objet d'une attention particulière et chaque fois que cela est possible,

Remarque : Les points d'accord sont une étape basée sur l'engagement des signataires. La vérification des effets de cet engagement est indispensable et sera effectuée lors des bilans et évaluations réalisés a posteriori.

les professionnels mettent en valeur et échangent sur les besoins des personnes concernées plutôt que sur ces informations confidentielles.

- La personne concernée est informée du partage d'informations (sauf cas exceptionnels où cette information est impossible ou non indiquée) et son consentement est recueilli (sauf cas où le consentement n'est pas nécessaire).

B) LES CONDITIONS DÉTAILLÉES DE TRANSMISSION D'INFORMATIONS

1. Les cas d'urgence

- Définition des cas d'urgence (mineurs, danger grave et imminent et radicalisation.)
- L'absence de nécessité de consentement de l'utilisateur (le caractère urgent de la situation implique l'absence de consentement nécessaire)
- Interlocuteurs concernés
- Informations concernées
- Les modalités du partage d'informations (dont le délai- la réactivité des différents partenaires étant une nécessité dans ce cas)
- Outils communs

2. Les autres cas

- Les conditions du partage d'information
- Les modalités d'information et/ou de consentement de l'utilisateur
- La définition du « strictement nécessaire »
- Les modalités du partage d'informations
- Les modalités de transmission
- Outils communs

C) EVOLUTION DES PRATIQUES

Les partenaires s'engagent à adapter leur organisation et leurs pratiques dans le but de favoriser l'application de la présente Charte.

CHARTRE ÉTHIQUE DÉFINISSANT LES MODALITÉS DE PARTAGE D'INFORMATION AU SEIN DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LUTTE CONTRE TOUTES LES VIOLENCES FAITES AU FEMMES DES ALPES-MARITIMES

ANNEXES

ANNEXE N°1

LE PRINCIPE DU SECRET PROFESSIONNEL ET DE
L'OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ -
TEXTES APPLICABLES

ANNEXE N°2

LES EXCEPTIONS AU SECRET PROFESSIONNEL - TEXTES
APPLICABLES

ANNEXE N°3

PARTAGE D'INFORMATIONS -- TEXTES APPLICABLES

ANNEXE N° 4

SIGNALEMENT DE MALTRAITANCES : DÉFINITION DE
L' « INFORMATION PRÉOCCUPANTE » (TEXTE APPLICABLE),
SCHÉMA DU CIRCUIT DE SIGNALEMENT, GUIDE TECHNIQUE
DE L'ENFANT EN DANGER DU DÉPARTEMENT DES ALPES
MARITIMES

ANNEXE N° 5

SIGNALEMENT DE MALTRAITANCE ET RADICALISATION

ANNEXE N° 6

LES MARIAGES FORCÉS

ANNEXE N° 7

PROSTITUTION ET PROTECTION DES VICTIMES DE LA TRAITE
DES ÊTRES HUMAINS

ANNEXE N° 8

LES MUTILATIONS SEXUELLES

LE PRINCIPE DU SECRET PROFESSIONNEL ET DE L'OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ TEXTES APPLICABLES

ARTICLE 226-13 DU CODE PÉNAL

« La révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire soit par état ou par profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire, est punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende. »

ARTICLE 26 DE LA LOI DE 1983 SUR LES DROITS ET OBLIGATIONS DES FONCTIONNAIRES

*« Les fonctionnaires sont tenus au secret professionnel dans le cadre des règles instituées dans le code pénal.
Les fonctionnaires doivent faire preuve de discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont ils ont connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions. En dehors des cas expressément prévus par la réglementation en vigueur, notamment en matière de liberté d'accès aux documents administratifs, les fonctionnaires ne peuvent être déliés de cette obligation de discrétion professionnelle que par décision expresse de l'autorité dont ils dépendent. »*

ARTICLE 9 DU CODE CIVIL

*(Loi n° 94-653 du 29 juillet 1994 art. 1 | Journal Officiel du 30 juillet 1994)
« Chacun a droit au respect de sa vie privée.
Les juges peuvent, sans préjudice de la réparation du dommage subi, prescrire toutes mesures, telles que séquestre, saisie et autres, propres à empêcher ou faire cesser une atteinte à l'intimité de la vie privée : ces mesures peuvent, s'il y a urgence, être ordonnées en référé. »*

1.
N
E
X
E
N
A

LES EXCEPTIONS AU SECRET PROFESSIONNEL –
DÉCISION DU CC DU 3 MARS 2007
ET TEXTES APPLICABLES

DÉCISION DU CONSEIL
CONSTITUTIONNEL
N° 2007-553 DC DU 3
MARS 2007

LE CONSEIL
CONSTITUTIONNEL

SUR L'ARTICLE 8

(A propos de l'article 8 de la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance)

Source : <http://www.conseil-constitutionnel.fr>

Vu la Constitution ;

Vu l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 modifiée portant loi organique sur le Conseil constitutionnel ;

Vu l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Le rapporteur ayant été entendu,

1. Considérant que les députés et les sénateurs requérants défèrent au Conseil constitutionnel la loi relative à la prévention de la délinquance ; qu'ils contestent notamment la conformité à la Constitution de ses articles 8, 55, 57 et 60 ;
2. Considérant que l'article 8 de la loi déférée insère dans le code de l'action sociale et des familles un nouvel article L. 121-6-2 ; que celui-ci définit le cadre dans lequel les professionnels de l'action sociale peuvent partager entre eux des informations confidentielles et les transmettre au maire ou au président du conseil général ;
3. Considérant que, selon les requérants, ces dispositions méconnaissent le droit à la vie privée et sont entachées d'incompétence négative ;
4. Considérant que la liberté proclamée par l'article 2 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 implique le droit au respect de la vie privée ; qu'aux termes des dixième et onzième alinéas du Préambule de la Constitution de 1946 : " La Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement. - Elle garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des

moyens convenables d'existence " ;

5. Considérant qu'il appartient au législateur d'assurer la conciliation entre, d'une part, l'exercice des libertés constitutionnellement garanties, au nombre desquelles figure le droit au respect de la vie privée et, d'autre part, les exigences de solidarité découlant des dixième et onzième alinéas du Préambule de 1946.

6. Considérant que c'est afin de mieux prendre en compte l'ensemble des difficultés sociales, éducatives ou matérielles d'une personne ou d'une famille et de renforcer l'efficacité de l'action sociale, à laquelle concourt une coordination accrue des différents intervenants, que le législateur a prévu, dans certaines hypothèses, de délier ces derniers du secret professionnel ; qu'il a précisé que, si l'un d'eux agit seul auprès d'une personne ou d'une famille, il ne doit donner d'informations au maire de la commune ou au président du conseil général que " lorsque l'aggravation des difficultés sociales, éducatives ou matérielles " de cette personne ou de cette famille " appelle l'intervention de plusieurs professionnels " ; qu'il n'a autorisé les professionnels qui agissent auprès d'une personne ou d'une même famille, ainsi que le coordonnateur éventuellement désigné parmi eux par le maire, " à partager entre eux des informations à caractère secret " qu'" afin d'évaluer leur situation, de déterminer les mesures d'action sociale nécessaires et de les mettre en œuvre " et seulement dans la mesure " strictement nécessaire à l'accomplissement de la mission d'action sociale " ; qu'il n'a permis à un professionnel, agissant seul ou en tant que coordonnateur, de délivrer ces informations confidentielles au maire ou au président du conseil général, qui disposent déjà, à d'autres titres d'informations de cette nature, que si elles sont strictement nécessaires à l'exercice des compétences de ceux-ci ; qu'il a, enfin, précisé que la communication de telles informations à des tiers est passible des peines prévues à l'article 226-13 du code pénal ;

7. Considérant que le législateur a ainsi assorti les échanges d'informations qu'il a autorisés de limitations et précautions propres à assurer la conciliation qui lui incombe entre, d'une part, le droit au respect de la vie privée et, d'autre part, les exigences de solidarité découlant des dixième et onzième alinéas du Préambule de 1946 ; que, ce faisant, il n'a, en outre, pas méconnu l'étendue de sa compétence ;

8. Considérant qu'il suit de là que les griefs dirigés contre l'article 8 de la loi déferée doivent être écartés ; aller à sept ans d'emprisonnement, sans subordonner cette mesure à une condition supplémentaire tenant au passé pénal de l'intéressé ;

23. Considérant, dès lors, que les griefs dirigés contre l'article 57 de la loi déferée doivent être écartés. (...)

2.
N.
E
X
E
N
A

ARTICLE 226-14 DU CODE PÉNAL

Modifié par LOI n°2015-1402 du 5 novembre 2015 - art. 1

L'article 226-13 n'est pas applicable dans les cas où la loi impose ou autorise la révélation du secret. En outre, il n'est pas applicable :

1° A celui qui informe les autorités judiciaires, médicales ou administratives de privations ou de sévices, y compris lorsqu'il s'agit d'atteintes ou mutilations sexuelles, dont il a eu connaissance et qui ont été infligées à un mineur ou à une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge ou de son incapacité physique ou psychique ;

2° Au médecin ou à tout autre professionnel de santé qui, avec l'accord de la victime, porte à la connaissance du procureur de la République ou de la cellule de recueil, de traitement et d'évaluation des informations préoccupantes relatives aux mineurs en danger ou qui risquent de l'être, mentionnée au deuxième alinéa de l'article L. 226-3 du code de l'action sociale et des familles, les sévices ou privations qu'il a constatés, sur le plan physique ou psychique, dans l'exercice de sa profession et qui lui permettent de présumer que des violences physiques, sexuelles ou psychiques de toute nature ont été commises.
Lorsque la victime est un mineur ou une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge ou de son incapacité physique ou psychique, son accord n'est pas nécessaire ;

3° Aux professionnels de la santé ou de l'action sociale qui informent le préfet et, à Paris, le préfet de police du caractère dangereux pour elles-mêmes ou pour autrui des personnes qui les consultent et dont ils savent qu'elles détiennent une arme ou qu'elles ont manifesté leur intention d'en acquérir une. Le signalement aux autorités compétentes effectué dans les conditions prévues au présent article ne peut engager la responsabilité civile, pénale ou disciplinaire de son auteur, sauf s'il est établi qu'il n'a pas agi de bonne foi.

ARTICLE 434-3 DU CODE PÉNAL

Modifié par LOI n°2016-297 du 14 mars 2016 - art. 46

Le fait, pour quiconque ayant eu connaissance de privations, de mauvais traitements ou d'agressions ou atteintes sexuelles infligés à un mineur ou à une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge, d'une maladie, d'une infirmité, d'une déficience physique ou psychique ou d'un état de grossesse, de ne pas en informer les autorités judiciaires ou administratives est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

Sauf lorsque la loi en dispose autrement, sont exceptées des dispositions qui précèdent les personnes astreintes au secret dans les conditions prévues par l'article 226-13.

ARTICLE 434-1 DU CODE PÉNAL

Modifié par LOI n°2016-297 du 14 mars 2016 - art. 45 (V)

Le fait, pour quiconque ayant connaissance d'un crime dont il est encore possible de prévenir ou de limiter les effets, ou dont les auteurs sont susceptibles de commettre de nouveaux crimes qui pourraient être empêchés, de ne pas en informer les autorités judiciaires ou administratives est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

Sont exceptés des dispositions qui précèdent, sauf en ce qui concerne les crimes commis sur les mineurs :

ARTICLE 223-6 DU CODE PÉNAL

Le fait, pour quiconque ayant connaissance d'un crime dont il est encore possible de prévenir ou de limiter les effets, ou dont les auteurs sont susceptibles de commettre de nouveaux crimes qui pourraient être empêchés, de ne pas en informer les autorités judiciaires ou administratives est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

Sont exceptés des dispositions qui précèdent, sauf en ce qui concerne les crimes commis sur les mineurs :

2° Le conjoint de l'auteur ou du complice du crime, ou la personne qui vit notoirement en situation maritale avec lui.

Sont également exceptées des dispositions du premier alinéa les personnes astreintes au secret dans les conditions prévues par l'article 226-13.

« Quiconque pouvant empêcher par son action immédiate, sans risque pour lui ou pour les tiers, soit un crime, soit un délit contre l'intégrité corporelle de la personne s'abstient volontairement de le faire est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75000 euros d'amende.

Sera puni des mêmes peines quiconque s'abstient volontairement de porter à personne en péril l'assistance que, sans risque pour lui ou pour les tiers, il pouvait lui prêter soit par son action personnelle, soit en provoquant un secours. »

ARTICLE 109 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

Toute personne citée pour être entendue comme témoin est tenue de comparaître, de prêter serment et de déposer sous réserve des dispositions des articles 226-13 et 226-14 du Code pénal.

Tout journaliste, entendu comme témoin sur des informations recueillies dans l'exercice de son activité, est libre de ne pas en révéler l'origine.

Si le témoin ne comparaît pas ou refuse de comparaître, le juge d'instruction peut, sur les réquisitions du procureur de la République, l'y contraindre par la force publique.

ARTICLE 60-1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

Le procureur de la République ou l'officier de police judiciaire peut, par tout moyen, requérir de toute personne, de tout établissement ou organisme privé ou public ou de toute administration publique qui sont susceptibles de détenir des documents intéressant l'enquête, y compris ceux issus d'un système informatique ou d'un traitement de données nominatives, de lui remettre ces documents, notamment sous forme numérique, sans que puisse lui être opposée, sans motif légitime, l'obligation au secret professionnel. Lorsque les réquisitions concernent des personnes mentionnées aux articles 56-1 à 56-5, la remise des documents ne peut intervenir qu'avec leur accord.

A l'exception des personnes mentionnées aux articles 56-1 à 56-5 le fait de s'abstenir de répondre dans les meilleurs délais à cette réquisition est puni d'une amende de 3 750 euros.

A peine de nullité, ne peuvent être versés au dossier les éléments obtenus par une réquisition prise en violation de l'article 2 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

2.
N
E
X
E
N
A

ARTICLE 40 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

Modifié par Loi n°2004-204 du 9 mars 2004 - art. 74 JORF 10 mars 2004

Le procureur de la République reçoit les plaintes et les dénonciations et apprécie la suite à leur donner conformément aux dispositions de l'article 40-1.

Toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit est tenu d'en donner avis sans délai au procureur de la République et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs.

PROTECTION DE
L'ENFANCE

Article L. 226-2-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles
« Sans préjudice des dispositions du II de l'article L. 226-4, les personnes qui mettent en oeuvre la politique de protection de l'enfance définie à l'article L. 112-3 ainsi que celles qui lui apportent leur concours transmettent sans délai au président du conseil départemental ou au responsable désigné par lui, conformément à l'article L. 226-3, toute information préoccupante sur un mineur en danger ou risquant de l'être, au sens de l'article 375 du code civil. **Lorsque cette information est couverte par le secret professionnel, sa transmission est assurée dans le respect de l'article L. 226-2-2 du présent code.** Cette transmission a pour but de permettre d'évaluer la situation du mineur et de déterminer les actions de protection et d'aide dont ce mineur et sa famille peuvent bénéficier. Sauf intérêt contraire de l'enfant, le père, la mère, toute autre personne exerçant l'autorité parentale ou le tuteur sont préalablement informés de cette transmission, selon des modalités adaptées. »

Article L. 226-2-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles
« Par exception à l'article 226-13 du code pénal, **les personnes soumises au secret professionnel** qui mettent en oeuvre la politique de protection de l'enfance définie à l'article L. 112-3 ou qui lui apportent leur concours **sont autorisées à partager entre elles des informations à caractère secret afin d'évaluer une situation individuelle, de déterminer et de mettre en oeuvre les actions de protection et d'aide dont les mineurs et leur famille peuvent bénéficier. Le partage des informations relatives à une situation individuelle est strictement limité à ce qui est nécessaire à l'accomplissement de la mission de protection de l'enfance.** Le père, la mère, toute autre personne exerçant l'autorité parentale, le tuteur, l'enfant en fonction de son âge et de sa maturité sont préalablement informés, selon des modalités adaptées, sauf si cette information est contraire à l'intérêt de l'enfant. »

PRÉVENTION DE LA
DÉLINQUANCE

Art. L. 121-6-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles modifié par LOI n°2013-403 du 17 mai 2013 - art. 1 (V)
Lorsqu'un professionnel de l'action sociale, définie à l'article L. 116-1, constate que l'aggravation des difficultés sociales, éducatives ou matérielles d'une personne ou d'une famille appelle l'intervention de plusieurs professionnels, il en informe le maire de la commune de résidence et le président du conseil départemental. **L'article 226-13 du code pénal n'est pas applicable aux personnes qui transmettent des informations confidentielles dans les conditions et aux fins prévues au présent alinéa.**

Lorsque l'efficacité et la continuité de l'action sociale le rendent nécessaire, le maire, saisi dans les conditions prévues au premier alinéa ou par le président du conseil départemental ou de sa propre initiative, désigne parmi les professionnels qui interviennent auprès d'une même personne ou d'une même famille un coordonnateur, après accord de l'autorité dont il relève et consultation du président du conseil départemental

Lorsque les professionnels concernés relèvent tous de l'autorité du président du conseil départemental, le maire désigne le coordonnateur parmi eux, sur la proposition du président du conseil départemental.

Le coordonnateur est soumis au secret professionnel dans les conditions prévues aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Par exception à l'article 226-13 du même code, les professionnels qui interviennent auprès d'une même personne ou d'une même famille sont autorisés à partager entre eux des informations à caractère secret, afin d'évaluer leur situation, de déterminer les mesures d'action sociale nécessaires et de les mettre en oeuvre. Le coordonnateur a connaissance des informations ainsi transmises. Le partage de ces informations est limité à ce qui est strictement nécessaire à l'accomplissement de la mission d'action sociale.

Le professionnel intervenant seul dans les conditions prévues au premier alinéa ou le coordonnateur sont autorisés à révéler au maire et au président du conseil départemental, ou à leur représentant au sens des articles L. 2122-18 et L. 3221-3 du code général des collectivités territoriales, les informations confidentielles qui sont strictement nécessaires à l'exercice de leurs compétences. Les informations ainsi transmises ne peuvent être communiquées à des tiers sous peine des sanctions prévues à l'article 226-13 du code pénal.

Lorsqu'il apparaît qu'un mineur est susceptible d'être en danger au sens de l'article 375 du code civil, le coordonnateur ou le professionnel intervenant seul dans les conditions prévues au premier alinéa du présent article en informe sans délai le président du conseil départemental ; le maire est informé de cette transmission.

Article L1110-4 du code de la santé publique

Modifié par Ordonnance n°2017-31 du 12 janvier 2017 - art. 5

I.- Toute personne prise en charge par un professionnel de santé, un établissement ou un des services de santé définis au livre III de la sixième partie du présent code, un professionnel du secteur médico-social ou social ou un établissement ou service social et médico-social mentionné au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles a droit au respect de sa vie privée et du secret des informations le concernant.

Excepté dans les cas de dérogation expressément prévus par la loi, ce secret couvre l'ensemble des informations concernant la personne venues à la connaissance du professionnel, de tout membre du personnel de ces établissements, services ou organismes et de toute autre personne en relation, de par ses activités, avec ces établissements ou organismes. Il s'impose à tous les professionnels intervenant dans le système de santé.

II.- Un professionnel peut échanger avec un ou plusieurs professionnels identifiés des informations relatives à une même personne prise en charge, à condition qu'ils participent tous à sa prise en charge et que ces informations soient strictement nécessaires à la coordination ou à la continuité des soins, à la prévention ou à son suivi médico-social et social.

III.- Lorsque ces professionnels appartiennent à la même équipe de soins, au sens de l'article L. 1110-12, ils peuvent partager les informations concernant une même personne qui sont strictement nécessaires à la coordination ou à la continuité des soins ou à son suivi médico-social et social. Ces informations sont réputées confiées par la personne à l'ensemble de l'équipe.

Le partage, entre des professionnels ne faisant pas partie de la même équipe de soins, d'informations nécessaires à la prise en charge d'une personne requiert son consentement préalable, recueilli par tout moyen, y compris de façon dématérialisée, dans des conditions définies par décret pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

IV.- La personne est dûment informée de son droit d'exercer une opposition à l'échange et au partage d'informations la concernant. Elle peut exercer ce droit à tout moment. Le fait d'obtenir ou de tenter d'obtenir la communication de ces informations en violation du présent article est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.

V.- Le fait d'obtenir ou de tenter d'obtenir la communication de ces informations en violation du présent article est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.

En cas de diagnostic ou de pronostic grave, le secret médical ne s'oppose pas à ce que la famille, les proches de la personne malade ou la personne de confiance définie à l'article L. 1111-6 reçoivent les informations nécessaires destinées à leur permettre d'apporter un soutien direct à celle-ci, sauf opposition de sa part. Seul un médecin est habilité à délivrer, ou à faire délivrer sous sa responsabilité, ces informations.

Le secret médical ne fait pas obstacle à ce que les informations concernant une personne décédée soient délivrées à ses ayants droit, son concubin ou son partenaire lié par un pacte civil de solidarité, dans la mesure où elles leur sont nécessaires pour leur permettre de connaître les causes de la mort, de défendre la mémoire du défunt ou de faire valoir leurs droits, sauf volonté contraire exprimée par la personne avant son décès. Toutefois, en cas de décès d'une personne mineure, les titulaires de l'autorité parentale conservent leur droit d'accès à la totalité des informations médicales la concernant, à l'exception des éléments relatifs aux décisions médicales pour lesquelles la personne mineure, le cas échéant, s'est opposée à l'obtention de leur consentement dans les conditions définies aux articles L. 1111-5 et L. 1111-5-1.

VI.- Les conditions et les modalités de mise en œuvre du présent article pour ce qui concerne l'échange et le partage d'informations entre professionnels de santé et non-professionnels de santé du champ social et médico-social sont définies par décret en Conseil d'Etat, pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Article L1110-12 code de la santé publique créé par LOI n°2016-41 du 26 janvier 2016 - art. 96

Pour l'application du présent titre, **l'équipe de soins** est un ensemble de professionnels qui participent directement au profit d'un même patient à la réalisation d'un acte diagnostique, thérapeutique, de compensation du handicap, de soulagement de la douleur ou de prévention de perte d'autonomie, ou aux actions nécessaires à la coordination de plusieurs de ces actes, et qui :

1° Soit exercent dans le même établissement de santé, au sein du service de santé des armées, dans le même établissement ou service social ou médico-social mentionné au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ou dans le cadre d'une structure de coopération, d'exercice partagé ou de coordination sanitaire ou médico-sociale figurant sur une liste fixée par décret ;

2° Soit se sont vu reconnaître la qualité de membre de l'équipe de soins par le patient qui s'adresse à eux pour la réalisation des

consultations et des actes prescrits par un médecin auquel il a confié sa prise en charge ;

3° Soit exercent dans un ensemble, comprenant au moins un professionnel de santé, présentant une organisation formalisée et des pratiques conformes à un cahier des charges fixé par un arrêté du ministre chargé de la santé.

Décret n° 2016-994 du 20 juillet 2016 relatif aux conditions d'échange et de partage d'informations entre professionnels de santé et autres professionnels des champs social et médico-social et à l'accès aux informations de santé à caractère personnel.

Publics concernés : professionnels de santé et professionnels du secteur médico-social ou social ; établissements et services sociaux et médico-sociaux ; famille et proches d'une personne décédée.

Objet : échange et partage d'informations entre professionnels de santé et autres professionnels des champs social et médico-social.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : le présent décret détermine les catégories de professionnels du champ social et médico-social habilitées à échanger et partager avec les professionnels de santé mentionnés à la quatrième partie du code de la santé publique des informations nécessaires à la prise en charge d'une personne, ainsi que les modalités de cet échange et de ce partage.

Il tire également les conséquences des nouvelles modalités d'accès aux informations de santé d'une personne après son décès, applicables aux concubins et partenaires liés par un pacte civil de solidarité. Enfin, il modifie les règles applicables aux mineurs faisant l'objet d'une prise en charge sanitaire et qui refusent que le consentement de leurs parents soit recueilli.

Références : le présent décret est pris pour l'application des articles 7, 96 et 189 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé. Les dispositions du code de la santé publique modifiées par le présent décret peuvent être consultées, dans leur rédaction résultant de cette modification, sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

(...)

Article 1

Au chapitre préliminaire du titre Ier du livre Ier de la première partie du code de la santé publique (dispositions réglementaires), la section 1 est remplacée par les dispositions suivantes :

« Section 1

« Conditions d'échange et de partage d'informations entre professionnels de santé et autres professionnels des champs social et médico-social

« Art. R. 1110-1.-Les professionnels participant à la prise en charge d'une même personne peuvent, en application de l'article L. 1110-4, échanger ou partager des informations relatives à la personne prise en charge dans la double limite :

- « 1° Des seules informations strictement nécessaires à la coordination ou à la continuité des soins, à la prévention, ou au suivi médico-social et social de ladite personne ;
- « 2° Du périmètre de leurs missions.

« Art. R. 1110-2.-Les professionnels susceptibles d'échanger ou de partager des informations relatives à la même personne prise en charge appartiennent aux deux catégories suivantes :

- « 1° Les professionnels de santé mentionnés à la quatrième partie du présent code, quel que soit leur mode d'exercice ;
- « 2° Les professionnels relevant des sous-catégories suivantes :
 - « a) Assistants de service social **mentionnés à l'article L. 411-1 du code de l'action sociale et des familles** ;
 - « b) Ostéopathes, chiropracteurs, psychologues et psychothérapeutes non professionnels de santé par ailleurs, aides médico-psychologiques et accompagnants éducatifs et sociaux ;
 - « c) Assistants maternels et assistants familiaux mentionnés au titre II du livre IV du code de l'action sociale et des familles ;
 - « d) Educateurs et aides familiaux, personnels pédagogiques occasionnels des accueils collectifs de mineurs, permanents des lieux de vie mentionnés au titre III du livre IV du même code ;
 - « e) Particuliers accueillant des personnes âgées ou handicapées mentionnés au titre IV du livre IV du même code ;
 - « f) Mandataires judiciaires à la protection des majeurs et délégués aux prestations familiales mentionnés au titre VII du livre IV du même code ;
 - « g) Non-professionnels de santé salariés des établissements et services et lieux de vie et d'accueil mentionnés aux articles L. 312-1, L. 321-1 et L. 322-1 du même code, ou y exerçant à titre libéral en vertu d'une convention ;
 - « h) Non-professionnels de santé mettant en œuvre la méthode prévue à l'article L. 113-3 du même code pour la prise en charge d'une personne âgée en perte d'autonomie ;
 - « i) Non-professionnels de santé membres de l'équipe médico-sociale compétente pour l'instruction des demandes d'allocation personnalisée d'autonomie mentionnée aux articles L. 232-3 et L. 232-6 du même code, ou contribuant à cette instruction en vertu d'une convention.

« Art. R. 1110-3.-I.-Le professionnel relevant d'une des catégories de l'article R. 1110-2 souhaitant échanger des informations relatives à une personne prise en charge, au titre du II de l'article L. 1110-4, avec un professionnel relevant de l'autre catégorie, informe préalablement la personne concernée, d'une part, de la nature des informations devant faire l'objet de l'échange, d'autre part, soit de l'identité du destinataire et de la catégorie dont il relève, soit de sa qualité au sein d'une structure précisément définie.

« II.-Lorsqu'ils sont membres d'une même équipe de soins, les professionnels relevant d'une des catégories mentionnées à l'article R. 1110-2, partagent, avec ceux qui relèvent de l'autre catégorie, les informations relatives à une personne prise en charge dans les strictes limites de l'article R. 1110-1 et en informent préalablement la personne concernée. Ils tiennent compte, pour la mise en œuvre de ce partage, des recommandations élaborées par la Haute Autorité de santé avec le concours des ordres professionnels, en particulier pour ce qui concerne les catégories d'informations qui leur sont accessibles.

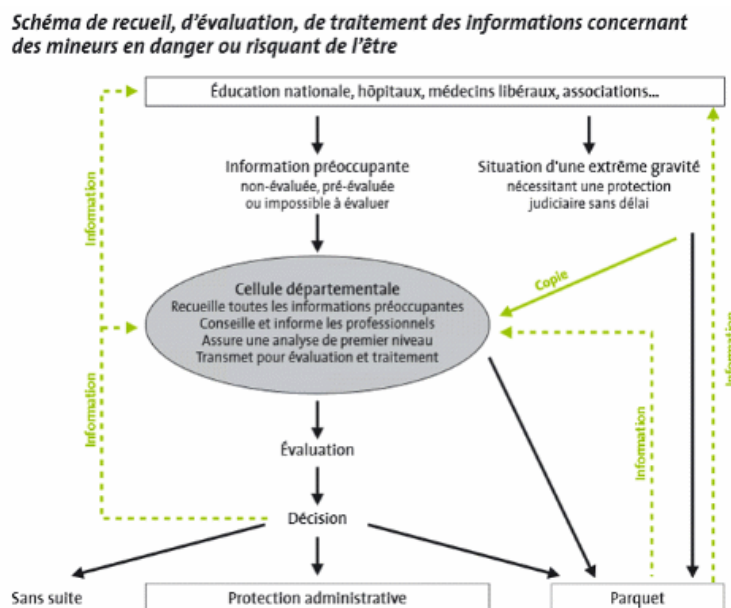
« III.-Lorsque la personne est hors d'état d'exprimer sa volonté, seule l'urgence ou l'impossibilité d'informer cette personne peut dispenser le professionnel ou la personne participant à sa prise en charge de l'obligation d'information préalable. La personne concernée est toutefois informée, dès que son état de santé le permet, de l'échange ou du partage des informations auquel il a été procédé. Il en est fait mention dans le dossier médical. »

DÉFINITION DE L' « INFORMATION PRÉOCCUPANTE »

L'information préoccupante est une information transmise à la cellule départementale mentionnée au deuxième alinéa de l'article L. 226-3 pour alerter le président du conseil départemental sur la situation d'un mineur, bénéficiant ou non d'un accompagnement, pouvant laisser craindre que sa santé, sa sécurité ou sa moralité sont en danger ou en risque de l'être ou que les conditions de son éducation ou de son développement physique, affectif, intellectuel et social sont gravement compromises ou en risque de l'être.

La finalité de cette transmission est d'évaluer la situation d'un mineur et de déterminer les actions de protection et d'aide dont ce mineur et sa famille peuvent bénéficier.

CIRCUIT DU SIGNALEMENT



4. ZEXX A

TEXTES APPLICABLES

- Article 226-14 du CP, al 1 (signalement des maltraitances) et al 3 (signalement du caractère dangereux d'une personne et possession d'une arme à feu).

- Art 434-1 CP sur la dénonciation de crimes qui vont se perpétrer.

- Cas des mineurs : Instruction du secrétariat général des ministères chargés des affaires sociales n° SG/2016/14 du 8 janvier 2016 relative au cadre d'intervention des agences régionales de santé s'agissant des phénomènes de radicalisation : précise que la radicalisation ou le risque de radicalisation du mineur entre dans le champ de l'**information préoccupante** définie par l'article R. 226-2-2 du code de l'action sociale et des familles. (voir document PDF ci-joint)

- Les différents textes autorisant le signalement de la radicalisation sont repris sur le compte-rendu d'une question au Sénat du 26/03/2015 : « Exception à l'obligation de secret professionnel pour les travailleurs sociaux dans le cadre de la lutte contre les menaces terroristes », Sénat, 14e législature, Question écrite n° 15415 de **M. Éric Doligé** (Loiret - UMP) publiée dans le JO Sénat du 26/03/2015 - page 652.

QUESTION AU SÉNAT

Exception à l'obligation de secret professionnel pour les travailleurs sociaux dans le cadre de la lutte contre les menaces terroristes

Sénat 14e législature - Question écrite n° 15415 de **M. Éric Doligé** (Loiret - UMP) publiée dans le JO Sénat du 26/03/2015 - page 652

M. Éric Doligé attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la nécessité de favoriser et de sécuriser l'échange d'informations entre les travailleurs sociaux et les services de l'État dans le cadre de la lutte contre les menaces terroristes. À cette fin, il conviendrait d'instituer une exception à l'obligation de secret professionnel.

La France est, aujourd'hui, confrontée au basculement de personnes – mineures ou majeures - dans l'engagement radical violent, soit en lien avec des filières terroristes, soit au terme d'une auto-radicalisation. La lutte contre les menaces et les actes terroristes est un impératif national, pour la sécurité du pays et la protection des populations.

Les travailleurs sociaux, de par leurs missions, sont au plus près des difficultés vécues par le public fragile qu'ils rencontrent. Depuis quelques mois, il n'est pas rare qu'ils assistent à la radicalisation de certains usagers qu'ils suivent ou qu'ils se voient confier, par une famille, la confiance qu'un de ses membres serait parti faire le « djihad ». Ces agents sont, alors, tiraillés entre deux impératifs contradictoires : celui de respecter leur obligation de secret professionnel et celui d'alerter les autorités compétentes sur les risques qui pèsent sur ces familles mais aussi sur la sécurité nationale.

En l'état actuel du droit, aucune loi ne leur permet de signaler les menaces terroristes ou les agissements suspects dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exercice de leurs missions, sans les exposer à des poursuites pénales. En effet, alors même que **l'article 40 alinéa 2 du code de procédure pénale institue une obligation générale de dénonciation des crimes et délits à l'égard des fonctionnaires, sa mise en œuvre se heurte à l'obligation de secret professionnel prévue à l'article 226-13 du code pénal** – dont le non-respect est pénalement sanctionné, à l'inverse de l'article 40 alinéa 2 – ainsi qu'aux restrictions prévues par les articles 434-1 et 434-2 du code pénal, lesquelles soustraient les professionnels soumis au secret professionnel à l'obligation de dénonciation des crimes – y compris lorsqu'il s'agit d'actes terroristes.

Dans ce contexte, les collectivités territoriales et, plus particulièrement, leurs travailleurs sociaux sont en demande de repères, de lignes de conduite à tenir et de textes clairs en la matière.

Le terrorisme étant l'affaire de tous, il est nécessaire de favoriser et de sécuriser juridiquement l'échange et la circulation d'informations entre les services de l'État compétents et les collectivités territoriales qui peuvent avoir des remontées d'informations de la part des différents acteurs sociaux locaux, proches du terrain et témoins de la radicalisation de certains usagers, dès lors que la sécurité du pays et la protection des populations sont susceptibles d'être menacées.

Faisant suite aux derniers attentats, le Gouvernement a annoncé un train de mesures visant à renforcer les moyens de lutte contre le terrorisme. Il lui demande s'il est envisagé, parmi ces mesures, de légiférer, afin de prévoir une exception au secret professionnel en cas de forts soupçons d'actes en préparation susceptibles de contribuer, directement ou indirectement, à une action terroriste.

Réponse du Ministère de l'intérieur publiée dans le JO Sénat du 13/10/2016 - page 4497

En application du dernier alinéa de **l'article 434-1 du code pénal**, les personnes astreintes à un secret professionnel ne peuvent être poursuivies pour non dénonciation de crime. Parmi les travailleurs sociaux, sont tenus au secret professionnel les assistants de services sociaux et les étudiants des écoles se préparant à l'exercice de cette profession (**article L. 411-3 du code de l'action sociale et des familles**), les travailleurs sociaux et agents de probation de l'administration pénitentiaire, en qualité de « membres du service pénitentiaire d'insertion et de probation » (article D. 581 du code de procédure pénale), ainsi que les éducateurs spécialisés (article L. 221-6 du code de l'action sociale et des familles).

Ce secret professionnel, qui vise à permettre l'instauration d'une relation de confiance entre les citoyens et les professionnels exerçant une fonction sociale, et sans lequel l'efficacité de leur action serait remise en cause par la crainte de la divulgation des informations confiées, doit être préservé. Toutefois, il existe d'ores et déjà des circonstances dans lesquelles la loi impose ou autorise la révélation d'informations couvertes par le secret professionnel. Ainsi, les professionnels de la santé ou de l'action sociale sont autorisés par le 3° de l'article 226-14 du code pénal à informer le préfet et, à Paris, le préfet de police du caractère dangereux pour elles-mêmes ou pour autrui des personnes qui les consultent et dont ils savent qu'elles détiennent une arme ou qu'elles ont manifesté leur intention d'en acquérir une.

En outre, l'article **L. 226-2-2 du code de l'action sociale et des familles** prévoit une exception à l'article 226-13 du code pénal en permettant aux personnes soumises au secret professionnel qui mettent en œuvre la politique de protection de l'enfance définie à l'article L. 112-3 du même code, ou qui lui apportent leur concours, à partager entre elles des informations à caractère secret afin d'évaluer une situation individuelle, de déterminer et de mettre en œuvre les actions de protection et d'aide dont les mineurs et leur famille peuvent bénéficier. Dans ce cadre, ces personnes peuvent transmettre à la cellule de recueil des informations préoccupantes (CRIP) du département des informations strictement nécessaires concernant le mineur. **L'instruction du secrétariat général des ministères chargés des affaires sociales n° SG/2016/14 du 8 janvier 2016**, relative au cadre d'intervention des agences régionales de santé s'agissant de phénomènes de radicalisation, précise que **la radicalisation ou le risque de radicalisation du mineur entre dans le champ de l'information préoccupante définie par l'article R. 226-2-2 du code de l'action sociale et des familles**.

Ainsi, un signalement peut être adressé par des professionnels à la CRIP qui évalue la situation et détermine les actions de protection et d'aide dont le mineur et sa famille peuvent bénéficier. Par ailleurs, en application des circulaires du 29 avril 2014 relative à la prévention de la radicalisation et à l'accompagnement des familles et du 19 février 2015 relative aux cellules de suivi pour la prévention de la radicalisation et l'accompagnement des familles, les travailleurs sociaux sont associés aux réunions de la cellule de suivi animée par le préfet, en lien avec le procureur de la République.

Cette cellule procède à une analyse pluridisciplinaire des situations qui lui sont signalées par le centre national d'assistance et de prévention de la radicalisation, et vise à organiser un soutien de proximité aux familles et aux jeunes concernés. Les représentants des services sociaux peuvent également être conviés aux réunions de l'état-major de sécurité co-présidées par le préfet et le procureur de la République.

-Article 144 du code civil "Le mariage ne peut être contracté avant dix-huit ans révolus" ;

Nb : pour les personnes âgées de moins de 18 ans, le mariage n'est possible qu'avec le consentement de la mineure, des parents et l'autorisation du procureur de la République.

-Article 146 du code civil "Il n'y a pas de mariage lorsqu'il n'y a point de consentement" ;

-Article 146-1 du code civil "Le mariage d'un Français même contracté à l'étranger requiert sa présence".

-Article 202-1 du code civil "Quelle que soit la loi personnelle applicable, le mariage requiert le consentement des époux" (Le mariage est interdit sans le consentement mutuel, libre et volontaire de chacun des futurs époux. Pour assurer la liberté du consentement, la loi exige la comparution des époux en personne devant l'officier de l'état civil. Nul ne peut se marier par procuration.)

-Si l'un des deux époux a été contraint, le mariage dit « forcé » peut être annulé. L'épouse doit prouver l'existence de la contrainte morale ou physique. La demande en annulation doit être formulée dans le délai de 5 ans à compter du mariage (article 181 du code civil). Pour les mineures, la nullité du mariage est automatique.

-En 2013, le législateur a introduit un nouveau délit punissant de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende ***le fait, dans le but de contraindre une personne à contracter un mariage ou à conclure une union à l'étranger, d'user à son égard de tromperies afin de la déterminer à quitter le territoire de la République*** (article 222-14-4 du code pénal).

PROSTITUTION ET
PROTECTION DES
VICTIMES DE LA
TRAITE DES ÊTRES
HUMAINS

Parcours de sortie prostitution

-LOI n° 2016-444 du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées

-Décret n° 2016-1467 du 28 octobre 2016 relatif au parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle et à l'agrément des associations participant à son élaboration et à sa mise en œuvre

-CIRCULAIRE N° DGCS/B2/2017/18 du 31 janvier 2017 relative à la mise en œuvre du parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle

-Protection des victimes de la traite des êtres humains :

Article R316-1 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (*créé par Décret n°2007-1352 du 13 septembre 2007 - art. 1 JORF 15 septembre 2007*)

L'auteur d'une mutilation et le responsable de l'enfant mutilé peuvent être poursuivis notamment pour des violences ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente ; ces faits sont punis de 10 ans d'emprisonnement et de 150 000 € d'amende (article 222-9 du code pénal).

-La peine encourue est portée à 15 ans si la mutilation permanente est commise sur un mineur de moins de 15 ans (Art 222-10 du code pénal), à 20 ans si l'auteur est un ascendant ou parent légitime, naturel ou adoptif ou par toute personne ayant autorité sur le mineur (Art 222-10 du code pénal), à 30 ans si la mutilation a entraîné la mort sans intention de la donner (article 222-8 du code pénal).

- Article 222-16-2 CP (créé par Loi n°2006-399 du 4 avril 2006 - art. 14 JORF 5 avril 2006)

*« Dans le cas où les crimes et délits prévus par les articles 222-8, 222-10 ou 222-12 sont **commis à l'étranger sur une victime mineure résidant habituellement sur le territoire français**, la loi française est applicable par dérogation aux dispositions de l'article 113-7. S'il s'agit d'un délit, les dispositions de la seconde phrase de l'article 113-8 ne sont pas applicables. »*

- Article 227-24-1 CP (créé par LOI n°2013-711 du 5 août 2013 - art. 19)

« Le fait de faire à un mineur des offres ou des promesses ou de lui proposer des dons, présents ou avantages quelconques, ou d'user contre lui de pressions ou de contraintes de toute nature, afin qu'il se soumette à une mutilation sexuelle est puni, lorsque cette mutilation n'a pas été réalisée, de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende.

Est puni des mêmes peines le fait d'inciter directement autrui, par l'un des moyens énoncés au premier alinéa, à commettre une mutilation sexuelle sur la personne d'un mineur, lorsque cette mutilation n'a pas été réalisée. »

-LOI n° 2013-711 du 5 août 2013 portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France (rajouter la loi dans les annexes)

-La victime peut porter plainte jusqu'à 20 ans après sa majorité, soit jusqu'à l'âge de 38 ans, pour condamner ces violences devant la justice française.

- La levée du secret professionnel est prévue expressément par l'article 226-14 du code pénal dans les cas de mutilations sexuelles.



PARTIE 1

LA DÉCLINAISON DU 5^{ÈME} PLAN



I. LA DÉCLINAISON DU 5ÈME PLAN DE LUTTE CONTRE TOUTES LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

A. Assurer l'accès aux droits et sécuriser les dispositifs

Le bilan du 4ème plan confirme l'efficacité de certains dispositifs. C'est le cas notamment du Téléphone Grave Danger (TGD) et des actions de formation et de sensibilisation des professionnel.le.s. Ceux-ci sont sécurisés par le 5ème plan.

Pour autant, parmi les 223 000 victimes de violences conjugales chaque année, seulement 14 % portent plainte. Or la révélation des violences constitue une première étape aussi cruciale que difficile pour les victimes souvent enfermées par les phénomènes d'emprise et paralysées par la peur. Il faut donc lever ces freins et faciliter la révélation des violences. Pour ce faire, les membres de la commission départementale ont élaboré plusieurs outils : des livrets à destination des professionnel.le.s comme des usagers.ères ainsi qu'une fiche outil facilitant la libération de la parole quel que soit le champ d'intervention de l'acteur.trice de terrain.

Une fois les violences révélées, l'entrée dans le parcours judiciaire doit être facilitée. Le travail mené avec les forces de l'ordre dans le cadre de la convention locale d'accueil des victimes y contribue.

De plus, pour que les femmes soient reconnues comme victime et qu'elles puissent commencer à se reconstruire, leur protection doit être renforcée en particulier dans le cadre de leur parcours institutionnel et dans la garantie de discrétion nécessaire. À cette fin, une charte éthique relative au respect du secret professionnel et à l'information partagée lie l'ensemble des partenaires de la commission.

Enfin, la protection des victimes et de leurs enfants implique la possibilité de les mettre à l'abri dans l'urgence et de garantir la fluidité de leur parcours.

FICHE ACTION n°2	
Fiche outil pour le repérage des victimes de violence (quelle que soit la nature de la violence)	
<u>Personnes référentes de l'action :</u>	
Délégation aux droits des femmes	CIDFF – ARPAS – Brigade des Mineurs
<u>Partenaires engagés :</u>	
DDSP / Direction de la Santé du département – ARPAS – CIDFF – AFCCC – CCAS de Grasse – Université / SUMPPS / Gendarmerie / CHU / ARS / OFII / Ville de Nice	
<u>Public cible :</u> <ul style="list-style-type: none"> - L'ensemble des travailleurs sociaux et médicaux sociaux (CCAS, MSD, PMI), - L'ensemble des professionnels de santé, - Pharmaciens, - Pompiers, - Education nationale, université, - La médecine du travail, - La MDPH, - Les services d'aides à la personne, - Le CROUS - Les écoles (IFSI, PJJ, Educ, Méd.), - Les missions locales - Associations, - L'OFII, - La CAF, - Pôle Emploi - les référent.e.s des communes qui se sont mobilisé.e.s au sein de la Métropole Liste non exhaustive ...	
<u>Constat / Problématique :</u> <p>La question des violences intrafamiliales est particulièrement difficile à aborder pour des non-spécialistes, car il est question de « l'intime ».</p> <p>Pour pouvoir détecter, faciliter la verbalisation de la victime et l'orienter au mieux, il est important que le professionnel dispose d'outils facilitateurs pour mener à bien son entretien.</p> <p>Les objectifs de ce groupe de travail sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> -d'avoir un référentiel commun afin d'harmoniser les pratiques sur le territoire (prendre en compte les violences intrafamiliales et les violences sexuelles) et pour permettre d'identifier les victimes au travers d'un repérage systématique -de sortir du tabou et d'oser échanger sur cette question (pour les professionnels comme pour les victimes) -de rassurer les professionnels par le biais de la formation, la sensibilisation pour mieux orienter et prendre en charge les victimes. 	
<u>Modalités de mise en œuvre :</u>	
<u>Les étapes :</u> <ol style="list-style-type: none"> 1 : rédiger la fiche outil (s'inspirer des canevas existants : DDSP, Déléguée IDF) et la rebaptiser (exemple : fiche d'accompagnement au repérage, à l'abord, et à l'orientation dans le cadre de la LCVFF, ou autre) 2 : communiquer / diffuser en format papier ou dématérialisé cette fiche outil aux professionnel.les. qui prennent en charge le public cible, 3 : organiser une demi-journée de sensibilisation et de présentation de la fiche outil à destination de l'ensemble des professionnel.les concerné.e.s, 	

4 : diffuser la fiche outil par territoire (CLSPD, ateliers santé ville, territoires départementaux)
5 : publier les outils. Réflexion en cours avec le service communication de la préfecture

Les moyens envisagés (humain, matériel, financier ...):

Il va être nécessaire :

- de créer une page WEB ou d'actualiser la page «préfecture-DDCS-droits des femmes »,
- de dégager du temps pour mettre à jour les informations sur la page web dédiée,
- d'imprimer la fiche outil (frais de reproduction à prévoir)
- d'organiser une demi-journée d'information et de sensibilisation à l'utilisation de cette fiche (réserver une salle)
- de rechercher des financements complémentaires (FIPD /ARS)

Points de vigilance :

- utiliser la fiche de la détection jusqu'à l'accompagnement de la victime vers l'orientation la plus adaptée (en s'appuyant sur le livret AGIR ENSEMBLE),
- le maillage partenarial,
- l'implication des acteurs,
- la mobilisation des chef.fes de service pour la comptabilisation.

Indicateurs de résultats :

- nombre de fiches d'évaluation,
- nombre de repérages,
- nombre d'orientations,
- nombre de partenaires impliqués dans le protocole
- nombre de participants à la journée de sensibilisation

Calendrier de mise en œuvre :

- juin 2017 : Rédaction de la fiche (CIDFF – ARPAS – BM)
- avril 2018-septembre 2018 : Test dans nos réseaux et reformulation au besoin par HARJES et la ville de Nice
- fin septembre 2018 : Journée de sensibilisation
- octobre / décembre 2018 : Diffusion sur le territoire

Modalités de communication :

- papier,
- internet,
- site préfecture,
- tout au long de l'année.

ORIENTER :

-N° VERTS

3919 « Violences Femmes info » numéro national de référence d'écoute téléphonique et d'orientation à destination des femmes victimes de violences

119 Service national d'accueil téléphonique pour l'enfance en danger

- LE SITE INTERNET DE LA PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES

www.alpes-maritimes.gouv.fr

DEFINITIONS

La **violence** est l'utilisation intentionnelle de la force physique ou psychologique pour contraindre, dominer.

Les violences peuvent être et/ou : physiques, sexuelles, psychologiques, économiques.

Elles causent dans tous les cas de la souffrance et des dommages graves pouvant aller jusqu'au décès.

Victime : personne qui subit les mauvais traitements, les injustices d'autrui.

Les enfants témoins de violences conjugales sont des victimes.

LA FICHE-OUTIL :

A pour objectif :

- de contribuer à une meilleure prise en charge des victimes, quel que soit leur âge, et à la baisse de la mortalité.
- de contribuer à l'élaboration d'un recueil départemental de données anonymes sur les violences conjugales et intrafamiliales.

Merci de votre participation !

LUTTE CONTRE LES VIOLENCES INTRAFAMILIALES

FICHE-OUTIL POUR LE REPERAGE L'ABORD L'ORIENTATION

REPERER

Les personnes qui font l'objet de maltraitements taisent bien souvent les violences qu'elles subissent mais montrent néanmoins des signes :

- Physiques : blessures, état de fatigue,...
- Psychiques : dépression, anxiété, troubles du sommeil, addictions.
- Comportementaux : inhibition exagérée, repli social ou hyperactivité, troubles alimentaires...

Puisque les violences sont un phénomène de masse et un problème de santé publique, elles doivent être **systématiquement** questionnées.

ABORDER

Chaque professionnel adapte sa/ses question(s) au contexte de la rencontre. La/les question(s) doivent être :

- ▶ Systématique(s)
- ▶ Paraître anodine(s)
- ▶ Adaptée(s) à la personne
- ▶ Posée(s) dans un climat de confiance au cours du déroulé de l'entretien.

Il est important de mettre la personne en confiance en lui assurant la liberté de répondre ou non.

La question est simple : « Est-ce que je peux me permettre de vous demander si vous avez déjà subi des violences dans votre vie ? Dans votre enfance ? Au travail ? Dans votre couple ? »

Si besoin préciser que ces questions sont posées de façon systématique « parce qu'il est très fréquent qu'il y ait des difficultés dans le couple comme dans la famille ou au travail. »

En l'absence de réponse claire mais de l'existence de signes plus ou moins manifestes de violences subies vous pouvez choisir des questions-type ouvertes :

« Comment va votre couple ? »

« Comment vont les choses pour vous à la maison ? »

Des questions plus précises sont possibles :

« En tant que femme vous sentez-vous respectée ? »

« Vous sentez-vous en confiance dans votre relation de couple ? »

« Vous sentez-vous menacée par votre conjoint dans les situations de conflit ou de dispute ? ».

« Vous arrive-t-il d'être contrainte dans les relations intimes ? ».

« Vos enfants ont-ils assisté à des scènes de violence ? »

« Avez-vous déjà parlé de tout ça avec quelqu'un ? »

Sur les violences intrafamiliales :

Quand il y a des enfants au foyer on va s'intéresser autant à la situation des enfants qu'à celle du parent :

« Et avec votre/vos enfant(s) comment ça se passe ? »

« Il est fréquent qu'il y ait des conflits ou des disputes entre parent(s) et enfant. A ce propos comment ça se passe pour vous ? »

« Etes-vous obligée d'utiliser parfois la force physique ? Et leur père/mère comment réagit-il /elle ? »

Concernant les parents d'adolescent(e) en situation de monoparentalité :

« Comment ça se passe avec votre adolescent(e) ? »

« Vous sentez-vous respecté(e) en tant que mère/père et femme/homme ? »

« Les adolescent(e)s sont souvent impulsifs/ves, êtes-vous parfois menacé(e) verbalement ou physiquement ? »

FICHE ACTION n°3	
Réalisation de livrets / à destination des usagers → COMMUNICATION	
<u>Personnes référentes de l'action :</u>	
Délégation aux droits des femmes	CIDFF - CDAD
<u>Partenaires engagés :</u>	
DDSP / CIDFF / Conseil Départemental / Gendarmerie / G-Addiction / CDAD / Les services de communication de la Préfecture, du Conseil départemental / La direction de la prévention sociale du handicap et des droits des femmes, la direction de la prévention, de la médiation et de l'aide aux victimes / HARJES / MONTJOYE	
<u>Public cible :</u> le grand public	
<u>Constat / Problématique :</u> <p>Au niveau national, les violences conjugales ont tué, en 2015, 122 femmes, 22 hommes et 36 enfants.</p> <p>En 2016, 123 femmes ont été tuées par leur partenaire ou ex-partenaire, soit une femme tous les 3 jours. 34 hommes ont été tués et 25 enfants mineurs ont été tués par l'un des parents dans un contexte de violence au sein du couple.</p> <p>En 2015, 13 victimes étaient à déplorer le département des Alpes-Maritimes. 2 victimes sont à dénombrer pour l'année 2016.</p> <p>À l'image du guide « AGIR ENSEMBLE », outil à destination des partenaires en 2016, il est apparu nécessaire d'en créer un à destination de tous les usagers par ressort de tribunal. Ce document sera adapté au langage universel par le biais de pictogrammes, il pourra être traduit en plusieurs langues (arabe, russe, espagnol, italien, mandarin ...). Il s'adaptera également à la communication moderne tels que : flash code, appli, facebook, instagram, tweeter, #stop.violences.</p>	
<u>Modalités de mise en œuvre :</u>	
<u>Les étapes :</u> <p>1 - <u>Définir le contenu</u> : l'outil pourrait s'inspirer du document national édité par le CIDFF. En première page un listing de mots afin que la personne puisse « s'identifier » comme victime de violences conjugales. À l'intérieur, les solutions auxquelles elle pourrait recourir et les coordonnées de l'ensemble des principaux acteurs et numéros indispensables. En dernière page, les logos de l'ensemble des institutions porteuses du document local.</p> <p>2 – <u>Définir le format</u> : Dans un premier temps, le format choisi est celui en A4, format paysage qui se plie en trois rabats.</p> <p>3 : A l'issue des échanges, il a été décidé d'élaborer une plaquette « dé-genrée », et privilégier le « je » et la forme passive dans les tournures de phrases.</p>	
<u>Les moyens envisagés (humain, matériel, financier ...) :</u> <p><u>Financier</u> : 5000€ sont attribués au CIDFF par le programme 137 de la délégation aux droits des femmes pour la réalisation, la conception et l'impression de ces documents. Nécessité de trouver d'autres modalités de financement pour développer les axes de communication, notamment l'application.</p> <p><u>Matériel</u> : le CDAD se propose de mettre à disposition leur technicien qui possède des outils de mise en page</p> <p><u>Humain</u> : tous les acteurs susceptibles de diffuser l'outil</p>	
<u>Points de vigilance :</u> <p>Une veille sur la mise à jour régulière des coordonnées devra être apportée.</p>	

Indicateurs de résultats :

- nombre de flyers édités, diffusés
- nombre de situations de violence déclarée

Calendrier de mise en œuvre :

Pour le format choisi : Mise en œuvre pour le 08-03-2018.

Un **format poche** pourrait être mis en circulation dans la même année,

Dès 2019 : **incrustation de flash code, appli, #stopviolences** sur les deux documents déjà diffusés.

Modalités de communication :

-distribution **papier** des flyers dans tous les lieux qui accueillent du public : MSD, CCAS, commissariats, brigades de gendarmerie, faculté, hôpitaux, médecins, pharmacies, tribunaux, antennes de justice, associations et boîte aux lettres des particuliers.

-utilisation de stands (par exemple celui du CIDFF)

-diffusion sur les réseaux sociaux par les services de communication et création d'un lien internet préfecture/DDCS/droits des femmes

Envisager à moyen terme le recours au théâtre interactif.

CONTACTS UTILES

LES SERVICES DE JUSTICE

Tribunal de Grande Instance de Nice

1 Place du Palais
04.92.17.70.00

Tribunal de Grande Instance de Grasse

37 avenue Pierre Sémard
04.92.60.72.00

Ordre des avocats du barreau de Nice

1 Place du Palais
04.93.85.12.03

Ordre des avocats du barreau de Grasse

64 avenue Pierre Sémard
04.92.60.77.50

Conseil Départemental de l'Accès au Droit des Alpes Maritimes (CDAD06)

1 Place du Palais de Justice- Palais Rusca
04.92.17.71.16

LES SERVICES DE POLICE ET DE GENDARMERIE

Vous pouvez vous adresser dans tous les Commissariats ou gendarmeries de votre quartier, de votre domicile ou de votre lieu de travail.

LES URGENCES DES HÔPITAUX

Le certificat médical initial est un élément de preuve utile des violences subies. Vous pouvez consulter par la suite un médecin légiste. Il est un des éléments de preuve utile des violences subies.

Besoin d'un hébergement d'urgence?

Composez le 115

ASSOCIATIONS HABILITÉES MINISTÈRE DE LA JUSTICE

MONTJOYE - 29 rue Pastorelli - entrées B - Immeuble Nice
Europe - Nice 04.93.87.94.49

HARJES- 31/33 rue M.Journet - Grasse 04.92.60.78.00
- 41 bis av M.Jourdan - Cannes La Bocca
04.93.90.85.66

LES STRUCTURES SPÉCIALISÉES

CIDFF - 33 avenue Jean Médecin - Nice 04.93.71.55.69

ABRI COTIER - accueil de jour 04.97.13.39.46

PARCOURS DE FEMMES - 2 avenue du Centre - Cannes
La Bocca 04.93.48.03.56

SERVICE PARENTHÈSE - Allée Les Grenadines, 690
route de Grasse - Antibes 04.92.19.75.60

ISI - 2 rue Fontaine Veille - Vence
04.93.58.92.30 / 04.92.60.78.00

Accueil Femmes Solidarité - 21 rue Dabray - Nice
04.93.52.17.81

MAISON DES SOLIDARITÉS DÉPARTEMENTALES

Pour toutes aides sociales :

Prenez contact avec le **Conseil Départemental 06**
04.97.18.60.00

NUMÉROS NATIONAUX

17 - Police ou gendarmerie

15 - SAMU : Service d'Aide Médicale Urgente

112 - Urgence Secours depuis un portable

3919 - Info violences n° d'écoute anonyme

119 - Enfance maltraitée

115 - Hébergement d'Urgence mise à l'abri

**114 - Service de secours pour personne ayant des
difficultés à entendre ou parler**

DÉLÉGATION AUX DROITS DES FEMMES ET À L'ÉGALITÉ CADAM

147 avenue du Mercantour
06286 Nice Cedex 3
04.93.72.20.00

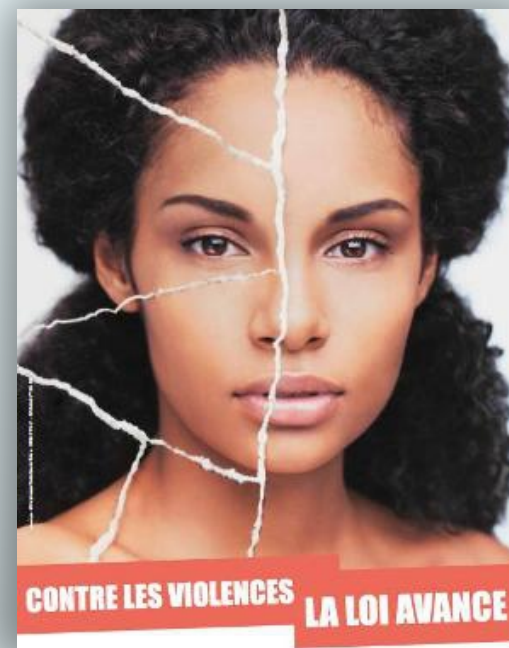
VIOLENCES CONJUGALES

HUMILIATION DÉNI VOL

INSULTES VIOLENCES PSYCHOLOGIQUES

TENSIONS EMPRISE

HARCÈLEMENT ENFERMEMENT



JE SUIS VICTIME :	J'AI DES DROITS: LESQUELS ?	JE PEUX AGIR : COMMENT ?
<p>Je suis régulièrement insulté-e humilié-e, ou menacé-e</p> <p>Je suis frappé-e</p> <p>Je suis contrôlé-e, surveillé-e dans mes mouvements.</p>	<p>J'ai le droit d'être protégé-e si je suis victime de ces violences, qu'elles soient physiques, verbales, psychologiques, sexuelles, administratives, économiques.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Je peux consulter un médecin, contacter une association spécialisée ou une assistante sociale pour parler, m'informer et m'aider dans mes démarches. • Je peux déposer plainte dans n'importe quel commissariat ou gendarmerie ou auprès du Procureur même si je n'ai pas de titre de séjour. Ce dépôt de plainte pourra entraîner une condamnation pénale de l'auteur. • Je peux demander un divorce pour faute.
<p>Je n'ai pas le droit d'avoir de l'argent.</p> <p>Je n'ai pas le droit de travailler.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Toute personne adulte a le droit de travailler ou d'avoir un compte en banque s'il le souhaite. • Les couples mariés, pascés ou concubins sont tenus à la solidarité des dépenses ménagères, chacun en fonction de ses ressources. 	<ul style="list-style-type: none"> • Je peux bénéficier gratuitement d'un avocat si je n'ai pas de ressources suffisantes et même si je n'ai pas de titre de séjour dès lors que je bénéficie d'une ordonnance de protection. • Je peux déposer une requête en participation aux charges du mariage devant le Juge aux affaires familiales.
<p>Je subis des relations sexuelles, auxquelles je n'ai pas consenties.</p>	<p>Même au sein du couple, une relation sexuelle imposée est considérée comme un viol.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Je peux déposer plainte et disposer d'un bon de gratuité pour voir un médecin légiste qui pourra établir un certificat.
<p>Je suis privé-e de mes papiers d'identité.</p>	<p>J'ai le droit d'avoir tous les papiers indispensables à ma vie quotidienne en ma possession.</p>	<p>Je peux porter plainte, car mon époux n'a pas le droit de me prendre mes documents d'identité, mon titre de séjour ou mes moyens de paiement.</p>
<p>J'ai peur de perdre mon logement, si je pars.</p> <p>J'ai peur de perdre mon autorité parentale, si je quitte le domicile conjugal.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • J'ai le droit de quitter le domicile avec les enfants, et je pense à faire une main courante. • J'emporte les originaux et les photocopies des documents importants (carte d'identité, carte de séjour, passeport...). 	<ul style="list-style-type: none"> • Je peux demander une ordonnance de protection au juge des affaires familiales, obligeant l'auteur des violences à quitter le logement familial et à cesser tout contact avec moi. Je peux aussi demander que le juge protège les enfants. • Je peux demander au juge des affaires familiales de fixer la résidence des enfants chez moi et de prévoir le versement d'une pension alimentaire par l'autre parent. Tout conflit relatif aux enfants sera tranché par le juge. <p><i>*Si je bénéficie d'un hébergement, <u>j'ai le droit d'obtenir l'attribution du domicile conjugal, même après mon départ, si je suis mariée.</u></i></p>
<p>Je crains que mes enfants soient enlevés.</p>	<p>J'ai le droit de m'opposer à la sortie du territoire de mes enfants.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • En urgence, je peux demander une opposition à sortie de territoire valable 15 jours à la préfecture ou au commissariat. Je peux demander au juge des affaires familiales une interdiction de sortie de territoire pour une durée plus longue.
<p>J'ai peur de perdre ma carte de séjour si je quitte mon conjoint.</p>	<p>J'ai le droit de renouveler ma carte de séjour en cas de violence.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Je peux demander la délivrance ou le renouvellement de mon titre de séjour même s'il y a rupture de la vie commune, car la préfecture tient compte des violences subies.
<p>Je suis laissé-e au pays sans mes papiers.</p>	<p>J'ai le droit de rentrer en France si je suis laissé-e au pays sans mes papiers.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Je peux m'adresser au Consulat de France en cas de vol de mes papiers à l'étranger pour obtenir un laissez-passer qui me permettra de rentrer en France.

FICHE ACTION n°4	
Actions de sensibilisation et formations	
<u>Personnes référentes de l'action :</u>	
Délégation aux droits des femmes	AFS – CIDFF 06
<u>Partenaires engagés :</u>	
Fondation ACTES, AFCCC, AFS, CCAS Grasse, CIDFF 06, CAPG/Contrat de Ville, CD06, DDSP 06, Parcours de Femmes Formatrice des Assistant-e-s Social-e-s, SUMPPS, Éducation Nationale, Ville de Nice, Métropole NCA, CODES, SOS femmes 13, MIPROF, Conseil Départemental, Gendarmerie	
<u>Public cible :</u> Que ce soit en formation initiale ou continue sont concernés : L'ensemble des professionnels.le.s du médico-social, la DDSP, la gendarmerie, la justice, l'éducation nationale, les écoles (IESTS, IFSI), l'armée, les pompiers, les bus et tramways, les missions locales Et le grand public.	
<u>Constat / Problématique :</u> La prise en compte des violences au sein du couple par les professionnels.les reste encore trop marginale. En effet, les phénomènes d'emprise et les cycles de la violence sont encore mal connus des professionnels.les ce qui entraîne des difficultés dans la prise en charge globale des victimes. Chaque acteur.trice, dans son domaine, œuvre de manière très spécifique. Il est donc fondamental de créer une culture commune autour des questions qui traitent des violences de manière générale : violences intrafamiliales, conjugales, enfants victimes, prostitution, violences sexuelles quel qu'en soit ses formes (de rue, universitaire ou économique) ou encore traite des êtres humains. Au-delà des professionnels.le.s, les actions de sensibilisation doivent également s'adresser au grand public (toutes tranches d'âge). Plusieurs actions ont déjà été menées, notamment : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Sur les violences faites aux femmes : <ul style="list-style-type: none"> -formation des assistantes sociales de l'éducation nationale : septembre 2016 -professionnels.les médico- social du département : octobre 2016, -DDSP Bassin Est : novembre 2016, -DDSP Bassin Ouest : janvier 2017, -gendarmerie : février 2017 -avocats du barreau de Grasse février 2017, -CLSPD, -Ville de Nice et Métropole NCA ✓ Spécifiquement sur les enfants victimes : <ul style="list-style-type: none"> -tout professionnel : Février 2017 -plusieurs actions ont été menées par le Conseil départemental <ul style="list-style-type: none"> ✓ En cours de réflexion : une journée régionale autour de la prise en charge des auteurs de violences conjugales -novembre 2017 : formation des responsables des MSD des Vallées -courant 2018 : avocats du barreau de Nice 	

En parallèle à ce projet départemental, l'ARS (sous le pilotage de la Région DFE-ARS) conduit un projet étalé sur 3 années dont l'objectif est de former les professionnels de santé (uniquement).

L'objectif principal de cette démarche est de pérenniser et consolider l'axe « formation » (composer un groupe de formateurs labellisés MIPROF, par exemple) afin d'éviter, à moyen terme, l'épuisement des collaborateurs.trices et/ou d'inscrire l'action dans la durée.

Modalités de mise en œuvre :

Les étapes et calendrier de mise en œuvre :

8 mars / 25 novembre et tout le reste de l'année :

- valoriser les actions menées au niveau local
- évaluer les besoins des acteurs
- élaborer des contenus de formation qui s'adapteront au public cible,
- savoir ce qui existe déjà dans les modules de formation (CNFPT, par exemple)
- établir un recueil des outils existants (exemple MIPROF, CIDFF)
- mutualiser les outils
- répondre à des appels à projets 2017-2020

À moyen et long terme :

- créer un réseau local de professionnel.le.s (formateurs 06) labellisés MIPROF → soutien de la MIPROF (Ernestine RONAI)

Les moyens envisagés (humain, matériel, financier ...) :

Pour mettre en œuvre ce projet, il va être nécessaire d'aller chercher des sources de financement complémentaire/supplémentaire :

Exemple : CAF, Conseil régional, Justice, Région, FIPD, MIPROF, organismes de formation continue (OPCA)

Il convient également de s'appuyer sur des outils existants

- outils pédagogiques de la MIPROF,
- pièces de théâtre locales ou films (ENTR'ACTES – CENT RAISONS)
- livret AGIR ENSEMBLE

Indicateurs de résultats :

- nombre d'actions menées
- nombre de bénéficiaires, taux de participation,
- institutionnalisation des formations, trouver des solutions pérennes → changer les mentalités

Modalités de communication :

Création d'un groupe spécifique dédié à la communication
Organisation de conférences et de colloques
Intégration de modules de formation ponctuelle ou continue

OBJECTIF

PROPOSER UNE RÉPONSE ADAPTÉE AUX BESOINS D'HÉBERGEMENT AUX FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES

LE DISPOSITIF PHAST

FICHE ACTION N°5

LE PARCOURS DE LA VICTIME DE
LÉ='HÉBERGEMENT D'URGENCE
AU LOGEMENT

FICHE ACTION N°6

HÉBERGEMENT D'URGENCE EN
ZONE GENDARMERIE DANS LE
MOYEN ET LE HAUT PAYS

FICHE ACTION N°7

FICHE ACTION n°5	
Dispositif PHAST (Places d'hébergement et d'accueil sécurisé temporaires)	
<u>Personnes référentes de l'action :</u>	
Délégation aux droits des femmes	ALC PUIP
<u>Partenaires engagés :</u>	
Association Montjoye Association Harjès CIDFF Abri-cotier (Ville de Nice) La sécurité publique Association Parcours de femmes Association accueil femmes solidarité Service parenthèse (CASA) SIAO insertion logement (association GALICE) MSD CCAS Missions locales	
<u>Public cible :</u>	
Personnes victimes de violences et/ou en situation de vulnérabilité	
<u>Constat / Problématique :</u>	
<ul style="list-style-type: none"> - constat de nombreuses demandes de places d'accueil d'urgence pour des personnes, avec ou sans enfant, victime de violences conjugales et /ou familiales. 	
<u>Modalités de mise en œuvre :</u>	
<ul style="list-style-type: none"> - mettre à l'abri les personnes dans un hébergement sécurisé. Possibilité de proposer un éloignement géographique selon la dangerosité de la situation. - soutenir les personnes, les accompagner dans toutes les démarches pouvant créer ou recréer du lien social - accompagner les usager.ères sur le plan juridique et psychologique - maintenir la mise à l'abri des victimes en places d'accueil d'urgence le temps d'évaluer la situation et d'accompagner sur le dispositif PHAST. - assurer la continuité de parcours des personnes prises en charge 	
<u>Les moyens envisagés (humain, matériel, financier ...) :</u>	
<u>Moyens financiers envisagés :</u>	
BOP 177 pour l'accompagnement psychologique et juridique : <ul style="list-style-type: none"> - 27 places dans un lieu semi-collectif, anonyme et sécurisé - 7 places dans des appartements ou hôtels meublés 	
<u>Points de vigilance :</u>	
<ul style="list-style-type: none"> - développer et renforcer le réseau partenarial et l'interconnaissance des dispositifs. - possibilités de sortie vers d'autres dispositifs ou logement (délais d'attente sur d'autres dispositifs très longs) - développer la prise en charge des enfants exposés et victimes de violences 	
<u>Indicateurs de résultats :</u>	
<ul style="list-style-type: none"> - Taux d'occupation sur 2016 : 94% - En 2016 : 125 personnes accueillies sur PHAST (57 femmes, 64 enfants et 4 hommes) 	

<u>Calendrier de mise en œuvre :</u>
En place depuis 2016
<u>Modalités de communication :</u> <ul style="list-style-type: none"> - participation active aux instances traitant de la question des violences faites aux femmes - communication des analyses quantitatives et qualitatives réalisées sur ce dispositif. - liens partenariaux

FICHE ACTION n°6	
Le parcours de la victime de l'hébergement d'urgence au logement	
<u>Personnes référentes de l'action :</u>	
Délégation aux droits des femmes	GALICE
<u>Partenaires engagés :</u>	
Conseil Départemental, ALC, CIDFF, AFS, HARJES, DDCS, service Parenthèse, Actes, Missions locales, parcours de femmes, DDSP, gendarmerie, Parquets, MONTJOYE, GALICE, ville de Nice, CCAS de Nice	
Public cible : Les acteurs confrontés au besoin de solliciter un hébergement/logement dans le cadre des victimes qui sont contraintes de quitter leur domicile.	
<u>Constat / Problématique :</u> Le nombre de décès de femmes victimes de violences dans les Alpes-Maritimes a conduit la DDCS, dès 2013, à placer ce public en priorité des accueils d'urgence.	
<u>Les suivis :</u> En 2016, sur l'ensemble du département, 1074 personnes (victimes de violence) ont été accueillies sur le dispositif d'urgence 115/PAU correspondant à 802 ménages soit 546 femmes, 24 hommes, et 504 enfants. Augmentation de 53 % par rapport à 2015. 180 femmes et 13 hommes ont moins de 25 ans, 109 femmes et 5 hommes ont entre 26 et 30 ans, 134 femmes et un homme ont entre 31 et 40 ans, 72 femmes ont entre 41 et 50 ans 51 femmes et 6 hommes ont plus de 50 ans. 48 % sont des femmes seules avec 1 ou 2 enfants. Des problèmes d'hébergement sont également constatés quand il y a des fratries (femmes avec deux, trois enfants ou plus). Seul 1,5 % des personnes accueillies en PAU étaient en situation irrégulière → A l'issue de l'accueil absence de suivi par les prescripteurs. Il est à noter également une augmentation de la prise en charge des hommes. Augmentation également du nombre de dépôt de plainte de 1500 en 2015 à 1800 en 2016.	
<u>Les sorties :</u> -44 % des personnes concernées retournent au domicile conjugal, -32 % ont quitté les PAU sans solution connue, -15 % ont bénéficié d'une entrée PHAST, -7 % en attente d'hébergement pérenne, ont bénéficié d'une entrée en CHRS, -2 % ont bénéficié d'une entrée HARJES	
On note 4 territoires pour lesquels les constats ne sont pas les mêmes pour l'organisation des parcours. Territoire Nice, Menton, Territoires de l'Ouest du 06, Moyen et haut Pays.	

Sur les territoires Ouest :

Il n'existe aucun hébergement sur Villeneuve Loubet, Cagnes sur Mer et Saint Laurent du Var. A Grasse, même si les hébergements existent, ils ne sont pas assez nombreux et il existe des listes d'attente.

Grâce à l'animation de l'association « parcours de femmes », il y a une bonne connaissance des acteurs entre eux et le travail de proximité est facilité en vue d'une réponse adaptée. Il existe de nombreux interlocuteurs : plusieurs services interviennent conjointement auprès de la victime et l'organisation des réponses hébergement/logement est complexifiée par des échanges croisés non centralisés.

Moyen et haut pays : Fiche spécifique (Cf. travaux du groupe hébergement en zone gendarmerie)

Pour Nice et Menton, réponse à l'urgence mieux organisée et effective mais au-delà, les démarches à réaliser pour l'organisation des parcours vers l'hébergement ou le logement ne sont pas entreprises par les services en contact initialement avec la victime. Il n'existe aucune articulation avec Monaco. Sur cette zone il n'existe que 2 PAU qui en fonction des saisons (tourisme) sont rendues aux touristes.

À ce jour, il n'existe aucune procédure harmonisée de prise en charge des victimes. L'un des objectifs serait ainsi de réaliser **une fiche technique** qui permettrait d'**harmoniser la prise en charge des victimes sur tout le département**.

L'organisation globale du SIAO ainsi que ses moyens d'action sont peu connus des partenaires qui finalement n'en saisissent pas ou trop peu. Dans l'intérêt d'une meilleure prise en charge des usagers, le SIAO doit être actionné de manière efficace et cohérente. Pour cela un outil, le PREZI est en cours de développement et sera à disposition de l'ensemble des partenaires par l'intermédiaire d'un lien électronique.

Modalités de mise en œuvre :

Les étapes : Rédaction d'un diagnostic/bilan sur l'existant (c'est quoi ? et ça marche comment ?). Définition de l'organisation et des missions du SIAO à destination des acteurs de terrain avec un logiciel de présentation spécifique : le PREZI

Rédaction d'un schéma d'organisation du parcours des victimes entre les différentes thématiques du SIAO avec la notion de qui fait quoi, quand, et comment, pour rendre ce parcours réalisable et adapté au besoin des personnes.

Les moyens envisagés/prévus (humain, matériel, financier ...) :

-financiers : Les moyens financiers s'appuient sur le BOP 177 du service inclusion sociale et solidaire de la DDSC et du conseil départemental, ensuite métropole, communautés d'agglomération, et autres ...

Articulation avec le site internet et le groupe FORMATION

-matériels et humains : téléchargement gratuit du PREZI via internet. Élaboration du PREZI en petits groupes et réalisation par l'association GALICE. Diffusion du PREZI à l'ensemble des partenaires de terrain

Points de vigilance :

- l'articulation avec l'éviction du conjoint et l'ordonnance de protection.
- question de la domiciliation.

- question des transferts de TGI.
- la question du diagnostic social (se laisser le temps même si besoin d'intervention urgente d'évaluer objectivement la situation).
- la prise en compte du phénomène des allers-retours dans les réponses à produire.

Indicateurs de résultats :

- la durée de séjour en PAU
- le nombre de convention avec les hôteliers,
- le délai de réponse entre la demande effective et l'admission en centre d'hébergement, aux appartements de courts séjours ou à l'accès à un logement social, notamment par le biais de l'intermédiation locative.

Calendrier de mise en œuvre :

- mai 2017 pour la rédaction du diagnostic bilan et la présentation de l'existant → fait par le SIAO, ALC PUIP, si besoin HARJES, ACTES (relecture et complément)
- janvier 2018 : finalisation du PREZI
- diffusion à l'ensemble des acteurs et actrices dès la signature du schéma
- organisation d'une journée de formation des acteurs fin 2018

Modalités de communication :

Via le site de la préfecture par un accès spécifique délégation au droit des femmes. Via les sites internet des partenaires engagés auprès de la délégation au droit des femmes.

FICHE ACTION n°7	
Hébergement d'urgence en zone gendarmerie dans le moyen et le haut pays	
<u>Personnes référentes de l'action :</u>	
Délégation aux droits des femmes	CIDFF – Gendarmerie – A.S . Cons. Dép
<u>Partenaires engagés :</u>	
Sous-préfète Nice Montagne - Ville de Nice – ALC PUIP – HARJES – CLSPD Grasse– les déléguées du Préfet – BPDJ – Gendarmerie – Conseil Départemental – MONTJOYE – CIDFF – MSAP - AFS - les taxis – représentants des services logement des agglomérations - métropoles	
<u>Public cible :</u> Femmes et hommes victimes de violences intra-familiales avec ou sans enfant	
<u>Constat / Problématique :</u> <p>En 2016, 1074 personnes ont été accueillies sur le dispositif d'urgence 115/PAU correspondant à 802 ménages soit 546 femmes, 24 hommes et 504 enfants (variation de + 53 % par rapport à 2015).</p> <p>La gendarmerie constate et se confronte à un problème d'hébergement récurrent pour le haut et moyen pays. De façon générale, il est compliqué d'estimer les besoins car, faute de dispositif existant, les gendarmes gèrent au coup par coup de manière insatisfaisante pour la victime et pour leur service.</p> <p>Certaines communes organisent l'hébergement d'urgence pour leurs concitoyens.nes. Les municipalités le mettent à disposition des personnes de leur commune. Les autres sont contraintes de trouver d'autres solutions.</p> <p>Dans certaines situations, un autre constat s'établit : ce sont les gendarmes qui transportent les victimes (avec ou sans enfant) vers les hébergements d'urgence alors que cela ne fait pas partie de leurs missions et pourrait mettre ces personnes en danger.</p> <p>En majorité les problèmes ont été récurrents sur les communes de Peymeinade et Roquefort les Pins : 10 à 15 situations d'hébergement d'urgence sur Peymeinade, 2 à 3 situations sur Roquefort.</p> <p>Assez peu de violence sur l'Est du Département. Sur Villefranche et Beaulieu des solutions existent car proche du littoral.</p> <p>-HARJES : sur le territoire du TGI de Grasse.</p> <p>La permanence de Saint-Auban a accueilli 9 personnes dans le haut pays grassois. 409 situations (sur l'ouest du département) des atteintes aux personnes dans le cadre de violence conjugales. 60 victimes (violences conjugales) accueillies en zone gendarmerie dont 21 personnes à Mandelieu, 7 à Peymeinade.</p> <p>-MONTJOYE intervient sur le territoire du TGI de Nice</p>	
<u>Modalités de mise en œuvre :</u>	
<u>Les étapes</u> <p>-sécuriser l'hébergement des personnes en situation de violences conjugales ou intrafamiliales par l'élaboration d'un listing d'hôtels susceptibles d'accueillir à l'année des victimes dans l'urgence et en pleine nuit.</p>	

-organiser les transports vers le lieu d'hébergement par une mise à disposition de taxis et élaboration d'une fiche de liaison : Budget BOP 137 (demande expérimentale sollicitée par la délégation à hauteur de 15 000€) L'idée serait que les taxis disposent de dossiers certifiés « taxis conventionnés » pour la prise en charge du transport. Les gendarmeries auraient à disposition des dossiers CERFA vierges : Après les transferts, les taxis seraient remboursés sur la base du tarif sécurité sociale. Un travail collaboratif doit prochainement être mené sur ces questions avec les services de l'ARS.

-organiser une continuité de l'accompagnement et de l'hébergement.

Les moyens envisagés (humain, matériel, financier ...) :

-financement BOP 177 pour l'hébergement

-BOP 137 pour les transports

-un partenariat entre les hôtels et la PAU pourrait être organisée, sous forme de convention, par exemple, pour garantir un accueil immédiat avec application d'un tarif préférentiel (en cours : attente du listing des hôtels par la gendarmerie afin de croiser les données). Une réflexion est également menée sur la création d'un accueil séquentiel en famille d'accueil pour les victimes (celle-ci pourrait être portée par les universitaires)

-élaboration d'un protocole technique de collaboration autour de l'accueil d'urgence assurant une coordination des acteurs en 2 phases : accueil avant 23h et accueil après 23h.

-élaboration d'une fiche de liaison

-expérimentation nationale possible avec des « bons taxis » en lien avec le BOP 137. En effet, 41 départements seraient candidats pour expérimenter des actions visant à faciliter la mobilité et plus largement la mise à l'abri des femmes victimes de violences en milieu rural (via par exemple des "bons taxis" ou la mise à disposition d'un hébergement/logement dédié) sur 2017-2019. → à enlever et mettre :

- le projet expérimental de 2017 n'a pas pu être mis en œuvre compte tenu de la baisse des crédits du BOP 137. Pour 2018, le projet est d'attribuer une enveloppe budgétaire au CIDFF qui détiendrait des « bons taxis » pour les fournir à un taxi, dès lors qu'une victime a besoin d'être hébergée en PAU.

Points de vigilance :

-assurer la continuité du parcours,

-assurer une disponibilité de chambres d'hôtels,

-couvrir tout le territoire en matière d'hébergement.

Indicateurs de résultats :

-nombre d'hôtels partenaires

-délais de réponses entre la demande et l'effectivité de l'hébergement

-prises en charges ultérieures à l'hébergement d'urgence (les sorties)

Calendrier de mise en œuvre :

- avril 2018 : attribution des budgets 137 au CIDFF,
- mai 2018 : mise en œuvre des bons taxis
- mai – juin 2018 formations des gendarmes

Modalités de communication :

- site délégation-préfecture, maisons du département, maisons de services publics, CCAS, communes, maisons des solidarités départementales.
- intranet Gendarmerie
- formation gendarmerie sur une demi-journée avec CIDFF pour expliquer les procédures et les moyens mis en œuvre.

OBJECTIF

FACILITER L'ENTRÉE DANS LE PARCOURS JUDICIAIRE

CONVENTION LOCALE RELATIVE
AU TRAITEMENT DES DÉPÔTS DE
PLAINTÉ EN MATIÈRE DE
VIOLENCES CONJUGALES

FICHE ACTION N°8

FICHE ACTION n°8	
Convention locale relative au traitement des dépôts de plainte en matière de violences conjugales	
<u>Personnes référentes de l'action :</u>	
Délégation aux droits des femmes	DDSP - Gendarmerie
<u>Partenaires engagés :</u>	
Les parquets de Grasse et de Nice, la DDSP, la gendarmerie, les associations d'aide aux victimes HARJES et MONTJOYE, le conseil départemental et la ville de Nice.	
<u>Public cible :</u> Les victimes de violences conjugales quelle que soit la nature des violences (physiques, sexuelles, psychologiques, sociales, économiques, domestiques...).	
<u>Constat / Problématique :</u> Le département des Alpes-Maritimes fait partie des départements les plus meurtriers de France en matière de violences conjugales. En 2013, il dénombrait 12 décès de violences conjugales, en 2014 7, en 2015 13 et 2 en 2016. Malgré les avancées législatives, la prise en charge des violences reste à améliorer : l'accueil de la victime par les forces de l'ordre (police et gendarmerie) est un enjeu essentiel dans ce processus. Pour cela, les professionnel.le.s doivent être formé.e.s et outillé.e.s. La convention locale relative au traitement des dépôts de plainte en matière de violences conjugales vise à : -améliorer les conditions d'accueil des femmes victimes de violences conjugales dans les commissariats et brigades de gendarmerie, -faciliter la transmission des informations aux parquets, -accompagner les victimes dans leur parcours juridique, social et psychologique grâce aux différent.e.s intervenant.e.s. (assistant.e. de service social en commissariat et brigades de gendarmerie, associations d'aide aux victimes), -sensibiliser et former de manière obligatoire les forces de l'ordre à la problématique des femmes victimes de violences conjugales.	
<u>Modalités de mise en œuvre :</u>	
<u>Les moyens prévus (humain, matériel, financier ...)</u> Moyens humains :Actuellement 4 assistantes de service social interviennent en zone police (3) gendarmerie (1) et des référents VIF (Violences intrafamiliales) en zone police ont été désignés dans chaque commissariat. La délégation aux droits des femmes et à l'égalité co animera les séquences de formation autant qu'elle le pourra et s'appuiera sur le réseau partenarial des membres de la commission départementale de lutte contre toutes les violences faites aux femmes (Les parquets de Nice et de Grasse, DDSP, gendarmerie, associations d'aide aux victimes, CIDFF, Parcours de femmes ...)	
Il est à noter l'engagement et l'implication de la DDSP dans la lutte contre les violences faites aux femmes qui y a dédié un poste de « référent victime ». Cette référente assure le lien avec ses collègues de terrain. Elle les conseille, les oriente, leur fournit au besoin de la documentation et se rend disponible pour assurer un travail partenarial de qualité avec la délégation. Sur les situations individuelles urgentes, elle sollicite et alerte le réseau pour obtenir une réponse rapide.	
Distribution et large diffusion aux professionnel.le.s des livrets AGIR ENSEMBLE et des flyers à destination des usagers et usagères.	

Points de vigilance :

- la sollicitation accrue du réseau et l'implication des acteurs-trices,
- la garantie de formation pour l'ensemble des nouveaux et nouvelles professionnel.le.s,
- l'évolution des pratiques professionnelles,
- l'appropriation des préconisations.

Indicateurs de résultats :

- le nombre d'actions de formations et de sensibilisation
- le nombre de professionnel.le.s formé.e.s
- le nombre de dépôts de plainte

Calendrier de mise en œuvre :

Signature de la convention locale le 24 juin 2016

Modalités de communication :

En DDSP et gendarmerie : diffusion, transmission et explications par les référents à l'ensemble de leurs collègues.

Par exemple, en DDSP, « une fiche réflexe » à destination des enquêteurs.trices a été élaborée.

CONVENTION LOCALE RELATIVE AU TRAITEMENT DES DÉPÔTS DE PLAINTE EN MATIÈRE DE VIOLENCES CONJUGALES

Entre :

- Le Préfet des Alpes-Maritimes
- Le Procureur de la République près le TGI de Nice
- Le Procureur de la République près le TGI de Grasse
- Le Commandant de Groupement de gendarmerie départementale des Alpes-Maritimes
- Le Directeur départemental de la sécurité publique des Alpes-Maritimes
- Le Président du Conseil Départemental
- Le Maire de Nice
- L'association d'aide aux victimes HARJES
- L'association d'aide aux victimes MONTJOYE

PRÉAMBULE

- Vu le protocole cadre national relatif au traitement des mains courantes et des procès-verbaux de renseignements judiciaires en matière de violences conjugales du 13 novembre 2013 ;
- Vu la mesure 1-1 du 4ème plan interministériel de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes 2014-2016, qui édicte le principe que toute violence déclarée doit faire l'objet d'une réponse pénale et sociale ;
- Vu la dépêche CRIM 2013/0145/C16 relative au protocole cadre sur le traitement des mains courantes et les procès verbaux de renseignements judiciaires en matière de violences conjugales, et à sa mise en œuvre au niveau départemental en date du 30 décembre 2013 ;
- Vu la note DGPN/CAB-14-99-D relative au protocole cadre sur le traitement des mains courantes et les procès verbaux de renseignements judiciaires en matière de violences conjugales en date du 7 janvier 2014 ;
- Vu le plan départemental de prévention de la délinquance et d'aide aux victimes 2014-2017 pour les Alpes-Maritimes, approuvé le 27 juin 2014 ;
- Vu la Loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;
- Vu la Circulaire de la ministre de la Justice, Garde des Sceaux, du 25 novembre 2014 ;

- Vu la Stratégie territoriale 2012-2015 de sécurité et de prévention de la délinquance de la Ville de Nice ;
- Vu la Stratégie territoriale 2012-2015 de sécurité et de prévention de la délinquance de la Ville de Cagnes-sur-Mer ;
- Vu la Stratégie territoriale 2013-2016 de sécurité et de prévention de la délinquance de la Ville de Grasse ;
- Vu les instructions des Procureurs de la République près des TGI de Grasse et de Nice du 3 juin 2014.

Les violences conjugales désignent des faits constitutifs d'infractions pénales commises au préjudice d'un conjoint ou ex-conjoint, pacsé et ex-pacsé, concubin et ex-concubin.

Ils sont matérialisés tout aussi bien par des violences physiques dont les actes à caractère sexuel imposés par la contrainte, la violence ou la surprise, par des propos injurieux ou diffamatoires portant atteinte à la dignité de la personne, par des violences psychologiques, par des faits de harcèlement moral ou sexuel, par des atteintes à la liberté d'aller et venir, de travailler comme de contacter et rencontrer des tiers, ou par des soustractions, des remises sous contrainte ou des extorsions de biens et de documents administratifs personnels (Ex. : pièces d'identité, moyens de paiement et numéraires, etc...).

L'ampleur du phénomène des violences commises au sein du couple, les effets graves qu'elles entraînent, à court comme à long terme pour tous les membres d'une même famille, doit conduire tant les services d'enquête, que l'autorité judiciaire, à adopter un traitement prioritaire de ces violences ; 143 décès en 2014 en France, dont 7 dans les Alpes-Maritimes, et 13 en 2015 viennent confirmer la nécessité d'agir.

Les mains-courantes et procès-verbaux de renseignement judiciaire ont vocation à recueillir les déclarations écrites d'une victime qui ne souhaite pas déposer plainte. Dès lors qu'il existe des indices apparents de la commission de violences, une enquête doit être diligentée puis transmise à l'autorité judiciaire.

La main-courante est une simple déclaration qui peut être faite auprès de tout service de la police nationale ; les faits relatés sont consignés sur un registre ou de manière informatisée. Le dépôt d'une main-courante ne donne en général lieu à aucune enquête, ni à aucun suivi judiciaire, mais sert donc essentiellement à laisser une trace écrite d'un événement révélé par la victime, quand les indices de la commission d'une infraction ne sont pas clairement apparents. Ce document est néanmoins susceptible d'être utilisé dans le cadre d'une procédure judiciaire ultérieure.

Le procès-verbal de renseignement judiciaire peut être rédigé par toute unité de gendarmerie. Ce procédé est utilisé pour rapporter des faits de nature pénale à l'autorité judiciaire de manière à recueillir ses instructions. Il permet de conserver une trace écrite des faits dénoncés à une unité de gendarmerie, susceptible de

servir dans le cadre d'une procédure ultérieure. Contrairement à la main courante, il est systématiquement transmis à l'autorité judiciaire.

La doctrine d'emploi des mains courantes et des procès-verbaux de renseignement judiciaire est particulière en matière de violences au sein du couple. Ce mode de recueil de l'information doit demeurer une exception justifiée par la demande expresse de la victime et dans la mesure où aucun fait grave n'est révélé. Certaines victimes redoutent en effet de déposer une plainte, car elles ne se sentent pas prêtes à assumer les conséquences judiciaires et familiales que leur démarche va nécessairement entraîner.

Le présent protocole décline pour le département des Alpes-Maritimes le protocole cadre susvisé établi le 13 novembre 2013 par les ministres de la justice, de l'intérieur et des droits des femmes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La question de la révélation des violences conjugales par procès-verbal, main courante ou procès-verbal de renseignement judiciaire fait l'objet, depuis le 1^{er} avril 2014, d'une concertation avec la direction départementale de la sécurité publique, le groupement de gendarmerie nationale et les Parquets de Grasse et de Nice.

A cet égard, des instructions des procureurs de la République près les tribunaux de grande instance de Nice et de Grasse fixent strictement l'établissement des procédures.

(Cf. en ANNEXES les instructions PR-NICE n°A130-310/14 du 3 juin 2014 et PR-GRASSE n°AP59 du 3 juin 2014).

Le dépôt de plainte recueilli par procès-verbal est systématiquement proposé et priorisé.

Il convient, quand ce n'est pas possible dans les cas précisés ci-dessus, d'établir les mains courantes et procès-verbaux de renseignement judiciaire, selon la forme standardisée élaborée conjointement par les deux Parquets, la DDSP et le Groupement de gendarmerie des Alpes-Maritimes, et précisée dans les instructions du 03/06/2014 visées ci-dessus.

L'objet du présent protocole départemental est quadruple :

1. préciser la doctrine d'emploi particulière pour le recueil des déclarations des victimes de violences conjugales de la plainte par procès-verbal, et de leur déclaration par main courante établie par les services de la police nationale ou par procès-verbal de renseignement judiciaire établi par les unités de la gendarmerie nationale,
2. harmoniser au plan départemental les conditions d'établissement de ces procès-verbaux, mains courantes et procès-verbaux de renseignement judiciaire, puis de leur exploitation et de leur transmission à l'autorité judiciaire,

3. définir la nature et les modalités de l'accompagnement social des victimes, ainsi que les conditions de transmission et de partage de l'information entre services dans le respect des règles applicables en matière de partage de secrets professionnels et de secret des enquêtes judiciaires,
4. organiser localement l'aide apportée aux victimes par les différents intervenants :
 - accompagnement psychologique et juridique par HARJES et MONTJOYE,
 - accueil, écoute et orientation par les assistantes sociales de commissariat et de gendarmerie du conseil départemental,
 - orientation et suivi par les associations spécialisées.

ARTICLE 2 : LE PRINCIPE DU DÉPÔT DE PLAINTE ET L'ORGANISATION DE L'ENQUÊTE EN MATIÈRE DE VIOLENCES CONJUGALES

Lorsqu'une personne se présente dans un service de police ou une unité de gendarmerie pour dénoncer des faits de violences conjugales dont elle est victime :

- son audition doit intervenir le plus rapidement possible,
- dans des conditions de confidentialité assurée,
- par un enquêteur formé à cet effet,
- même en l'absence d'un certificat médical,
- selon le canevas joint à la présente convention.

Par principe, la consignation des déclarations de la victime doit se faire sous forme de procès-verbal d'audition de victime et donc être traitée en tant que telle dans le cadre d'une enquête judiciaire de flagrance ou préliminaire.

Le recueil des déclarations de la victime sans établissement d'un procès-verbal d'audition avec éventuel recueil de plainte, par le seul établissement d'une simple main courante ou procès-verbal de renseignement judiciaire, est une exception qui ne peut être justifiée

- que si les faits n'ont pas donné lieu à un déplacement des forces de l'ordre, notamment au domicile conjugal,
- que si les faits ne sont pas matérialisés par des conséquences graves telles que des blessures physiques ou psychologiques susceptibles d'avoir causé une ITT, éviction du domicile familial, etc.
- hors les cas précédents, si la victime en formule la demande expresse.

Quelle que soit la forme, procès-verbal, main courante ou procès-verbal de renseignement judiciaire, le recueil des déclarations de la victime est complété par le renseignement d'une notice explicative qui lui est annexée et dans laquelle se trouve un questionnaire d'accueil renseigné par la victime (annexe 4).

Ce questionnaire a pour but de récapituler les faits dénoncés et d'être le plus précis possible.

Ces affaires seront traitées sans délai. Au regard des circonstances de fait, dans le cadre fixé par les procureurs de la République de Nice et de Grasse dans leurs instructions du 3 juin 2014, les mis en cause pourront être placés en garde à vue (instructions PR-NICE n°A130-310/14 et PR-GRASSE n°AP59).

Les éléments suivants doivent si possible y figurer :

- les coordonnées postales et téléphoniques ainsi que le courriel de la victime,
- l'identité du mis en cause,
- la durée de la relation commune,
- lieu et date des faits,
- la description précise des événements, des actes, attitudes et propos commis par le partenaire notamment les comportements agressifs et/ou dénigrants et/ou menaçants, les privations ou interdictions (exemple des moyens de paiement ou de sortie),
- les conséquences physiques et psychologiques pour le (la) déclarant(e),
- la présence d'alcool, de stupéfiants, des médicaments ou autres chez le partenaire du (de la) déclarant(e),
- l'identité des témoins des faits,
- les démarches déjà entreprises auprès des services de police ou unités de gendarmerie, des associations, de médecins, d'avocat,
- les démarches envisagées notamment le départ du domicile commun,
- l'accord pour communiquer ses coordonnées à l'intervenant(e) social(e), le (la) psychologue du commissariat ou l'association d'aide spécialisée référente,
- l'existence ou non d'une procédure en cours devant un JAF,
- l'existence ou non d'une ordonnance de protection exécutoire,
- le numéro de sécurité sociale de la victime.

A noter, par ailleurs, que l'enquête devra nécessairement réunir les éléments précisés dans les instructions des procureurs de la République du 03/06/2014 visées ci-dessus et annexées au présent protocole et en particulier la systématisation sur réquisitions de l'OPJ en charge de l'enquête, d'un examen médical par l'UMJ de Nice et, en cas de harcèlement ou de violences psychologiques, d'une expertise psychologique emportant fixation d'une durée d'ITT.

ARTICLE 3 : LE RECOURS À LA MAIN COURANTE OU AU PROCÈS-VERBAL DE RENSEIGNEMENT JUDICIAIRE

3-1. Le traitement des procédures

En exécution des instructions des procureurs de la République du 03/06/2014, toute plainte enregistrée pour violences conjugales fera l'objet d'un compte rendu à la permanence du Parquet territorialement compétent. Ce compte rendu rapportera les faits dénoncés et le résultat des recherches d'antécédents du mis en cause, et s'ils ont été établis antérieurement, les mains courantes ou les procès-verbaux de

renseignement judiciaire, ou interventions au domicile conjugal.

Des faits caractérisés, mais qui n'auraient pas donné lieu à dépôt de plainte, feront également l'objet d'un compte rendu au Parquet.

A raison de la proximité entre l'auteur et la victime, les plaintes déposées pour violences au sein du couple doivent être **traitées sans délai**, afin de prévenir la répétition des faits.

En cas de difficulté quelconque, l'audition du mis en cause devra intervenir **au plus tard dans un délai de dix jours suivant la révélation des violences**. Il pourra être contraint à comparaître sur décision du Parquet.

3-2. L'information du déclarant par le service enquêteur

Le directeur d'enquête doit veiller à l'effectivité de l'information du déclarant (article 53-1 du Code de procédure pénale) :

- sur ses droits, sur les procédures à engager pour les faire valoir, notamment l'ordonnance de protection,
- sur l'aide dont il peut bénéficier,
- sur les associations locales conventionnées par le ministère de la justice, HARJES et MONTJOYE,
- sur le numéro de la plate-forme nationale « Violences conjugales Info » 3919,
- sur les coordonnées des différentes structures spécialisées dans l'accompagnement des femmes victimes de violence (remise de la plaquette établie pour chacun des ressorts des tribunaux de Nice et de Grasse).

La copie du procès-verbal de dépôt de plainte, de la main courante ou du procès-verbal de renseignement judiciaire, est remise à la victime déclarante, et des certificats médicaux descriptifs des blessures, ainsi qu'une plaquette d'information locale.

Il lui sera rappelé qu'un numéro de téléphone « 3919 » est à sa disposition (appel anonyme et gratuit s'il est émis depuis un poste fixe).

Par ailleurs, les assistants de service sociale du Conseil Départemental présents dans les postes de police ou de gendarmerie orienteront les victimes vers les associations HARJES et MONTJOYE.

En l'absence d'assistant(e) de service social, la mise en relation avec ces associations d'aide aux victimes sera systématiquement effectuée par le service ou l'unité en charge de l'enquête ou qui a établi la main courante ou le procès-verbal de renseignement judiciaire.

L'ordonnance de protection prévue par les articles 515-9 et suivants du code civil peut être prise, à la demande de la victime de violences conjugales, par un juge aux affaires familiales s'il estime « qu'il existe des raisons sérieuses de considérer comme vraisemblables la commission des faits de violences allégués et le danger auquel la victime est exposée ».

Prise pour une durée de six mois renouvelables sous certaines conditions, elle permet notamment d'interdire à l'auteur des faits de rencontrer la victime et de l'éloigner du domicile commun.

L'ordonnance de protection sera transmise par le Parquet au commissariat de police ou à l'unité de gendarmerie compétent, lorsqu'elle portera interdiction de paraître au domicile conjugal ou d'entrer en contact avec la plaignante ou les enfants.

Dans les autres cas, il est à noter que les ordonnances de protection sont conservées par les permanences des Parquets.

En cas de danger grave et immédiat menaçant la victime, celle-ci peut se voir attribuer par le Parquet un « téléphone grave danger » (TGD) prévu par les dispositions de l'article 41-3-1 du code de procédure pénale, dans les conditions et selon les modalités prévues à la convention signée à Grasse le 10/07/2015.

3-3. La prise de contact différée

Une prise de contact différée avec la victime est systématiquement effectuée par les services et police ou les unités de gendarmerie ayant recueilli une déclaration relative à des violences conjugales par main courante ou par procès-verbal de renseignement judiciaire, dès lors qu'une procédure judiciaire préliminaire de flagrant délit n'a pas déjà été engagée.

Les chefs de service ou commandants d'unité exercent un contrôle régulier des mains courantes et des procès-verbaux de renseignement judiciaire établis dans ce cadre. Le cas échéant, ils demandent des investigations supplémentaires à l'enquêteur ou l'invitent à informer les services du Parquet.

Ces investigations peuvent s'avérer particulièrement nécessaires notamment dans l'hypothèse de suspicion de violences psychologiques qui ont pu justifier dans un premier temps une main courante ou un procès-verbal de renseignement judiciaire, faute d'éléments probants immédiats.

Le chef de service ou le commandant d'unité apprécie l'opportunité de recontacter la victime afin de connaître l'évolution de la situation et proposer à nouveau à la victime de déposer plainte. Cette vérification, à distance de l'événement, permet de reprendre contact avec la victime, après que celle-ci a eu le temps de réfléchir aux suites qu'elle souhaite lui donner, en fonction notamment des informations reçues. Elle permet également de vérifier l'évolution, entre temps, de la situation au domicile du couple.

Si les éléments complémentaires recueillis révèlent des faits suffisamment graves soit à raison de leur nature, soit de leurs conséquences (préjudice psychologique important) et que la victime persiste dans son refus de déposer plainte, les chefs de service ou commandants d'unité doivent faire systématiquement diligenter une enquête et porter ces faits à la connaissance du procureur de la République, afin de se conformer aux dispositions impératives de l'article 40 alinéa 2 du code de

procédure pénale.

Les associations HARJES ou MONTJOYE prennent attache avec chacun des déclarants une semaine à dix jours suivant la date de la main courante ou du signalement afin de s'assurer de l'absence d'infraction subséquente.

Une convention sera par ailleurs établie entre ces associations et les associations spécialisées en vue d'organiser la transmission d'informations et le rôle de chacun dans l'accompagnement.

Dans le cas de refus de l'aide proposée alors même qu'il y a des raisons de suspecter la commission d'une infraction ou de défaut de contact, l'association d'aide aux victimes en informe les services de police ou de gendarmerie expéditeurs qui s'assurent alors auprès du déclarant de l'absence d'infraction subséquente.

3-4. L'information du Parquet par le service enquêteur

Hors les cas où leur information immédiate est requise comme prévu dans le présent protocole et les instructions des procureurs de la République de Nice et de Grasse, les Parquets sont destinataires au fil de l'eau et en tous cas mensuellement par les services de police et les unités de gendarmerie, de l'ensemble des signalements et des déclarations recueillies par main courante ou procès-verbal de renseignement judiciaire qui n'ont pas fait l'objet d'ouverture d'enquête judiciaire préliminaire ou de flagrance.

Si la situation demeure ambivalente faute d'éléments nouveaux probants (déclarations de la victime, témoignages recueillis...) quant à la réalité des faits, les services de police et les unités de gendarmerie qui ont eu à en connaître en rendent compte au Parquet territorialement compétent afin d'apprécier la suite à donner.

Ce compte rendu est effectué conformément aux instructions générales données par les Parquets soit par courrier, soit par courriel, soit par téléphone.

3-5. L'information par les associations d'aide aux victimes HARJES et MONTJOYE

Un rapport annuel qualitatif et quantitatif, mais ne contenant aucune donnée nominative, est également établi et transmis par les associations d'aide aux victimes HARJES ou MONTJOYE aux procureurs de la République de NICE ou GRASSE, au directeur départemental de la sécurité publique, au commandant du groupement de la gendarmerie départementale et au Préfet (Cabinet - mission sécurité publique – DDCS - Délégation aux droits des femmes et à l'égalité).

ARTICLE 4 : L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PAR LES SERVICES DU DÉPARTEMENT ET/OU DE L'ASSOCIATION CONVENTIONNÉE OU AUTRE PARTENAIRE LOCAL

4-1. Une réponse de proximité par les équipes médico-sociales du Département dans les Maisons de solidarités départementales (MSD) et centres de Protection Maternelle et Infantile (PMI)

Dans le cadre de sa mission d'accueil du public : Article. L.123-2 du code de l'action sociale et des familles afin «aider les personnes en difficulté à retrouver ou à développer leur autonomie de vie» le Département dispose d'une offre de service dans les structures de proximité : maisons des solidarités départementales et centres de PMI. Les travailleurs médico-sociaux participent au repérage des femmes victimes et les accompagnent dans leurs démarches.

Une écoute, une information sur les droits, dispositifs et démarches possible à entreprendre est proposée selon la situation.

4-2. L'accueil des victimes par les assistant(e)s de service social du Département exerçant au sein des commissariats et brigades de gendarmerie

Depuis 2007, le Département a installé 3 assistants de service social dans les commissariats de Nice l' Ariane, Nice Ouest et Cannes et une auprès de la brigade de prévention de la délinquance juvénile de Cagnes-sur-Mer afin d'offrir une écoute, soutien et information aux victimes en complémentarité avec les services de police et gendarmerie et favoriser une meilleure prise en compte de la détresse des victimes.

Dans les situations de victimes de violences conjugales, la mission des assistant(e)s de service sociale est de se mettre à la disposition de la victime et de lui proposer un rendez-vous dans les meilleurs délais.

Un soutien en temps réel lui est apporté afin de l'aider à se repositionner en tant qu'acteur et un accompagnement pour une déclaration ou un dépôt de plainte, par procès-verbal, main courante ou procès-verbal de renseignement judiciaire, peut être envisagé si nécessaire.

Lors de cet entretien, un accueil social individualisé, une écoute, une information sur ses droits, devoirs, dispositifs existants et démarches prioritaires à effectuer lui sont proposés en toute confidentialité.

Les assistants sociaux ont également un rôle d'interface, de facilitateur de lien, de relais entre les commissariats, les gendarmeries, les services sociaux, les

associations spécifiques et les partenaires extérieurs.

Dans le cas de refus de l'aide proposée ou de défaut de contact, l'assistant social peut-être amené à rédiger une Information Préoccupante au titre de la Protection de l'enfance ou d'un signalement pour personnes vulnérables si la situation le justifie.

En cas d'absence d'assistant(e) de service social en commissariat ou gendarmerie, les victimes peuvent être orientées vers les associations spécifiques.

4-3. Missions des associations d'aide aux victimes conventionnées

Les associations HARJES et MONTJOYE prennent contact avec la personne ayant déposé une plainte ou fait une déclaration recueillie par main courante, procès-verbal ou procès-verbal de renseignement judiciaire, et lui propose un rendez vous dans les meilleurs délais.

Lors de cet entretien, l'association d'aide aux victimes fait le point avec le déclarant, l'informe et le renseigne sur les démarches à accomplir et plus généralement sur ses droits. Elle assure, également, si la victime le souhaite tout au long de la procédure un accompagnement juridique et psychologique. Elle oriente, en fonction de la situation, la victime vers les structures locales d'aide et d'accompagnement adaptées à ses besoins.

L'association s'appuie, le cas échéant, sur le réseau d'accès aux droits du CDAD du département des Alpes-Maritimes.

Elle doit informer sans délai le référent du service enquêteur de toute dégradation de la situation ou d'un passage à l'acte.

Par ailleurs, en cas de poursuites décidées par le Parquet, l'association d'aide aux victimes prendra attache avec le bureau d'aide aux victimes (BAV) du tribunal de grande instance compétent et continuera avec le BAV à informer la victime du déroulement de la procédure, de la date d'audience et des modalités de son éventuelle constitution de partie civile.

4-4. Prise en compte et coordination des situations des femmes victimes de violences par la ville de Nice

La ville de Nice, dans le cadre de son Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) a décidé de s'engager aux côtés des services de l'Etat, notamment la Délégation Départementale aux Droits des femmes et à l'Egalité.

Elle a créé en 2011, un poste de référent local femmes victimes de violences. Ce référent a notamment pour missions, de coordonner les acteurs de proximité en vue de l'optimisation du réseau « violences au sein du couple » et de favoriser le

repérage et l'efficacité de la prise en charge des situations de violences conjugales.

Il anime des groupes thématiques sur la commune associant les acteurs judiciaires, la Police, le Barreau, les institutions et les associations. Ces échanges pluridisciplinaires et les projets initiés dans ces groupes, ont abouti à une meilleure prise en compte de la situation des victimes dans leur audition et leur protection, sur le ressort du TGI de Nice.

La ville de Nice a également ouvert en mars 2013, un accueil de jour pour femmes victimes de violences, dénommé « l'Abri-côtier ».

Ce lieu s'inscrit dans le réseau d'acteurs et de dispositifs locaux œuvrant en faveur des femmes victimes de violences. Il vise en amont, à prévenir les situations d'urgence et intervient en complément des services de prise en charge, de droit commun.

Dans le cadre de l'objet de cette convention, l'équipe de « l'Abri-côtier » propose aux femmes victimes de violences conjugales un accueil, une écoute personnalisée, une information précise sur leurs droits et les démarches prioritaires à accomplir pour leur protection et celles de leur(s) enfant(s). Ces femmes ont également accès sur site, à des consultations juridiques du CIDFF 06 et/ou à la délivrance d'un bon de consultation gratuite d'avocat (partenariat avec le Conseil Départemental d'Accès au Droit).

Une mise en relation de la victime avec les services de police nationale est souvent effectuée ; un accompagnement physique au dépôt de plainte peut-être envisagé, lors de situations d'urgence évaluées par l'équipe et à la demande de la victime.

A cet effet, l'accueil de jour est en contact régulier avec les services de police, de gendarmerie, le service de médecine légale du CHU, les assistants de service sociale du Conseil Départemental et les associations spécifiques.

ARTICLE 5 : ACTION DE SENSIBILISATION À DESTINATION DES POLICIERS ET GENDARMES

Dans le cadre du plan d'action départemental 2015-2016 de lutte contre les violences faites aux femmes, des journées de sensibilisation destinées aux policiers et gendarmes seront mises en place selon les axes suivants :

- apport théorique :

- rappel des lois et définitions des violences intrafamiliales,
- les cycles de violence et le phénomène d'emprise en matière de violences conjugales,
- focus sur les enfants exposés.

- mise en perspective pratique

- accueil des victimes au moment du dépôt de plainte
- articulation avec les associations d'aide aux victimes (ISCG)

Les services de police et de gendarmerie mettront à disposition leurs structures de

formation ainsi qu'un professionnel pour les dimensions pratiques.

ARTICLE 6 : PILOTAGE ET SUIVI DE LA CONVENTION

Les parties signataires s'engagent à se réunir au moins une fois par an afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre de la présente convention et d'en communiquer le bilan au conseil départemental de prévention de la délinquance, d'aide aux victimes et de lutte contre la drogue, les dérives sectaires et les violences faites aux femmes, ainsi qu'à la MIPROF.

Ce suivi pourra être assuré dans un cadre commun avec le comité de pilotage « Téléphone Grave Danger » (TGD) dispositif pour lequel une convention a été signée le 10/07/2015.

ARTICLE 7 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue entre les parties pour une durée d'un an, tacitement renouvelable, à compter de la date de sa signature.

Fait à Nice, le 24 juin 2016

Le Préfet des Alpes-Maritimes



Le Procureur de la République
près le TGI de Nice



Le Procureur de la République
près le TGI de Grasse



Le Commandant de Groupement
de gendarmerie départementale des Alpes-Maritimes



Le Directeur départemental de la sécurité publique
des Alpes-Maritimes



Le Président du Conseil Départemental



Le Maire de Nice



Le Président de l'association d'aide aux victimes HARJES



La Présidente de l'association d'aide aux victimes MONTJOYE



B. Renforcer l'action publique là où les besoins sont les plus importants

Outre la pérennisation des dispositifs décrits dans l'axe 1, l'objectif du 5ème plan est également d'apporter une réponse adaptée et parfois spécifique à certaines formes de violences.

Il faut ainsi veiller au renforcement de la lutte contre les violences sexuelles. En effet, une femme majeure sur cinq déclare avoir été victime dans sa vie, d'au moins une forme de violence sexuelle (attouchement, tentative de rapport forcé ou viol). Suite au viol ou à la tentative de viol qu'elles ont subi, seulement une victime sur dix porte plainte. Les violences sexuelles sont subies par toutes les générations et par toutes les catégories sociales et ont des conséquences lourdes et multiples pour les victimes. L'ampleur de ces violences, notamment dans les Alpes-Maritimes, engage à une action publique d'envergure. A ce titre, pour mieux repérer les victimes, les membres de la commission ont élaboré une fiche réflexe à destination des professionnels.

Soutenir la prise en charge des victimes là où les besoins sont les plus importants implique par ailleurs d'améliorer la prise en compte des enfants victimes de violences au sein du couple.

En effet, les violences conjugales ont des conséquences graves, parfois fatales sur les enfants qui y sont exposés et en deviennent ainsi pleinement victimes. Les conséquences sur la santé physique et le développement psychologique des enfants ont été observées ainsi que des troubles de l'apprentissage. Avoir assisté à des scènes de violences augmente le risque de reproduction de comportements violents. En France, 143 000 enfants vivent dans un foyer dont la mère a déclaré être victime de violences conjugales et 42 % de ces enfants ont moins de 6 ans. Fondé sur le même ratio on peut estimer à 450 le nombre d'enfants devant bénéficier d'un accompagnement psychologique dans les Alpes-Maritimes. Ces actions s'inscrivent pleinement dans la convention d'Istanbul qui a été ratifiée par la France le 4 juillet 2014. Cet axe est piloté par le Conseil Départemental dans le cadre du schéma de l'enfance des Alpes-Maritimes.

Enfin, le 5ème plan prévoit de développer l'accès aux dispositifs de droit commun sur l'ensemble des territoires notamment dans les zones rurales. Sur le territoire, le moyen et le haut pays ne dispose pas encore suffisamment de places d'accueil d'urgence permettant aux femmes victimes et à leurs enfants d'être accueillies. Les brigades de gendarmerie sont régulièrement confrontées à des situations où les victimes sont contraintes d'accepter un hébergement sur le littoral risquant ainsi de mettre en péril la continuité de leur travail ou la scolarité des enfants. À défaut, un certain nombre de victimes restent au domicile avec le risque de réitération des violences.

OBJECTIF

DÉPLOYER LES MESURES DE PROTECTION DES VICTIMES

LE TÉLÉPHONE GRAVE DANGER

FICHE ACTION N°9

FICHE ACTION n°9	
Dispositif « Téléphone grave danger »	
<u>Personnes référentes de l'action :</u>	
Délégation aux droits des femmes	HARJES
<u>Partenaires engagés :</u> Parquets de Grasse et de Nice, Conseil départemental, DDSP, Gendarmerie, SPIP, Harjès, Orange, Mondial Assistance et tous les professionnel.le.s du social, médical, médico-social	
<u>Public cible :</u> Victimes de violences conjugales ou de viol en très grand danger	
<p><u>Constat / Problématique :</u> Le nombre de personnes décédées, du fait de leur conjoint ou ex-conjoint (143 en 2014, soit 118 femmes, 25 hommes et 7 enfants) a fait apparaître la nécessité de protéger les victimes.</p> <p>Le département des Alpes-Maritimes fait partie des départements les plus meurtriers de France depuis plusieurs années.</p> <p>La loi du 4 août 2014 consacre en son article 10, la généralisation de la télé-protection pour les personnes en grave danger, victimes de violences au sein du couple et l'étend aux victimes de viol.</p>	
<p><u>Modalités de mise en œuvre :</u></p> <p>La convention « Dispositif TGD » a été signée le 10 juillet 2015.</p> <p>Le dispositif vise à assurer une protection et une prise en charge globale de la bénéficiaire.</p> <p>Le TGD est un téléphone portable disposant d'une touche préprogrammée et dédiée, permettant à la bénéficiaire de joindre, en cas de danger, la plate-forme du prestataire, Mondial Assistance accessible 7j/7 et 24h/24. Cette plate-forme est chargée de réguler l'objet de l'appel.</p> <p>Après la levée du doute, et en cas de danger, le télé-opérateur, relié par un canal dédié à la salle de commandement opérationnel de la police et de la gendarmerie, demande immédiatement l'intervention des forces de l'ordre qui dépêchent dans les meilleurs délais une patrouille auprès de la bénéficiaire.</p> <p>Ce dispositif repose non seulement sur la protection physique de celle-ci, mais également sur son accompagnement pendant toute la durée de la mesure par une association, conventionnée par le ministère de la Justice, désignée par le.la procureur.e de la République, et sa prise en charge globale par tous les acteurs locaux, associations, conseil départemental, mairie, services sociaux, etc.</p>	
<p><u>Les moyens prévus (humain, matériel, financier ...) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 12 appareils téléphoniques actuellement (6 sur chaque ressort de TGI de Nice et de Grasse) et 4 demandes supplémentaires en cours (2 par ressort de tribunal) - un poste de référente (juriste) du service d'aide aux victimes Harjès assurant l'accompagnement global des bénéficiaires et la coordination des différents acteurs (co-financement Ministère de la Justice, FIPD et Conseil départemental) 	
<p><u>Points de vigilance :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -conditions préalables à l'attribution (absence de cohabitation avec l'auteur, interdiction d'approcher imposée à l'auteur) -importance de la coordination des partenaires accompagnant les bénéficiaires du dispositif 	
<p><u>Indicateurs de résultats :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -nombre de saisines -nombres de bénéficiaires -nombre d'alertes -niveau de « sécurisation » des situations sortant du dispositif 	

Calendrier de mise en œuvre :

Dispositif en fonctionnement depuis septembre 2015

3 comités de pilotage organisés chaque année (02/05/16, 22/09/16 et 08/06/17) pour étudier le renouvellement ou le retrait de l'appareil.

Modalités de communication :

Réunions d'information

Diffusion du modèle de signalement auprès de tous les partenaires concernés

Convention

DISPOSITIF DE TELEPROTECTION GRAVE DANGER (TGD)

dans le département des Alpes-Maritimes.



Convention

Téléprotection d'alerte grave danger dans le département des Alpes-Maritimes

Entre,

La Préfecture des Alpes-Maritimes,

Représentée par M. Adolphe COLRAT, Préfet du département

Le Conseil Départemental des Alpes-Maritimes,

Représenté par M. Eric CIOTTI, son Président,

Ci-après désigné « Le Conseil départemental des Alpes-Maritimes »

Le Tribunal de Grande Instance de Nice

Représenté par M Alain CHATEAUNEUF, Président et M. Jean-Michel PRETRE, Procureur de la République près ledit Tribunal,

Le Tribunal de Grande Instance de Grasse

Représenté par M. Philippe RUFFIER, Président et M. Georges GUTIERREZ, Procureur de la République près ledit Tribunal,

La Direction Départementale de la Sécurité Publique des Alpes-Maritimes

Représentée par M. Marcel AUTHIER Directeur Départemental de la Sécurité Publique

Le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale des Alpes-Maritimes

Représenté par le lieutenant-Colonel Emmanuel BOBO.

L'association Harjès,

Représentée par M. Bernard SEGUIN, son Président

Le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation des Alpes-Maritimes,

Représenté par Mme Anne GOURRIER, Directrice Départementale

GTS MONDIAL ASSISTANCE

Société anonyme au capital de 720 000 Euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 330 377 193 et dont le siège social est situé au 81 rue Pierre Sépard 92320 Châtillon , représentée par Olivier LESUEUR, Directeur Général

ORANGE SA

Société anonyme au capital de 10 595 541 532 euros, 380 129 866 RCS Paris,
Domiciliée 78 Rue Olivier de Serres 75015 PARIS, représenté par M. Laurent LONDEIX, Délégué Régional Provence Côte d'Azur ORANGE

Collectivement désignées « les Parties » et individuellement, une « Partie ».

PREAMBULE

- Vu la mesure 2-2 du 4^{ème} plan interministériel de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes 2014-2016,
- Vu l'article 41-3-1 du code de procédure pénale,

– Vu la circulaire note dépêche N° CRIM 2014-22/E1 en date du 24.11.2014 du ministère de la justice,

Les enquêtes de victimation, l'augmentation des poursuites pénales et des condamnations pour violences au sein du couple, ainsi que le nombre de personnes décédées chaque année, du fait des violences de leur conjoint et ex-conjoint (soit 278 en 2013), ont fait apparaître la nécessité de protéger ces victimes particulièrement vulnérables.

A partir de ce constat, et au regard du bilan positif des expérimentations du téléphone femmes en grand danger, initiées dès 2009 dans quatre départements (Seine-Saint-Denis, Bas-Rhin, Val D'Oise et Paris), la loi Egalité réelle entre les femmes et les hommes du 4 août 2014 consacre dans son article 10 la généralisation de la télé-protection pour les personnes en grave danger, victimes de violences au sein du couple et l'étend aux victimes de viol.

En conséquence, et dans l'intérêt des victimes de violences commises au sein du couple et de viols, les parties à la présente convention se sont rapprochées afin d'allier leurs compétences et leurs savoir-faire, chacun dans leur domaine respectif, afin de mettre en place localement le dispositif de télé-protection grave danger.

Ceci étant exposé, il a été convenu :

ARTICLE 1-DEFINITIONS

Chacun des termes mentionnés ci-dessous aura dans la convention la signification suivante :

Bénéficiaires : désigne les personnes physiques résidant dans le département des Alpes-Maritimes et ayant accepté auprès du procureur de la République d'être équipées d'un dispositif de télé-protection grave danger.

Comité de pilotage (COPIL) : désigne l'ensemble des parties à la présente convention et tous autres intervenants soit, les signataires de la présente convention ou leurs représentants ou encore toute personne ayant été cooptée par le COPIL, en raison de leur expertise.

Terminal(aux) : désigne les terminaux mobiles spécifiques mis gratuitement à la disposition des bénéficiaires.

Tiers : désigne toutes les personnes ou entités autres que les parties.

ARTICLE 2 -OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la mise en place du dispositif de télé-protection grave danger, en application de l'article 41-3-1 du code de procédure pénale.

Elle vise à définir les conditions et les modalités :

- de la mise en œuvre opérationnelle;
- de son financement;
- de la coordination entre les parties et du fonctionnement du comité de pilotage.

Ce dispositif concerne la mise en place initiale de 8 terminaux à compter de la signature de la convention, dont le nombre est susceptible d'évoluer par décision du comité de pilotage.

ARTICLE 3 - DESCRIPTION DU DISPOSITIF

Le dispositif vise à assurer une protection et une prise en charge globale de la bénéficiaire.

Le TGD est un téléphone portable disposant d'une touche préprogrammée et dédiée, permettant à la bénéficiaire de joindre, en cas de danger, la plateforme du prestataire, Mondial Assistance accessible 7j/7 et 24h/24.

Cette plateforme est chargée de réguler l'objet de l'appel.

Après la levée du doute, et en cas de danger, le télé-assiste, relié par un canal dédié à la salle de commandement opérationnel de la police (dispositif d'alarme RAMSES) et de la gendarmerie, demande immédiatement l'intervention des forces de l'ordre qui dépêchent dans les meilleurs délais une patrouille auprès du bénéficiaire.

Ce dispositif repose non seulement sur la protection physique de la bénéficiaire, mais également sur son accompagnement pendant toute la durée de la mesure par une association désignée par le procureur

de la République, et sa prise en charge globale par tous les acteurs locaux, associations, conseil départemental, mairie, services sociaux, etc.

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU DISPOSITIF

4.1 Le public bénéficiaire

L'attribution du dispositif, décidée par le procureur de la République, concerne les victimes de violences au sein du couple ou ex-couple ou de viol, conformément aux dispositions de l'article 4 1-3-1 du CPP.

4.2 Le signalement

L'association Harjès est chargée de recevoir et de centraliser les situations qui lui seront signalées par les professionnels du département (intervenants sociaux en commissariats et unités de gendarmerie, psychologues en commissariat, services sociaux, professionnels de santé...) confrontés à une situation de grave danger.

Les services enquêteurs de la police et de la gendarmerie, les magistrats du siège des juridictions pénales, les juges aux affaires familiales ou les juges d'application des peines effectueront directement auprès du procureur de la république le signalement

4.3 L'attribution

L'association Harjès analyse les situations qui lui sont signalées, notamment sur la base de critères prédéfinis. A cet effet, elle recueille tous éléments utiles auprès de la bénéficiaire et des professionnels (notamment les autorités judiciaires, le SPIP, les forces de l'ordre, les services sociaux, les associations).

Le procureur de la République décide de l'attribution du TGD en se fondant notamment sur les éléments de situation fournis par l'association.

Après avoir recueilli le consentement de la bénéficiaire, le procureur de la République, en présence d'un représentant de l'association Harjès, lui remet le matériel et l'informe de ses modalités de fonctionnement ainsi que des procédures à suivre. Un premier test de fonctionnement est effectué sur place avec Mondial Assistance.

Le Procureur de la République transmet alors la fiche navette à Mondial Assistance et la fiche d'attribution et de renseignements aux forces de l'ordre (police et gendarmerie).

Le téléphone d'alerte est attribué pour une durée de 6 mois, renouvelable le cas échéant.

ARTICLE 5 – LE COMITE DE PILOTAGE (COPIL)

Le pilotage du dispositif est confié aux Procureurs de la République territorialement compétents. A cet effet, ils mettent en place un comité de pilotage départemental à vocation opérationnelle, qu'ils président.

Ce comité de pilotage est composé comme suit :

- Le Préfet des Alpes-Maritimes.
- Les présidents des Tribunaux de Grande Instance de Nice et de Grasse
- Un représentant des magistrats des deux sièges (JAF)
- Le président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes ou son représentant
- Des représentants des prestataires (plateforme d'assistance, opérateur téléphonique)
- Le commandant de groupement de gendarmerie départementale
- Le Directeur départemental de la sécurité publique
- Un représentant de l'association Harjès chargée de l'évaluation et de l'accompagnement des bénéficiaires
- La chargée de mission départementale aux droits des femmes et à l'égalité.
- La directrice du SPIP

Le comité de pilotage se réunit une fois tous les trois mois et en tant que de besoin. L'association Harjès communique des éléments nécessaires à l'évaluation quantitative et qualitative du dispositif au comité de pilotage qui en assure le suivi opérationnel ainsi que son évaluation.

Il permet à tous les membres de partager l'information afin de coordonner efficacement le dispositif et de définir ensemble des mesures nécessaires à son évolution ou amélioration. Il assurera annuellement la remontée d'informations vers le niveau national.

ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS DES PARTIES

6.1 Engagement commun des parties

Les parties s'engagent à :

- apporter les moyens nécessaires – techniques, humains, etc. - pour mener à bien la mise en place du dispositif et à son évaluation,
- ne pas divulguer, pendant la durée de la présente convention, toute appréciation relative au dispositif, sans l'accord express de chacune des parties,
- coopérer activement à la mise en place et au suivi du dispositif,
- échanger toute information nécessaire et utile à la réalisation et à l'amélioration du dispositif,
- ne lancer, ou ne mener sur le département aucune opération ayant le même objet sans accord préalable du COPIL,
- mettre en place des actions d'informations et de formation de leurs personnels sur les violences commises au sein du couple et les violences sexuelles, sur le dispositif TGD et l'ordonnance de protection.

Dans ce cadre, les parties sont tenues à une obligation de moyens.

6.2 Engagement de l'Etat

Le Préfet des Alpes-Maritimes, ou son représentant s'engage à :

- participer au financement de l'association à hauteur de 4 200€ au titre du Fonds interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD).
- veiller à l'implication des services de l'Etat dans le dispositif.

Les Procureurs de la République des Parquets de Nice et Grasse s'engagent à :

- participer au financement de la fourniture des prestations de téléphonie mobile et de téléassistance, cœur du dispositif technique du TGD, confiées à la société Mondial Assistance, associée à Orange France télécom. Cette prestation s'exécute en application d'une commande formulée à l'appui du marché public n° n° 2014-145001277 auprès du ministère de la Justice.
- procéder à l'évaluation des situations soumises et à l'attribution de terminaux dans la limite des appareils disponibles,
- mettre à disposition des partenaires toutes les informations utiles dans le cadre des situations qui lui seront signalées,
- informer et orienter la bénéficiaire, lors de l'attribution du dispositif d'alerte sur les modalités de fonctionnement du dispositif et les procédures à suivre,
- faire signer à la bénéficiaire la fiche d'engagement précisant les conditions d'utilisation du service
- transmettre la fiche de navette de raccordement à Mondial Assistance et la fiche d'attribution et de renseignements aux forces de l'ordre pour la mise en place opérationnelle du dispositif ;
- mobiliser les services de police et gendarmerie concernés.

Les présidents des Tribunaux de Grande Instance de Nice et Grasse, s'engagent à :

- saisir le procureur de la République de toutes informations utiles permettant de faire bénéficier du TGD à une victime apparaissant en situation menaçante de grave danger.

Les services de police et de gendarmerie, s'engagent à :

- mobiliser les effectifs placés sous leur autorité afin de fournir les signalements,
- intervenir en cas de danger à la demande du télé-assiste, qui aura préalablement procédé à la levée de doute. Les forces de l'ordre se rendent, prioritairement, selon les informations de localisation données par le prestataire, auprès de la bénéficiaire afin de la protéger.

6.3 Engagements des collectivités territoriales

Le Conseil départemental des Alpes-Maritimes, s'engage à :

- participer au financement de l'action de l'association référente partenaire par le versement d'une subvention de 8333€ à l'association Harjès,
- mobiliser les travailleurs sociaux placés sous son autorité pour fournir les signalements à l'association Harjès, et participer activement à la transmission d'information entre les différents acteurs institutionnels ou associatifs afin de faciliter l'identification des victimes de violences exposées à une situation de grave danger.

Une copie de la délibération est jointe en annexe à la présente convention.

Le document joint en annexe désigne le comptable assignataire compétent pour l'exécution de cette délibération.

6.4 Engagements de l'association partenaire

L'association partenaire s'engage à :

- participer activement à la transmission d'information entre les différents acteurs institutionnels (tribunaux de grande instance, police, gendarmerie, SPIP, contrôleurs judiciaires...) ou associatifs afin de faciliter l'identification des victimes de violences exposées à un grave danger,
- recueillir et analyser les signalements effectués par les acteurs institutionnels ou associatifs,
- établir le rapport d'évaluation de chaque situation notamment à partir de la grille de critères prédéfinie, et le transmettre au procureur de la République concerné dans les meilleurs délais ;
- assister le Parquet lors de l'attribution des terminaux et pour la transmission des données à Mondial Assistance,
- informer et orienter la bénéficiaire par son information et son orientation,
- évaluer mensuellement la situation de chaque bénéficiaire du dispositif.
- fournir au Parquet tous les éléments utiles, lors de la reconduction ou la sortie du dispositif;
- transmettre au COPIL les éléments nécessaires à l'évaluation quantitative et qualitative du dispositif,
- garantir l'anonymat des données échangées.

6.5 - Engagements des autres partenaires associatifs

Les autres partenaires associatifs s'engagent à :

- transmettre les signalements de situations à l'association Harjès et participer activement à la transmission d'information entre les différents acteurs institutionnels ou associatifs afin de faciliter l'identification des victimes de violences conjugales ou de viols exposées à un grave danger.
- Un protocole sera établi entre les associations partenaires et sera joint à la présente convention dans les meilleurs délais.

6.6 - Engagements de Mondial Assistance et de France-Télécom-Orange

Les prestataires s'engagent à respecter les obligations prévues au marché public en date du 1er septembre 2014 n° 2014-145001277 conclu avec le ministère de la Justice.

ARTICLE 7-EFFET ET DUREE

La convention prend effet à compter de la date de signature apposée par le dernier signataire. Elle est conclue pour une durée de 1an reconductible après évaluation par le COPIL.

Elle pourra être dénoncée sous un préavis de 3 mois par chacun des signataires au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 8 -RESPONSABILITE

Les parties engagent leur responsabilité conformément à la loi.

Nonobstant les cas de négligence, faute grave ou dol, les parties renoncent à tout recours entre elles au titre des préjudices directs ou indirects qu'elles subiraient lors de l'exécution de la convention.

ARTICLE 9 -CONFIDENTIALITE

Les parties s'engagent à considérer comme confidentiels tous les documents, informations et données, quel qu'en soit le support, qu'elles échangent à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

En conséquence, elles s'interdisent, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, de communiquer ou de divulguer à des tiers pour quelque raison que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de la partie concernée par tous ces documents, informations et données échangées.

Cet engagement s'appliquera pendant un délai de trois ans à l'expiration de la présente convention.

ARTICLE 10-STOCKAGE ET TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES DES BENEFICIAIRES

Compte-tenu du caractère personnel des renseignements ou des informations dont elle pourrait être amenée à prendre connaissance dans le cadre de l'exécution de la convention, chaque partie s'engage à ce que lesdits renseignements ou lesdites informations soient traitées dans le strict respect des dispositions légales en vigueur et notamment de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, dite loi « informatique et libertés ».

ARTICLE 11 -EVALUATION

Le COPIL conduit l'évaluation du dispositif et définit les mesures nécessaires à son évolution. Il assurera tous les trois mois la remontée d'informations au ministère de la Justice, Secrétariat général SADJAV et à la DACG.

ARTICLE 12 -RESPONSABILITE DES PARTIES MODIFICATION DE LA CONVENTION REGLEMENT DES LITIGES

12-1 Forcemajeure

Si, en raison d'un cas de force majeure, au regard de la jurisprudence française, l'une ou l'autre des Parties était dans l'impossibilité d'exécuter ses obligations, son exécution serait suspendue pendant la durée de cette impossibilité.

Si cet événement devait avoir une durée supérieure à un mois, la convention pourrait être résiliée sur l'initiative de l'une ou l'autre des Parties sans droit à indemnités de part et d'autre.

Les Parties s'efforceront, en tout état de cause, de prendre toutes mesures raisonnablement possibles en vue de poursuivre l'exécution de la convention.

12-2 Modification et respect des engagements

La présente convention sera remise à chacune des Parties signataires et pourra être adaptée à la demande des uns ou des autres dans le cadre du COPIL. En cas d'accord, les modalités souhaitées feront l'objet d'un avenant soumis préalablement à chaque membre pour adoption dans le respect de règles propres à chacun.

12-3 Loi applicable et règlement des litiges

La convention est régie par la loi française. Tout litige, se rapportant à la présente convention et qui n'aura pas pu faire l'objet d'un accord amiable entre les parties, sera porté devant la juridiction compétente.

Fait en 12 Exemplaires originaux, dont un remis à chacune des Parties,

A Grasse, le 10 juillet 2015

Par



Adolphe COLRAT
Préfet des Alpes-Maritimes

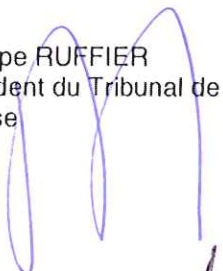
Eric CIOTTI
Président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes



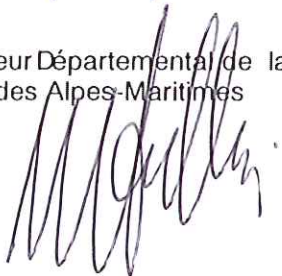
Côme JACQMIN, Vice Président représentant le
Président du Tribunal de Grande Instance de
Nice



Philippe RUFFIER
Président du Tribunal de Grande Instance de
Grasse



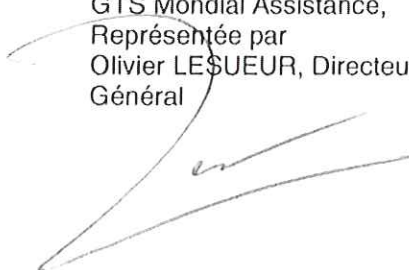
Le Directeur Départemental de la Sécurité
publique des Alpes-Maritimes



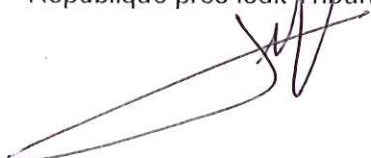
Bernard SEGUIN
Président de l'association HARJES



GTS Mondial Assistance,
Représentée par
Olivier LESUEUR, Directeur
Général



Hervé LEROY, Procureur de la République
adjoint, représentant le Procureur de la
République près ledit Tribunal



Georges GUTIERREZ
Procureur de la République près ledit Tribunal



Le Commandant du groupement de la
gendarmerie départementale des
Alpes-Maritimes représenté par le Lieutenant-
colonel BOBO

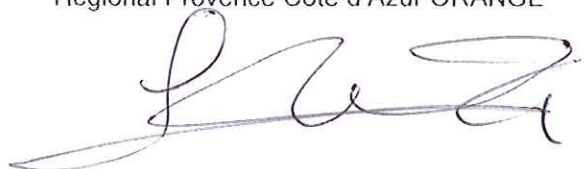
*Bo le Capitaine
Bellepencu*



Anne GOURRIER, Directrice du Service
Pénitentiaire d'Insertion et de Probation des
Alpes-Maritimes



Orange,
Représentée par Laurent LONDEIX, Délégué
Régional Provence Côte d'Azur ORANGE



OBJECTIF

PRENDRE EN CHARGE LES ENFANTS EXPOSES ET VICTIMES DES VIOLENCES CONJUGALES

DU SHÉMA DE L'ENFANCE DU
CONSEIL DÉPARTEMENTAL:
REPÉRER LES ENFANTS EXPOSÉS
AUX VIOLENCES INTRA
FAMILIALES ET CONJUGALES

FICHE ACTION N°10

LA PRISE EN CHARGE DES
ENFANTS EXPOSÉS ET VICTIMES
DE VIOLENCE CONJUGALES ET
INTRA FAMILIALES

FICHE ACTION N°11

PRÉVENTION DES VIOLENCES
SEXUELLES CHEZ LES JEUNES

FICHE ACTION N°12

FICHE ACTION n° 10 du schéma de l'enfance du conseil départemental

Repérer les enfants exposés aux violences intra familiales et conjugales

Orientation n°2 : pour anticiper les risques, repérer les enfants et les jeunes susceptibles d'y être exposés en développant l'évaluation des situations afin de mieux les prévenir.

Axe de travail :

Lutter contre les effets des violences intrafamiliales et conjugales sur le développement de l'enfant exposé

Éléments de diagnostic :

- Le département des Alpes-Maritimes est le premier département de France touché par les violences conjugales.
- Rapport d'étude de l'ONED de décembre 2012 sur les enfants exposés à la violence conjugales et ses conséquences sur le développement de l'enfant à tous les âges de la vie (dépression, suicide,...)
- Pas de définition partagée assez précise sur les facteurs de risque pour l'enfant, ses parents et son environnement familial
- Difficultés d'identification des problématiques de violences intrafamiliales avec enfants par les différents acteurs sociaux et médico-sociaux
- Difficultés d'orientation précoce vers les partenaires du fait des phénomènes d'emprise et des cycles de la violence (en moyenne 7 allers-retours avant d'arriver à quitter un conjoint violent)
- Insuffisance de structures adaptées pour prendre en charge la problématique spécifique de l'enfant exposé aux conflits familiaux massifs, y compris dans le cadre de séparation parentale (une structure sur Nice et une sur l'ouest du Département)

Bénéfices attendus :

- Améliorer le repérage des situations d'enfants exposés
- Améliorer la prise en charge et l'orientation des enfants dans leurs milieux familiaux

Pilote(s) de l'action :

Le Département des Alpes-Maritimes

- Actions de sensibilisation tout public sur le phénomène d'enfants exposés aux de violences

Indicateurs d'évaluation :

quantitatifs :

- Nombre de réseaux créés
- Taux de situations partagées par les acteurs par rapport au nombre de situations signalées

■ Nombre de professionnels sensibilisés et formés interne et externe

■ Nombre de réunions organisées entre les partenaires.



qualitatifs :

■ Construction de la grille d'évaluation avec indicateurs

■ Analyse pluri-institutionnelles des éléments d'évaluation

■ Élaboration d'un cahier des charges pour former l'ensemble des acteurs



Partenaire(s) associé(s) à la mise en œuvre :

L'État (DDCS, Éducation nationale, ARS, Justice, police, gendarmerie),

La CAF,

Les communes,

Les associations,

Les médecins et professionnels de santé libéraux

Déclinaisons opérationnelles :

■ Mettre en place des réseaux de partenaires opérationnels par territoire

■ Mettre en place une instance de suivi des actions mises en oeuvre

■ Créer une grille d'évaluation avec des indicateurs partagés ainsi qu'une fiche de liaison

Former des professionnel.le.s

Le calendrier est déterminé par les services du Conseil Départemental

FICHE ACTION n°11	
La prise en charge des enfants exposés et victimes de violences conjugales et intrafamiliales	
<u>Personnes référentes de l'action :</u>	
Délégation aux droits des femmes et à l'égalité	À l'est du département :CIDFF À l'ouest du département : Parcours de Femmes
<u>Partenaires engagés :</u>	
ARS – Conseil Départemental 06 – Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins – Harjès – CASA (Trait d'Union et Parenthèse) – Montjoye – Police - Gendarmerie	
<u>Public cible :</u> Enfants et Adolescents victimes de violences intrafamiliales	
<u>Constat / Problématique :</u> Le 5 ^{ème} plan de mobilisation et de lutte contre les violences (2017-2019) doit permettre à toutes les femmes victimes de violences, d'accéder à leurs droits pour sortir des violences et se reconstruire. La prise en charge des enfants victimes de violences conjugales est un objectif majeur de ce plan. Les violences conjugales ont des conséquences graves, parfois fatales, sur les enfants qui y sont exposés et en deviennent ainsi pleinement victimes. Ce diagnostic appelle à une action renforcée autour de 3 objectifs : améliorer le repérage et le traitement des situations de violences conjugales exposant des enfants, protéger la mère et ses enfants dans la durée, pendant et après la séparation, et mieux accompagner les enfants qui ont été victimes de violences conjugales. Le plan d'actions départemental de la Commission de lutte contre les violences faites aux femmes des Alpes-Maritimes fait de ces axes, une priorité. 10% des femmes sont victimes de violences conjugales. 10% des enfants sont potentiellement exposés et donc victimes des violences conjugales, selon l'enquête (ENVEFF). L'équilibre de l'enfant est menacé lorsqu'il assiste à ces scènes et par l'atmosphère tendue et lourde de la maison. Les répercussions sur l'enfant peuvent être multiples : sentiment d'insécurité, de culpabilité, troubles du comportement, problèmes scolaires, « somatisation »... L'exposition à des violences engendre un stress préjudiciable au bien-être des enfants comme à leur développement cognitif et biaise le système de représentation des rapports entre femmes et hommes. C'est à partir de l'accompagnement des mères victimes de violence que la prise en charge des enfants se met aujourd'hui en œuvre. Dans les Alpes-Maritimes, 1800 femmes ont porté plainte pour violences conjugales en 2016. Si l'on se réfère au ratio national, on peut estimer à 450 , le nombre d'enfants ayant besoins d'être accompagnés. En 2016, à l'ouest du département, 35 enfants ont été accompagnés par Parcours de Femmes avec 0,55 ETP de psychologue dédiés grâce au financement de l'ARS dans le cadre de la CPO. 107 mineurs auraient potentiellement eu besoin d'une prise en charge selon cette association. À l'est, 18 enfants ont été suivis par le CIDFF avec 0,23 ETP de psychologue pour un besoin évalué à 150 enfants .	
<u>Objectifs</u>	
La prise en charge des enfants victimes et exposés aux violences est une priorité pour l'État qui a décidé d'impulser la dynamique pour 2017. Il s'agit donc de renforcer les dispositifs existants.	
<u>Indicateurs de résultats :</u> <u>Quantitatif :</u> -nombre d'enfants et adolescents accompagnés - régularité des rendez-vous	

Qualitatif :

- évolution des situations familiales

Moyens humains :

-recrutement des deux psychologues supplémentaires

Moyens financiers envisagés :

-DDCS +conseil départemental

Moyens mis en œuvre pour l'ouest du département :

-locaux de Parcours de Femmes sur Cannes

-permanences sur le territoire de la CASA (Parenthèse et Trait d'Union)

-permanences sur le territoire de Grasse (Harjès)

Moyens mis en œuvre pour l'Est du département :

-locaux au siège du CIDFF à Nice

-permanences développées dans les différents lieux de permanences du CIDFF.

FICHE ACTION n° 12	
« Prévention des violences sexuelles chez les jeunes »	
<u>Personnes référentes de l'action :</u>	
Délégation aux droits des femmes	Conseil départemental – CIDFF – SIS Animation
<u>Partenaires engagés :</u>	
Conseil département – CIDFF – SIS Animation – Psychologue libéral – Association les ouvriers - Éducation Nationale - Service des collèges du Département - CROUS - CODES - SUMPPS – BAPU - Missions locales - ALC – PJJ- Mouvement du Nid - CIDFF – DDSP – gendarmerie – Psychologues libéraux– Planning familial - Lenval – UMJ - MONTJOYE	
<u>Public cible :</u> Les jeunes et leur entourage	
<p><u>Constat / Problématique :</u> L'ensemble des partenaires signalent que de nombreux jeunes déclarent être victimes de violences sexuelles : agressions, phénomènes de harcèlement, de cyberviolences, de prostitution et de discriminations.</p> <p>Les technologies d'information et de communication induisent une portée et une résonance particulière dans l'environnement social et intime des jeunes.</p> <p>Il existe de nombreuses causes à ces violences, parmi lesquelles le manque d'information sur la sexualité, des représentations normatives sur les hommes et les femmes, la méconnaissance des mécanismes de la violence (chez les jeunes et l'entourage), qui deviennent des freins à la mise en place de solutions d'auto-défense pour et par les jeunes.</p>	
<u>Modalités de mise en œuvre :</u>	
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Recherche de financements et réalisation d'une campagne auprès des jeunes, ➤ Élaboration des fiches techniques de cette fiche action, ➤ Réalisation d'une grille d'auto-évaluation à destination des jeunes, ➤ Diagnostic à mener sur les violences sexuelles chez les jeunes, ➤ Étude auprès des professionnel.le.s, ➤ Formation et sensibilisation des professionnel.le.s. ➤ Création d'un bureau d'aide aux victimes mineures ➤ Mutualisation des ressources et des moyens déjà déployés 	
<u>Les moyens prévus</u> (humain, matériel, financier ...) :	
<p><u>Pour les 12-18 ans :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Intervention dans les collèges-lycées et dans les structures qui accueillent des enfants au titre de la protection ou du handicap pour sensibiliser et donner des outils pour désamorcer les violences, • Mise en place des relais de communication sur les réseaux sociaux, • Lancement une campagne de sensibilisation autour des violences sexuelles, • Mise en place d'un réseau de relais par les pairs (conseil départemental des jeunes, au sein des établissements scolaires...) <p><u>Pour les 19-25 ans :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Proposer une enquête anonymisée sur format numérique, • Mettre à disposition des grilles d'auto-dépistage avec un score permettant le repérage des violences et l'orientation vers les structures compétentes, • Inclure un module autour des violences sexuelles dans la formation des futur.e.s professionnel.le.s du champ sanitaire et social, • Sensibiliser les étudiant.e.s y compris dans les centres de loisirs jeunesse... • Réaliser une campagne de sensibilisation autour des violences sexuelles. 	

Pour les professionnel.le.s :

- Formation sur les violences sexuelles (repérer, accueillir, écouter, accompagner les jeunes dans la lutte contre les violences sexuelles) dans le champ sanitaire, social et éducatif notamment au travers du D.U. Santé sexuelle
- Étude sur le repérage et le traitement des violences sexuelles chez les jeunes,
- Un des objectifs de cette étude serait de proposer à son terme un plan de formation pour les intervenants du secteur social et sanitaires susceptibles dans l'exercice de leurs missions d'être confrontés à ces questions.

Pour les familles :

- Proposer des animations interactives visant à échanger, sensibiliser avec les parents. Par exemple :
- Développer les cafés débats, les maisons des parents, les ateliers collectifs enfants-parents, les théâtres interactifs ...
- Développer des espaces de discussion au sein des établissements scolaires
- En lien avec les commissions santé de quartier, proposer des temps de dialogue sur le sujet avec les parents

Points de vigilance :

- Définition et prise de conscience du système prostitutionnel,
- Groupe transversal avec le GROUPE FORMATION et FICHE OUTIL

Indicateurs de résultats :

- Nombre de fiches outils diffusées
- Nombre de formations et de personnes formées

Calendrier de mise en œuvre :

2018

Modalités de communication :

- Création d'un onglet DFE sur le site préfecture : entrée usagers (outils et contacts) et entrée partenaires (avec espace collaboratif)

ORIENTER :

ATTENTION : TOUTE RÉVÉLATION DE VIOLENCES À CARACTÈRES SEXUELS DOIT ÊTRE SIGNALÉE SI LA PERSONNE REÇUE EST MINEURE.

QUID DU SECRET PROFESSIONNEL ?

QUE FAIRE ? REMPLIR UNE FICHE SUR LE SITE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

QUI APPELER ?

ADRET – 04.89.04.29.00

SERVICE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL – ANTENNE DÉPARTEMENTAL DE RECUEIL, D'ÉVALUATION ET DE TRAITEMENT

SI LA PERSONNE REÇUE EST MAJEURE

ORIENTATION VERS LES SERVICES COMPÉTENTS

RÉFÉRENCE AU LIVRET « AGIR ENSEMBLE » + LE METTRE SUR LE SITE DE LA PREF.

-N° VERTS

3919 « Violences Femmes info » numéro national de référence d'écoute téléphonique et d'orientation à destination des femmes victimes de violences

- LE SITE INTERNET DE LA PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES

www.alpes-maritimes.gouv.fr

DEFINITION

Les violences sexuelles peuvent être :

- 1- des cyberviolences
- 2- de nature culturelles (mariages forcés, mutilations génitales, certificats de virginité ...)
- 3- en milieu scolaire et/ou professionnel
- 4- en environnement familial et social
- 5- de nature prostitutionnelle

Elles causent dans tous les cas de la souffrance et des dommages graves pouvant aller jusqu'au décès.

LA FICHE-OUTIL :

A pour objectif de contribuer à une meilleure prise en charge globale des victimes

Merci de votre implication!

FICHE « REFLEXE » POUR LE REPERAGE L'ABORD L'ORIENTATION

DES VIOLENCES SEXUELLES CHEZ LES MINEURS.ES ET JEUNES MAJEURS.ES

REPÉRER

Les mineur.e.s et jeunes majeur.e.s peuvent avoir des **symptômes ou manifestations** susceptibles de questionner le ou la professionnel.le :

- Physiques : blessures, état de fatigue, auto mutilation, douleurs abdominales, problèmes gynécologiques (infection sexuellement transmissible grossesse non désirée, fausses couches répétées) ...

- Psychiques : dépression, repli, anxiété, troubles du sommeil, addictions, inhibition exagérée, isolement, hyperactivité, troubles alimentaires, agressivité, énurésie ...

Les violences à caractère sexuel sont un phénomène de masse et un problème de santé publique, elles doivent être **systématiquement** questionnées.

ABORDER

Chaque professionnel.le adapte sa/ses question(s) au contexte de la rencontre et à l'âge du ou de la jeune reçu.e. La/les question(s) doivent être :

- ▶ Systématique(s)
- ▶ Posée(s) dans un climat de confiance au cours du déroulé de l'entretien.
- ▶ Dans une approche globale.

Il est important de mettre le ou la jeune en confiance en lui assurant la liberté de répondre ou non.

Les questions qui suivent doivent être simples :
« Est-ce que je peux me permettre de vous demander si vous avez déjà subi des violences dans votre vie ? Dans votre enfance ? Dans votre parcours scolaire ? Dans votre vie amoureuse ?

Au travail ? »

En l'absence de réponse claire mais de l'existence de symptômes plus ou moins manifestes vous pouvez choisir des questions-type ouvertes :

« Comment ça se passe à l'école ? »

« comment se passent vos relations (familles, scolarité, copains, copines, réseaux sociaux) ?

« Comment vont les choses pour vous à la maison ? »

Des questions plus précises sont possibles:

« En tant que fille/femme/garçon/homme vous sentez-vous respectée ? »

« Vous sentez-vous en confiance dans votre relation amoureuse ? »

« Vous arrive-t-il d'être contrainte dans les relations intimes et vous sentez vous menacé.e ? ».

« Pensez vous vous mettre en danger ou d'avoir été mis.e en danger ? (en soirée par exemple)

« Avez-vous déjà parlé de tout ça avec quelqu'un ? »

Sur les violences intrafamiliales :

OBJECTIF

FACILITER LA RÉVÉLATION DES FAITS ET L'ORIENTATION DES VICTIMES

PLAN DÉPARTEMENTAL ZÉRO
SEXISME

FICHE ACTION N°13

CAFÉ CITOYEN ITINÉRANTS
ZÉRO SEXISME

FICHE ACTION N°14

ZÉRO SEXISME DÈS L'ENFANCE

FICHE ACTION N°15

OBJECTIF ZÉRO SEXISME À
L'ÉCOLE

FICHE ACTION N°16

OBJECTIF ZÉRO SEXISME DANS
LE SPORT

FICHE ACTION N°17

OBJECTIF ZÉRO SEXISME AU
TRAVAIL

FICHE ACTION N°18

LES MARCHES EXPLORATOIRES

FICHE ACTION N°19

c. Le sexisme

Si les violences sont globalement mieux connues et dénoncées, elles demeurent massives et difficiles à enrayer. Le sexisme demeure le principal frein à l'évolution des mentalités et des pratiques. Toutes les violences apparemment diverses, sont sous-tendues par la même idéologie du sexisme qui structure encore trop souvent les relations entre les femmes et les hommes.

La prévention doit être globale, menée dans tous les espaces : école et université, espaces publics, travail et sport. Il s'agit de faire évoluer les mentalités concrètement et ainsi déconstruire les stéréotypes de sexe qui constituent le terreau des violences faites aux femmes.

Pour ce faire, le plan d'actions objectif « zéro sexisme » porté conjointement par les services de la politique de la ville et la délégation aux droits des femmes et à l'égalité de la direction départementale de la cohésion sociale décline des objectifs concrets. Il s'agit d'abord de créer une mobilisation citoyenne à l'échelle du département pour ensuite faire naître et mobiliser des propositions structurantes. Ces actions s'inscrivent également dans les objectifs du Club Égalité des Alpes-Maritimes piloté par Alter Eaux et la délégation.

Qu'il s'agisse de violences sexuelles, de violences physiques ou de meurtres conjugaux, les violences faites aux femmes relèvent d'un continuum provoqué par une seule et même idéologie : le sexisme. Un plan d'actions est mené pour poursuivre le travail de déconstruction des stéréotypes qui constituent le terreau des violences faites aux femmes.

Parmi les actions, on peut citer à titre d'exemples, les marches exploratoires des associations Parcours de femmes et HARJES engagées sur les territoires de la Frayère à Cannes ainsi que sur le Vieux Grasse et les actions du groupe Femmes et Sport ou encore les cafés itinérants.

La Métropole Nice Côte d'Azur et la ville de Nice se sont également engagées dans une dynamique active sur ce sujet au travers de nombreuses actions de sensibilisation et de lutte contre les stéréotypes de genre, auprès de leurs agent.e.s et des citoyen.ne.s, avec l'appui des professionnels de la collectivité mais également de la société civile.

FICHE ACTION n°13	
Plan départemental « zéro sexisme »	
<u>Personnes référentes de l'action :</u>	
Délégation aux droits des femmes	Alter Egaux
<u>Partenaires engagés :</u>	
CDOS 06, Musée National du sport, DRJSCS, Gendarmerie BPDJ, DDSP06, DDCS 06, déléguées du préfet, fondation de Nice Actes, Centre social Harjes, CIDFF06, Ville de Grasse, Communauté d'agglomérations du Pays de Grasse, Ville de Nice, Métropole NCA, Rectorat de Nice et éducation nationale, Université de Nice Sophia-Antipolis, association parcours de femmes, Agnès de Preville (journaliste), Femmes 3000 Côte d'Azur, DIRECCTE UT06, Missions Locales de Nice Côte d'Azur, de Cannes Pays de Lérins et de Menton, Association épilogue, Association Defie	
<u>Public cible :</u> toutes les sphères de la société pour une approche globale et systémique de lutte contre le sexisme (dans l'espace public, au travail, à l'école et l'université, dans le sport). Jeunes sportives et sportifs, adolescentes et adolescents pris.es en charge par les centres de loisirs et associations de proximité, adultes exerçant dans le milieu du sport (éducateurs, éducatrices, sportives et sportifs professionnels), fédérations et clubs ... Écoles primaires, collèges et lycées du département, jeunes des missions locales ... Publics résidant en QPV, conseils citoyens, cercles de parents, et toute personne souhaitant organiser un café « zéro sexisme ».	
Les employeurs privés et/ou publics, DRH, IRP, managers et salarié.es, institutions, collectivités ...	
<u>Constat / Problématique :</u> Qu'il s'agisse de violences sexuelles, de violences physiques ou de meurtres conjugaux, les violences faites aux femmes relèvent d'un continuum provoqué par une seule et même idéologie : le sexisme. Un plan d'actions est mené pour poursuivre le travail de déconstruction des stéréotypes qui constituent le terreau des violences faites aux femmes.	
<u>Référence de cadrage :</u> -le 5ème plan de lutte contre toutes les violences faites aux femmes, le sexisme tue aussi -les lois Rebsamen et El Khomri « Nul ne doit subir de sexisme au travail » -la loi « égalité et citoyenneté » de 2017, -le 1 ^{er} plan interministériel pour l'égalité professionnelle	
<u>Modalités de mise en œuvre :</u>	
La déclinaison du Plan zéro sexisme s'articule autour de 4 axes :	
-zéro sexisme dans l'espace public : - <u>marches exploratoires</u> avec un diagnostic urbain réalisé par des femmes issues de QPV qui aboutiront à des préconisations. La « démarche exploratoire » par Parcours de Femmes dans les quartiers Frayère-Ranguin de Cannes la Bocca et des marches exploratoires dans le vieux Grasse par HARJES. - <u>cafés itinérants citoyens</u> animés par Alter Egaux à la demande, pour alerter sur les ravages du sexisme quotidien et former des vigies « tolérance zéro »	
-zéro sexisme au travail : mention de lutte contre le sexisme dans les règlements intérieurs, plan de formation des jeunes en service civique et des jeunes des missions locales	

-zéro sexisme dans le sport : Création et co-animation de la commission départementale « EgaliSport » pour l'égal accès des femmes et des hommes aux pratiques et aux équipements sportifs (état des lieux des pratiques, module dans la formation initiale des éducateurs et éducatrices, pistes de féminisation des métiers du sport), organisation d'événements pour valoriser l'égalité et la mixité dans le milieu sportif et rendre visibles les sportives de haut niveau, journées de sensibilisation auprès des jeunes sportives et sportifs, approche intégrée du Musée National du Sport pour une communication sans stéréotype, création d'une exposition sur les grandes figures de sportives, animation d'ateliers sur la mixité et l'égalité filles-garçons,

- zéro sexisme à l'école et à l'université : actions spécifiques avec l'Université auprès des jeunes et du corps enseignant pour prévenir le harcèlement sexiste et sexuel, formation des élu.es lycéens et lycéennes et nomination de binômes référents, création d'ateliers pour les enfants et les parents (EgaliBox, pour jouer ensemble sans stéréotype).

Actions transversales :

-co-animation de la commission départementale « Zéro sexisme ». Ce groupe de travail a vocation à réfléchir à des pistes d'intervention partagées et les personnes à devenir des relais sur les différents territoires (ambassadeurs et ambassadrices). Des clés de compréhension des mécanismes du sexisme permettent une montée en compétence et une plus grande légitimité sur les rôles de prescription au sein des territoires.

-création d'une page Facebook Zéro SEXISME « entendu ici tel jour à telle heure » pour faire émerger l'état du sexisme au quotidien dans le département.

Les moyens envisagés (humain, matériel, financier ...) :

Moyens financiers envisagés : FIPD Politique de la ville

Moyens humains : Les membres de la commission départementale de lutte contre les violences faites aux femmes et celles et ceux membres du Club Égalité et toute autre personne peut être personne relai.

L'équipe d'Alter Égaux anime les interventions et crée les documents de communication.

Indicateurs de résultats :

-nombre de territoires représentés / ensemble du département

-nombre de structures associées au dispositif

-capacité des personnes au sein des commissions à devenir relais et prescriptrices

-capacité des structures à trouver des lignes de financement pour inscrire le plan zéro sexisme dans la durée

-nombre de règlements intérieurs modifiés

-nombre d'interventions organisées et de partenariat/convention établis

Calendrier de mise en œuvre : actions déclinées dans l'ensemble du département à partir de 2017

Modalités de communication :

-co-animation de la commission départementale « Zéro sexisme »

-réunions de partenaires et création de flyers spécifiques (zéro sexisme dans l'espace public, zéro sexisme au travail)

-diffusion de vidéos courtes (sexisme dans le sport, Martin sexe faible, Cher papa, etc)

-identification et promotion des ressources (expositions du Musée Nationale du Sport et de la DRJSCS)

Cafés citoyens itinérants « zéro sexisme »Personnes référentes de l'action :

Délégation aux droits des femmes

Alter Egaux

Partenaires engagés :

Musée National du sport, Gendarmerie BPDJ, DDCS, Déléguées du Préfet, Fondation de Nice Actes, Centre social Harjes, Ville de Grasse, Communauté d'agglomérations du Pays de Grasse, Rectorat de Nice et Education Nationale, Université de Nice Sophia-Antipolis, Association Defie

Public cible : toutes les sphères de la société pour une approche globale et systémique de lutte contre le sexisme (dans l'espace public, au travail, à l'école et l'université, dans le sport).

Publics résidant en QPV, conseils citoyens, cercles de parents, et toute personne souhaitant organiser un café « zéro sexisme », employeurs privés et/ou publics, DRH, IRP, managers et salarié.es, institutions, collectivités ...

Référence de cadrage :

- le 5ème plan de lutte contre toutes les violences faites aux femmes, le sexisme tue aussi
- la loi « égalité et citoyenneté » de 2017

Modalités de mise en œuvre :

- Les cafés citoyens itinérants animés par Alter Egaux à la demande, pour comprendre les effets du sexisme quotidien et former des vigies « tolérance zéro »
- « Dans ma rue » : approche citoyenne et participative pour les jeunes ados pour photographier le sexisme ordinaire à l'échelle de la rue et du quartier (pubs, tags, aménagements urbains, terrasses, etc)
- Lancement de la page FB « Entendu ici » pour rendre visible le sexisme ordinaire et alerter sur l'état du sexisme dans les AM
- Organisation de micro-trottoirs filmés en relais de la campagne nationale du Secrétariat d'Etat (reprise des pastilles vidéo)

ETRE SEXISTE ÇA S'APPREND, NE PLUS L'ÊTRE AUSSI !

OBJECTIF ZERO SEXISME

CAFÉS ITINÉRANTS

Participez vous aussi à faire des Alpes-Maritimes un département exemplaire

Au travail, à l'école, dans le sport, à la maison, dans la rue, le sexisme est un fléau quotidien qui s'infiltre partout.

Où que vous vous trouviez, vous pouvez organiser un café-débat « objectif zéro sexisme ». C'est tout simple : vous formez un groupe et nous vous accompagnons pour animer le débat.

Ce dispositif est financé par nos partenaires, les interventions d'Alter Egaux sont donc gratuites pour vous !

Contactez-nous : contact@alteregaux.org

Logos: France, Alpes-Maritimes, Pays de Grasse, alter egauX, and a red star.

Les moyens prévus (humain, matériel, financier ...) :

Moyens financiers envisagés : FIPD (DDCS06 et CAPG), DDFE et Ville Vie Vacances

Moyens humains envisagés : Alter Egaux

Indicateurs de résultats :

-nombre de territoires représentés / ensemble du département

-nombre de structures associées au dispositif par territoire

-capacité des personnes au sein des ateliers à devenir relais et prescriptrices

Calendrier de mise en œuvre : actions déclinées dans l'ensemble du département à partir de 2017

Modalités de communication :

-flyer dédié « cafés itinérants zéro sexisme », « le sexisme ça s'apprend, ne plus l'être aussi »

FICHE ACTION n°15	
« Zéro sexisme dès l'enfance »	
<u>Personnes référentes de l'action :</u>	
Délégation aux droits des femmes	Alter Egaux
<u>Partenaires engagés :</u>	
Ville de Nice, Babilou, CHU de Nice, écoles maternelles et primaires du département, université de Nice Sophia Antipolis, Club Egalité, Association Epilogue, CIDFF06	
<u>Public cible :</u> crèches, écoles maternelles et primaires (équipe professionnelle, enfants et parents)	
<u>Constat / Problématique :</u> Qu'il s'agisse de violences sexuelles, de violences physiques ou de meurtres conjugaux, les violences faites aux femmes relèvent d'un continuum provoqué par une seule et même idéologie : le sexisme. Un plan d'actions est mené pour poursuivre le travail de déconstruction des stéréotypes qui constituent le terreau des violences faites aux femmes, dès l'enfance et dans tous les espaces qui jalonnent la construction des individus.	
<u>Modalités de mise en œuvre :</u>	
<u>Zéro sexisme dès l'enfance</u> <ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement d'un premier groupe de crèches vers une pédagogie sans stéréotypes (Club Egalité) • EgaliBox et Egalicones : boîte à outils ressources pour les enfants de 3 à 12 ans et pour les parents pour jouer sans stéréotype • Réflexion autour de la création d'un label ou d'une certification pour valoriser des pratiques sans stéréotype (déclinables à la crèche, à l'école et dans les centres de loisirs) • Formalisation d'une offre globale de lutte contre les stéréotypes et le sexisme à destination des écoles primaires du département (cadre du Club Egalité) • Réflexion sur des modules de formation dans les parcours de formations initiales et continues (liens ESPE, IESTS) 	
<u>Les moyens prévus (humain, matériel, financier ...) :</u> Moyens financiers envisagés : FIPD Politique de la ville Moyens humains : Les membres de la commission départementale de lutte contre les violences faites aux femmes et celles et ceux membres du Club Égalité et toute autre personne peut être personne relai L'équipe d'Alter Égaux anime les interventions et crée les documents de communication	
<u>Indicateurs de résultats :</u> -retour sur l'expérimentation avec le premier groupe de crèches accompagné -création du label pour certifier l'accompagnement sans stéréotype (label unique pour les services aux publics, déclinable par publics cibles)	
<u>Calendrier de mise en œuvre :</u> actions déclinées dans l'ensemble du département à partir de 2017	

FICHE ACTION n°16	
« Zéro sexisme à l'école »	
<u>Personnes référentes de l'action :</u>	
Délégation aux droits des femmes	Alter Egaux
<u>Partenaires engagés :</u>	
DDCS 06 , écoles primaires du département, Rectorat de Nice et Education Nationale, Université de Nice Sophia Antipolis	
<u>Public cible :</u> collèges et lycées du département, université	
<u>Référence de cadrage :</u> - le 5ème plan de lutte contre toutes les violences faites aux femmes, le sexisme tue aussi - Circulaire académique pour l'égalité filles-garçons 2013 - Rapports 2017 sur le cybersexisme (centre Hubertine Auclair et rapport du Défenseur des Droits)	
<u>Modalités de mise en œuvre :</u>	
<p>En partenariat avec le Rectorat et l'Université</p> <ul style="list-style-type: none"> • Proposition de formalisation d'un cadre « zéro sexisme » au sein du climat scolaire avec inscription dans les règlements intérieurs des établissements scolaires (préconisation du 5ème plan contre les violences) : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en place de 2 journées de formation continue des chef.fes d'établissements dans le cadre du PAF (plan académique de formation) et formation existante pour les enseignant.es sur les stéréotypes de genre ➤ Animation de 3 cafés « zéro sexisme » pour le corps enseignant sur le territoire grassois (réseau d'établissements scolaires du primaire à la terminale : une 50aine d'établissements au total) pour les aider à porter un plan local d'accompagnement des élèves à l'objectif zéro sexisme à l'école (plan d'action dans les classes de paires à paires) ➤ Formation d'élèves référents et référentes « zéro sexisme » au sein de chaque lycée du département (via le Rectorat et les élu.es lycéen.es). Dès janvier 2018, chaque lycée des Alpes-Maritimes aura des élèves référents « zéro sexisme », les lycées du Var rejoindront le dispositif à la rentrée 2018-2019. ➤ Lancement des premières journées « Zéro sexisme à l'école » à l'échelle académique. En 2018, les élèves des lycées et collèges organisent et animent une journée (de paires à paires). Dès 2019, les lycées de l'académie participeront à la journée nationale « Ensemble contre le sexisme » ➤ Lancement du dispositif « Touche pas à ma pote » à Antibes en 2017 : journée de sensibilisation sous forme de théâtre forum et micro-débats dans un théâtre avec plusieurs classes de collèges et de lycées • Relais du plan départemental Objectif « zéro sexisme » au sein de l'Université en lien avec la mission égalité de l'UNS <ul style="list-style-type: none"> ➤ Intervention à l'université auprès des étudiantes et étudiants en parcours communication pour une communication sans stéréotypes (IUT infoCom Sophia et école de journalisme Cannes) ➤ Intervention auprès des étudiantes et étudiants de Master 2 Politique de la ville ➤ Relais de la journée de lutte contre le sexisme le 20 mai à l'Université en lien avec la mission égalité 	

Les moyens prévus (humain, matériel, financier ...) :

Moyens financiers envisagés : FIPD, DDFE, Rectorat, Université

Moyens humains : Alter Egaux, les chargés de mission du Rectorat et de l'Université, les élèves à l'issue d'un premier niveau de formation (actions de pairs à paires)

Indicateurs de résultats :

- nombre d'établissements touchés et nombre de territoires impliqués
- nombre d'établissements par territoires représentés
- pour l'académie, nombre d'établissements / ensemble du département
- nombre d'établissements ayant construit un dispositif pérenne (nombre de lycées ayant accompagné la modification du règlement intérieur, journées organisées par les élèves à l'échelle des établissements)
- nombre de déclinaison de la date du 25 janvier comme journée nationale « Ensemble contre le sexisme »

Calendrier de mise en œuvre : actions déclinées dans l'ensemble du département dès 2017

Modalités de communication :

- inscription dans le plan de formation académique pour la formation continue des cadres de l'enseignement
- inscription au sein du Conseil académique de la Vie Lycéenne (rattaché au recteur)



FICHE ACTION n°17	
« Zéro sexisme dans le sport »	
<u>Personnes référentes de l'action :</u>	
Délégation aux droits des femmes	Alter Egaux
<u>Partenaires engagés :</u>	
CDOS 06, Musée National du sport, DRJSCS, Gendarmerie BPDJ, DDCS 06 , Déléguées du Préfet, Fondation de Nice Actes, Centre social Harjes, Ville de Grasse, Communauté d'agglomérations du Pays de Grasse, Rectorat de Nice et Education Nationale, Université de Nice Sophia Antipolis	
<u>Public cible :</u> Jeunes sportives et sportifs, adolescentes et adolescents pris.es en charge par les centres de loisirs et associations de proximité, adultes exerçant dans le milieu du sport (éducateurs, éducatrices, sportives et sportifs professionnels), fédérations et clubs ...	
<u>Référence de cadrage :</u> - le 5ème plan de lutte contre toutes les violences faites aux femmes, le sexisme tue aussi - la loi « égalité et citoyenneté » de 2017	
<u>Modalités de mise en œuvre :</u>	
<p><u>Zéro sexisme dans le sport</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place et animation de la commission Femmes et sport (toujours titre provisoire) • Interventions avec la gendarmerie dans le département auprès de jeunes footballeurs et footballeuses • Interventions auprès des jeunes accueillis par Harjès (été 2017) dans le cadre du stade urbain • Programmation de journées dédiées dans le cadre d'EgaMix 2017 • Institutionnalisation d'un partenariat-cadre avec les principales structures-clés : Musée National du Sport, CDOS, DRJSCS • Programmation d'un module spécifique dans le cadre de la formation initiale (BAFA, liens DDCS06) • Appel à mobilisation de l'ensemble des clubs et fédérations pour la production de données sexuées des usagers et usagères des équipements sportifs du département 	
<u>Les moyens prévus (humain, matériel, financier ...) :</u>	
Moyens financiers à envisager : FIPD, politique de la ville	
Moyens humains : Les membres de la commission départementale « Femmes et sport » et toute autre personne peut être personne relais	
<u>Indicateurs de résultats :</u> En cours	
<u>Calendrier de mise en œuvre :</u> actions déclinées dans l'ensemble du département à partir de 2017	

FICHE ACTION n°18	
Zéro sexisme au travail	
<u>Personnes référentes de l'action :</u>	
Délégation aux droits des femmes	Alter Egaux
<u>Partenaires engagés :</u>	
Femmes 3000 Côte d'Azur, DIRECCTE UT06, Missions Locales de Nice Côte d'Azur, de Cannes Pays de Lérins et de Menton, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	
<u>Public cible :</u> Les employeurs privés et/ou publics, DRH, IRP, managers et salarié.es, institutions, collectivités ...	
<u>Constat / Problématique :</u> 80% des femmes déclarent être victimes de sexisme au travail, la loi oblige les employeurs à garantir un environnement de travail sans sexisme, à inscrire leur engagement dans le règlement intérieur et à sensibiliser tous les personnels.	
<u>Référence de cadrage :</u> - le 5ème plan de lutte contre toutes les violences faites aux femmes, le sexisme tue aussi - les lois Rebsamen et El Khomri « Nul ne doit subir de sexisme au travail » - le 1er plan interministériel pour l'égalité professionnelle	
<u>Modalités de mise en œuvre :</u>	
<u>Zéro sexisme au travail</u> <ul style="list-style-type: none"> • cafés zéro sexisme au travail peuvent être organisés lors d'une pause déjeuner (comme à la CAPG par exemple) • dans le cadre de la formation initiale ou continue (avant le stage d'intégration dans le parcours de formation Des étoiles et des femmes) • dans les missions locales (liens Direccte / DDFE/ Missions locales) • Intégration d'une offre zéro sexisme dans le plan de formation départemental du service civique (2 sessions de 2 jours à Nice et à Cannes) • Formation des nouveaux arrivants au Ministère de la Défense 	
<u>Les moyens prévus (humain, matériel, financier ...) :</u>	
Moyens financiers envisagés :	
Moyens humains : l'équipe d'Alter Égaux anime les interventions et crée les documents de communication	
<u>Indicateurs de résultats :</u> -nombre de territoires représentés / ensemble du département -nombre de structures associées au dispositif -capacité des personnes au sein des commissions à devenir relais et prescriptrices -capacité des structures à trouver des lignes de financement pour inscrire le Plan zéro sexisme dans la durée -nombre de règlements intérieurs modifiés -nombre d'interventions organisées et de partenariat/convention établis	
<u>Calendrier de mise en œuvre :</u> actions déclinées dans l'ensemble du département à partir de 2017	

80% des FEMMES

CONFRONTÉES AU SEXISME AU TRAVAIL

Source : Conseil Supérieur de l'Egalité Professionnelle entre les femmes et les hommes

Que dit la loi ?

« **Nul ne doit subir d'agissement sexiste**, défini comme tout agissement lié au sexe d'une personne, ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à sa dignité ou de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant. » Article L. 1142-2-1 code du travail

« **Aucun fonctionnaire ne doit subir d'agissement sexiste** »

Loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté

L'employeur doit planifier la prévention liée aux agissements sexistes (article L. 4121-2 du Code du travail), le CHSCT peut aussi proposer des actions de prévention des agissements sexistes. Enfin, **le règlement intérieur** de l'entreprise **doit mentionner** les dispositions sur **l'interdiction des agissements sexistes** (article L. 1321-2 du Code du travail).

**Au travail, le sexisme est un fléau quotidien
qui nuit gravement à la santé de l'entreprise**



Contactez-nous : contact@alteregaux

FICHE ACTION n° 19	
Les marches exploratoires	
<u>Personnes référentes de l'action :</u>	
Délégation aux droits des femmes	Association Parcours de femmes / Association HARJES
<u>Partenaires engagés :</u>	
CACPL et la ville de Cannes CAPG et la ville de Grasse	
<u>Public cible :</u> L'ensemble des femmes et des jeunes filles habitant dans des quartiers « politique de la ville » du département des Alpes-Maritimes.	
<u>Constat / Problématique :</u> Des chiffres alarmants : -25 % des femmes âgées de 18 à 29 ans ont peur dans la rue, -20 % sont injuriées au moins une fois par an, -et 100 % des femmes disent avoir été harcelées au moins une fois dans les transports en commun. Les femmes et les hommes n'ont pas le même accès au « droit à la ville ». Parfois, elles adoptent des stratégies d'évitement (notamment par les tenues vestimentaires ou par des contournements de chemin) et souvent elles désertent les lieux publics. Nées et expérimentées au Canada dans les années 90, les marches exploratoires sont un outil de diagnostic de l'environnement urbain. Elles ont un double objectif : -Se réapproprier l'espace public, -Élaborer un diagnostic de terrain sur les situations non sécurisantes (éclairages défectueux, environnement dégradé, etc.) dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville réalisé par un groupe de femmes résidentes, en lien avec les instances locales concernées (bailleurs, services techniques...).	
<u>Modalités de mise en œuvre :</u>	
Même si les dispositifs se distinguent par leur nom, « démarche exploratoire » pour Parcours de femmes et « les marches exploratoires pour Harjès, les modes opératoires sont sensiblement les mêmes : -Formations à la méthodologie des marches exploratoires en direction des équipes projets des quartiers, dont les habitantes, -Mobilisation et préparation de la marche avec choix du périmètre et répartition des rôles, -Analyse et élaboration des préconisations réalisables, -Restitution des travaux à l'ensemble des élus et des financeurs, -Suivi des réalisations.	
<u>Les moyens prévus (humain, matériel, financier ...) :</u>	
<u>Moyens humains :</u> Les équipes de Parcours de femmes et de l'association HARJES Implication et suivi par la délégation aux droits des femmes et à l'égalité	

Moyens financiers :

Crédits « politique de la ville » de la DDCCS

Points de vigilance :

- attention à ne pas mettre les femmes en difficulté en les exposant dans le quartier
- ne pas générer de frustrations en expliquant bien en amont les contraintes et temporalités
- faire des préconisations et propositions réalistes/réalisables ?
- ancrer cette démarche dans le temps en proposant un suivi aux femmes participantes

Indicateurs de résultats :

- nombre de femmes mobilisées
- nombre de questionnaires remplis
- l'implication des partenaires de terrain, financeurs et décideurs
- le nombre de réunions de l'équipe projet
- le nombre de marches réalisées
- le nombre de séances de travail avec les femmes (cartographie, groupes de travail avec la psychologue, séances de travail autour des préconisations)
- préconisations élaborées avec les femmes
- réalisation des préconisations

Calendrier de mise en œuvre :

Pour les 2 associations, l'organisation de ce process s'est effectuée de manière quasi identique sur la base d'un rétroplanning :

-novembre 2016 : lancement du groupe de travail « femme et société » co animé par les services de la politique de la ville et la délégation aux droits des femmes : parcours de femmes est sélectionnée pour mettre en œuvre ce projet expérimental. L'association HARJES est également retenue pour suivre la dynamique départementale.

-année 2017 :

- création des équipes de projets et sensibilisation auprès des femmes
- constitution des groupes de femmes
- travail de cartographie sociales
- séance de travail : bilan et préconisations
- rédaction du rapport

4 marches exploratoires ont été menées par l'association Parcours de Femmes entre Janvier et Juin 2017 en étroite partenariat avec la psychologue sur le droit à la ville.

Pour HARJES, les marches sont en cours.

Pour 2018, une des perspectives est d'organiser une marche exploratoire dans les quartiers sensibles de la ville de Nice (Ariane et/ou Moulins)

Modalités de communication :

Rencontre avec les personnes en charge de la rénovation urbaine
Participation aux réunions de concertation dans le cadre de la rénovation urbaine
Présentation de la démarche aux partenaires de terrain
Présentation de la démarche aux conseils citoyen
Réunion de présentation du rapport final avec l'ensemble des partenaires (à définir)
Exposition photo et projet de film



PARTIE 2

LA LUTTE CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS ET LE SYSTÈME PROSTITUTIONNEL



II. LA LUTTE CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS ET LE SYSTÈME PROSTITUTIONNEL

La loi n°2016-444 du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées confirme l'engagement abolitionniste de la France en prenant en compte le phénomène prostitutionnel dans sa globalité.

Cette loi intègre notamment trois nouvelles notions :

- les prostituées sont reconnues comme étant des personnes **victimes** de la prostitution,
- celles-ci peuvent, si elles le souhaitent, bénéficier d'un **parcours individuel et global** de sortie de la prostitution,
- le fait de solliciter, d'accepter ou d'obtenir des relations de nature sexuelle d'une personne qui se livre à la prostitution, y compris de façon occasionnelle, en échange d'une rémunération, d'une promesse de rémunération, de la fourniture d'un avantage en nature ou de la promesse d'un tel avantage est **pénalisable**.

La prévention et la lutte contre la prostitution constituent ainsi une problématique à part entière des politiques publiques. Elles s'inscrivent dans le 5ème plan interministériel de mobilisation et de lutte contre toutes les violences faites aux femmes que la délégation départementale est chargée de décliner au niveau local.

OBJECTIF

**METTRE EN OEUVRE LES DISPOSITIFS
D'AIDE AUX VICTIMES DE LA TRAITE DES
ÊTRES HUMAINS ET DE LA PROSTITUTION**

**PRISE EN CHARGE ET
ACCOMPAGNEMENT DES
VICTIMES DE LA TRAITE
HUMAINE**

FICHE ACTION N°20

**PARCOURS DE SORTIE DE LA
PROSTITUTION**

FICHE ACTION N°21

FICHE ACTION N°20	
Prise en charge et accompagnement des victimes de la traite des êtres humains	
Délégation aux droits des femmes et à l'égalité	ALC - CIDFF
<p><u>Partenaires engagés :</u> Dispositifs AcSé, Services d'ALC, Mouvement du Nid Les services de police et de gendarmerie Les parquets de Grasse et de Nice Le Conseil Départemental Le Bureau des étrangers de la Préfecture La DDSC L'association Gestionnaire du 115 L'éducation nationale La Métropole NCA et les collectivités territoriales, L'OFII Forum Réfugiés Le Centre d'informations sur les droits des femmes et des familles Le secteur associatif conventionné ou pas</p>	
Public cible : Personnes concernées par la prostitution et / ou victime de la traite dans le département des Alpes-Maritimes	
<p><u>Constat / Problématique :</u></p> <p><u>Situation des Alpes Maritimes :</u></p> <p>Le département est particulièrement concerné par la prostitution et/ou la TEH. Ce phénomène s'exerce de différentes façons.</p> <p>La prostitution de rue reste la forme la plus visible et qui oscille entre 450 et 650 personnes prostituées rencontrées chaque année entre Nice et Cannes (source ALC).</p> <p>La prostitution prend aussi d'autres formes, même si celles-ci sont plus difficiles à dénombrer puisqu'elles s'exercent en particulier dans la sphère privée : la prostitution de luxe, les prestations proposées par internet via différents sites spécialisés, la prostitution étudiante et/ou d'échanges économiques pour les plus jeunes.</p> <p>Concernant la traite des êtres humains, 70 % des victimes sont d'origine étrangère et notamment nigériane (d'autres sont russes, péruviennes, bulgares, etc) et constituent une population particulièrement vulnérable des réseaux multiples et de l'emprise subie par cette population qui rend particulièrement difficile leur émancipation. Ces victimes représentent un public complexe (enjeux, relations entre elles, rôle de chacune dans le réseau ...)</p> <p>Depuis le 13 avril 2016, la loi prévoit que les personnes en situation de prostitution peuvent bénéficier d'un parcours de sortie de la prostitution.</p>	

Modalités de mise en œuvre :

En direction du public :

- Maraude (journées et nuits) – aller vers
- Médiation culturelle
- Accueil
- Identification des victimes de la traite des êtres humains
- Suivi et accompagnement individuel (social, administratif, psychologique et juridique)
- Mise à l’abri
- Actions individuelles et collectives avec les usagers
- Accompagnement dans le cadre des parcours de sortie de la prostitution
- Aide aux récits de vie et préparation pour entretiens OFPRA
- Cours de français
- Insertion socio-professionnelle
- Projet de visite des personnes prostituées proxénètes en prison

En direction des partenaires :

- Information, formation, sensibilisation
- Élaboration de projets partenariaux
- Dimension internationale
- Participation à des recherches et à des actions
- Création et animation de réseaux
- Sensibilisation à travers des soirées débats
- Projet de sensibilisation auprès du public nigérian sur Nice et au Nigéria (initiée par une nigériane sortie de ce milieu)
- Projets de sensibilisation dans les universités et lycées (contacts en cours)

Les moyens prévus (humain, matériel, financier ...) :

Pour ALC :

Une équipe pluriprofessionnelle (travailleurs sociaux, médiatrice en santé publique, médiatrice culturelle).

Du matériel de prévention

Un lieu d’accueil

Financements des différents partenaires : DDCS, Praps, CUCS,

Pour le Mouvement du Nid :

Une petite équipe de volontaires, formés aux démarches en direction du public cible et allant à leur rencontre la nuit, 2 fois par mois

Disponibilité continue de 2 de ses membres

Matériel d’information (Revue Prostitution et Société) et de prévention (BD pour le public français et pour le public africain), prospectus, affiches

Un local où recevoir les personnes au 13 rue du Congrès à Nice

<u>Points de vigilance :</u>
<p>1/ Les difficultés de mise en œuvre de la commission « parcours de sortie »</p> <p>2/ Le nombre de mineur(e)s rencontré.e.s et le fait que ces derniers.nières se déclarent être majeur.e.s</p> <p>3/ Le travail sur les réseaux sociaux, et notamment ceux qui s’adressent aux jeunes et ceux qui favorisent des rencontres directes et tarifées.</p>
<u>Indicateurs de résultats :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de prostituées ayant bénéficié du parcours de sortie de prostitution - Nombre d’entretiens et d’accompagnements sociaux, psychologiques, juridiques - Nombre de maraudes - Nombre de personnes et professionnels sensibilisés - Nombre d’interventions en Université
<u>Modalités de communication :</u> <p>-livret d’accueil, carte de visite travail de rue, supports vidéo, réunions partenariales, colloques ...</p>

FICHE ACTION n°21	
Parcours de sortie de la prostitution	
Délégation aux droits des femmes	ALC
<u>Partenaires engagés :</u>	
Préfet, DDCS, DDSP, PJ, Gendarmerie, collectivités territoriales, ALC, conseil départemental, DIRECCTE, éducation nationale, Conseil de l'ordre des médecins, Parquets, le GRETA, l'AFPA, Pôle emploi, le mouvement du nid, association Agir ABCD, la MSA, l'OFFII, psychologues libéraux, CIDFF, GIP FIPAN, ARS, DDCS, FNARS, les missions locales de Nice, de Cannes et de Grasse	
<u>Public cible :</u> Personnes victimes de la prostitution et / ou victimes de TEH	
<u>Constat / Problématique :</u> Avant de décliner le contexte local, il a été nécessaire de (re)définir les notions de traite, de prostitution et de proxénétisme. Pour cela, il convient de se reporter à l' Annexe 1 . Textes de référence : <ul style="list-style-type: none"> - Loi n° 2016-444 du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées (https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032396046&categorieLien=id) - Décret n° 2016-1467 du 28 octobre 2016 relatif au parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle et à l'agrément des associations participant à son élaboration et à sa mise en œuvre (https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2016/10/28/FDFA1621870D/jo/texte) - CIRCULAIRE N° DGCS/B2/2017/18 du 31 janvier 2017 relative à la mise en œuvre du parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle (http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2017/02/cir_41803.pdf) <p>La loi n° 2016-444 du 13 avril 2016 portant sur la lutte contre le système prostitutionnel, le décret 2016-1467 du 28 octobre 2016 et la circulaire du 31 janvier 2017 bordent le champ de réalisation des actions à mettre en œuvre et rappelle que : toute personne victime de prostitution, de proxénétisme et d'exploitation sexuelle peut bénéficier d'un accompagnement et d'une prise en charge globale ayant pour finalité l'accès à des alternatives à la prostitution.</p> <p>C'est dans ce cadre réglementaire que la commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitations sexuelles (CDLPP et TEH) doit être installée dans les Alpes-Maritimes.</p> <p>Tel que le décrit la circulaire, cette commission « <i>se réunit au moins une fois par an pour faire le bilan de la politique départementale en la matière et déterminer les priorités d'actions à venir</i> ».</p> <p>Le parcours de sortie de la prostitution est autorisé pour une durée de 6 mois renouvelable sans que sa durée totale n'excède 24 mois. Il sera donc nécessaire d'anticiper le réexamen des situations, dès le premier accord donné à l'entrée dans le parcours (possibilité d'échange d'informations et de dématérialisation des réunions)</p>	

En partenariat avec une association agréée par le Préfet (démarches en cours pour l'association ALC), chaque victime de la prostitution peut s'engager individuellement dans un parcours de sortie social et professionnel.

Si elle décide de s'engager dans ce parcours, elle peut :

- obtenir une autorisation provisoire de séjour (APS),
- bénéficier d'une aide financière d'insertion sociale et professionnelle (AFIS) d'un montant équivalent environ 340 euros versée par la Mutualité Sociale Agricole (MSA)

Une coordination et un pilotage de l'ensemble des acteurs est indispensable pour la faisabilité du parcours de sortie.

Situation dans les Alpes-Maritimes :

Entre novembre 2016 et décembre 2016, ALC a mené des actions de terrain :

Des questionnaires ont été distribués entre Cannes et Nice.

53 personnes ont répondu à ce questionnaire et ont obtenu de l'information sur le parcours de sortie. Majoritairement les entretiens ont eu lieu lors du travail de rue (87%)

Territoires concernés : Nice (70% des questionnaires) et Cannes (30% des questionnaires)

Les répondantes sont principalement des femmes (46 femmes et 7 transgenres), les personnes ont entre 19 et 55 ans. La moyenne d'âge est d'environ 29 ans. Aucun homme n'a été rencontré pendant les deux mois de l'enquête.

Certaines victimes ont des enfants.

Actuellement, 15 victimes souhaitent s'engager dans un parcours de sortie. Parmi les 15 femmes, une femme a un enfant.

A noter que parmi les Nigériennes, certaines sont en situation d'**exploitation** (remboursement de la dette de 50 000€). Une fois qu'elles ont terminé la dette, (parfois elles sortent du réseau d'exploitation) certaines continuent la **prostitution**.

Ce qui ressort principalement de l'analyse des questionnaires :

- l'obtention des papiers et comment les obtenir ?
- certaines sont sous procédures Dublin,
- des problèmes d'identité (sous contrainte ...) et sur l'hébergement (qui dit stop prostitution et donc problème d'hébergement).
- l'appréhension de ce qui se passe après → perception de l'après et stigmates qui les concernent.

À approfondir en s'appuyant sur l'expertise des juristes :

La prise en charge des mineurs. Articulation du parcours de sortie et ASE (conseil départemental).

ALC se pose la question du passage à la majorité (est-ce juste une articulation au moment

de la majorité)
<u>Modalités de mise en œuvre :</u>
<p><u>Les étapes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -élaboration de la fiche action en cours, -sensibilisation des professionnels concernés (Formation effectuée à l'OFFI en mars 2017) -mise en place de la commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle : le 26 septembre 2017 dont 2 entrées dans le parcours de sortie.
<p><u>Les moyens envisagés (humain, matériel, financier ...) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Budget parcours de sortie de la prostitution pour financer les actions spécifiques à mobiliser (BOP 317) - BOP 104 (Femmes étrangères, public prioritaires) - BOP 177 (5 places sur la TEH) - Le dispositif AAVA (Insertion professionnelle en ateliers individuels) Cette cellule au sein d'ALC établit une pré évaluation sur 1 mois avec l'usager-ère (tests, pré requis, la personne est-elle bien en démarche de recherche d'un métier, a-t-elle les repères nécessaires ? (jour/nuit), apprentissage de la langue → SAS d'évaluation pendant 1 mois et élaboration et signature du contrat) - Convention de partenariat entre ALC et le GRETA, - Convention en cours avec Pôle Emploi, - L'équipe des Lucioles (travailleurs sociaux, médiatrice culturelle, Médiatrice en santé publique, chargé d'insertion)
<p><u>Points de vigilance :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Difficultés pour les victimes de la traite d'obtenir les actes de naissance avec photos, - La difficulté pour les victimes à obtenir leur identité propre, - Les personnes soumises à une OQTF (obligation de quitter le territoire français)
<p><u>Indicateurs de résultats :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de contrat d'engagement (personnes entrées dans le parcours de sortie) - Nombre de contrat renouvelé - Fin de suivi - Nombre d'abandons ou d'interruption du parcours - Nombre de dispositifs de droit commun sollicité - Nombre de personnes entrées dans les dispositifs de droit commun.
<p><u>Calendrier de mise en œuvre :</u></p> <p>-7 avril 2017 : première réunion des membres de la commission et présentation du diagnostic ainsi que des situations concernées par une entrée dans le dispositif.</p> <p>-26 septembre 2017 : tenue de la commission avec 2 avis favorables dans le parcours de sortie la prostitution.</p>



PARTIE 3

LA PRISE EN CHARGE DES
AUTEUR.E.S



III. LA PRISE EN CHARGE DES AUTEURS DE VIOLENCES CONJUGALES

Le taux de récidive ou de réitération des auteurs de violences conjugales est particulièrement élevé. Les actions de prise en charge des auteurs s'inscrivent donc dans la loi de prévention de la délinquance.

Plusieurs axes de travail sont menés parallèlement.

La loi du 4 août 2014 sur l'égalité réelle entre les femmes et les hommes réaffirme la priorité de l'éviction du logement de l'auteur de violences conjugales. Il s'agit de permettre à la victime, souvent en charge des enfants, de conserver le logement et ainsi d'être dans de meilleures conditions pour sortir de l'emprise et favoriser la stabilité de la famille.

De la même manière, plusieurs associations et collectivités territoriales organisent la prise en charge individuelle et collective des auteurs. Celle-ci s'effectue soit sous mandat judiciaire (sous obligation de soin principalement ou en alternative aux poursuites) soit éventuellement de manière volontaire.

Enfin, des stages de responsabilisation des auteurs sont organisés sur les deux ressort de tribunal, soit en alternative aux poursuites, soit dans un cadre post-sentenciel en lien avec le service pénitentiaire d'insertion et de probation.

Il convient de préciser que des axes de travail restent à développer, notamment la sensibilisation des femmes incarcérées et la prise en charge des auteurs les plus dangereux (avec profils psychiatriques)

OBJECTIF

PRENDRE EN CHARGE LES AUTEURS DE VIOLENCES CONJUGALES

LA PRISE EN CHARGE DES
AUTEURS DE VIOLENCE

FICHE ACTION N°22

FICHE ACTION n°22	
La prise en charge des auteur.e.s de violence	
<u>Personnes référentes de l'action :</u>	
Délégation aux droits des femmes	SPIP -ARPAS – Service Parenthèses
<u>Partenaires engagés :</u>	
Parquets de Grasse et de Nice – Conseil départemental – Service parenthèse (CASA) – CIDFF – DDSP06 – ARPAS – Psychologues libéraux - MONTJOYE – Gendarmerie – CDAD – CMP – AS3P – ALC PUIP – Politique de la ville, ville de Nice (MJD)	
<u>Public cible :</u> Les auteurs.es de violences conjugales	
<u>Constat / Problématique :</u> Les violences conjugales constituent un contentieux de masse en matière de politique pénale. La question de la parentalité des auteur.e.s sera abordée dans ces fiches actions conformément au 5ème plan de lutte contre toutes les violences faites aux femmes qui décrit clairement qu'« un père violent n'est pas un bon père ». <u>Dans le cadre de l'alternative aux poursuites :</u> Une convention sur la prise en charge psychologique des auteur.e.s de violences conjugales a été signée depuis 2007 entre la préfecture, l'hôpital d'Antibes, le tribunal de Grasse et la CASA. Celle-ci s'applique aux auteurs primo délinquants issus de la juridiction du Parquet du TGI de Grasse faisant l'objet d'un premier dépôt de plainte et ayant commis des violences dites « légères ». Adressés par le Parquet, ils participent ensuite à 8 séances de groupes de parole de 2h00 animé par deux psychologues. L'objectif de ces séquences est d'amener le mis en cause à une réflexion sur ses recours à la violence, à autrui et à une véritable remise en question de soi. Dans le cadre du volontariat : Mise en place de consultations par une psychologue financée par la CASA, à l'antenne de justice d'Antibes, pour toute personne ayant été violente ou en crainte de le devenir, sur rendez-vous auprès du service parenthèse.	
<u>Action : Éviction des auteurs avec partie hébergement (ALC) et suivi psychologique (AS3P).</u> En ce qui concerne l'éviction du logement des auteurs de violences conjugales, la priorité est de continuer à informer les professionnels concernés : une première journée de sensibilisation au commissariat de Saint Augustin a eu lieu en Octobre 2016 et a permis de rappeler les dispositions existantes. Depuis cette information collective, les appels au procureur se multiplient. Une seconde journée s'est tenu en Janvier 2017 à Cannes. Enfin, une troisième au peloton de Gendarmerie mobile à Grasse a eu lieu le 09 février 2017 en présence de 60 gendarmes. Les objectifs de ces réunions étaient multiples : -rappeler le contexte juridique et pénal,	

- expliquer les phénomènes d'emprise, de cycles de la violence,
- de communiquer sur les associations partenaires et d'aide aux victimes,
- sensibiliser sur la situation des enfants victimes de violences conjugales.

Contexte alternatives aux poursuites : Le Parquet de Nice est le prescripteur. L'accompagnement psychologique s'effectue sous forme d'entretiens individuels pour une durée maximale de 4 mois dans le cadre d'un contrôle judiciaire.

Contexte post-sentenciel : le service pénitentiaire d'insertion et de probation est le principal prescripteur dans le cadre d'une condamnation assortie d'une mise à l'épreuve avec obligation de soins. Le suivi psychologique s'effectue à partir d'entretiens individuels et/ou de groupes de parole. La durée de cet accompagnement est de 6 à 36 mois.

Le taux de récidive des auteurs de violences conjugales est particulièrement élevé. La loi du 4 août 2014 sur l'égalité réelle entre les femmes et les hommes réaffirme la priorité de l'éviction du logement de l'auteur de violences conjugales. Malgré la loi, trop peu d'évictions sont prononcées et les pratiques de mise en œuvre des politiques pénales varient selon les bassins (est/ouest).

Action : Prises en charge thérapeutique :

Dans le cadre du sursis de mise à l'épreuve (SME) (obligation de soins) suivis individuels et groupe de parole. SPP de Mougins – Grasse – ARPAS. Durée des suivis jusqu'à 24 mois.

Dans le cadre du volontariat : consultations financées par la CASA d'une psychologue, à l'antenne de justice d'Antibes, pour toute personne ayant été violente ou en crainte de le devenir, sur rendez-vous auprès du service parenthèse.

Dans le cadre de la démarche libre : suivis individuels et groupes de paroles (même groupe que SME) Suivi par ARPAS de 12 mois.

Dans le cadre de l'alternative aux poursuites : prise en charge psychologique des auteurs adressés par le Parquet de Grasse au service Parenthèse. Ils participent à un entretien de pré-accueil au cours duquel ils signent un protocole d'adhésion et participent ensuite à 8 séances de groupes de parole. Cette prise en charge est gratuite.

Action : stages de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple :

En post-sentenciel sur le ressort du TGI de Grasse : organisation des stages SPIP – ARPAS – CIDFF : 3 stages par an. Chacun de ces stages se déroule sur deux jours consécutifs et une demi-journée 1 mois plus tard.

En post-sentenciel sur le ressort du TGI de Grasse : SPIP – CASA : organisation d'un stage par an qui se déroule sur deux jours consécutifs et une demi-journée un mois plus tard. Ce stage a lieu au sein du tribunal et est gratuit.

En alternatives aux poursuites sur le ressort du TGI de Nice ARPAS-CIDFF : 3 stages par an. Les stages se déroulent sur deux jours consécutifs et font l'objet pour chaque participant d'un

entretien préalable de diagnostic, d'inclusion et d'un entretien d'évaluation dans les deux mois suivants. Les auteur.e.s sont assujetti.e.s à une contribution pécuniaire forfaitaire.

La prise en charge des personnes les plus dangereuses

Du fait de leurs profil psychopathologique, certain.es auteur.es échappent à tous dispositifs curatifs. Ceci pour deux raisons :

-le refus de l'auteur qui n'accepte aucune aide ou soins et du fait des structures et de leurs personnels qui excluent systématiquement ces profils de leur dispositif de prise en charge.

De par leurs profils, ces personnes représentent pour autant une vraie menace pour les femmes. La question se pose de savoir comment remédier à leur absence sur l'ensemble des mesures d'accompagnement spécialisé ? Il est donc proposé d'envisager une cellule de réflexion pluridisciplinaire et décroisée pour travailler sur cette question.

Les moyens envisagés :

-Le BOP 177 (avec la partie hébergement) : avec la priorisation de certains hébergements pour les auteur.es évincé.es en complément d'un accompagnement par AS3P

Actuellement malgré les places réservées (8 à Nice et 10 à Grasse) aucun auteur.es n'en a bénéficié car ils ont systématiquement privilégié une solution familiale ou amicale.

-le FIPD Etat, région, NCA, CAPG

Conventions signées en annexe :

- Préfecture-Parquets de Nice-ARPAS
- Préfecture-Parquet de Grasse-ARPAS
- ARPAS-CIDFF
- Parquet de Nice-ALC-AS3P
- Préfecture-Parquet de Grasse-CASA-Centre hospitalier d'Antibes
- Préfecture-Parquet de Grasse-SPIP-CASA

Points de vigilance :

- difficultés de mise en place de l'alternative aux poursuites : techniques différentes (CIDFF).
- réactivité et durée : suffisamment court pour que la peine ait du sens

Indicateurs de résultats :

- Moins de récidives, de réitération
- Adhésion : à la mesure et au contenu de la mesure,
- Taux et nature d'utilisation de la mesure
- Éviction du logement : Moins de femmes placées en PAU

Calendrier de mise en œuvre :

- Mars 2017 : Programmation de la dernière journée de stage en mars 2017
- D'avril à octobre 2017 : Construction de l'alternative aux poursuites en pré sentenciel en lien avec les Parquets
- Octobre 2017 : Organisation d'une journée régionale d'échange sur la prise en charge des auteur.es et retour d'expérience sur les stages
- Étude action à mener sur 3 ans avec un suivi des auteur.es (convention TGI/Préfecture/Associations)

Modalités de communication :

- Octobre 2018 : Organisation d'une journée régionale d'échange sur la prise en charge des auteur.es et retour d'expérience sur les stages



**CONVENTION RELATIVE A L'ORGANISATION DE
STAGES DE REponsABILISATION POUR LA
PREVENTION ET LA LUTTE CONTRE LES
VIOLENCES AU SEIN DU COUPLE**

ENTRE

LE PREFET DES ALPES-MARITIMES

**LE PRESIDENT DU TRIBUNAL DE GRANDE
INSTANCE DE GRASSE**

**LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE DU
TRIBUNAL DE GRASSE**

**LE SERVICE PENITENTIAIRE D'INSERTION ET
DE PROBATION DES ALPES-MARITIMES**

ET

**L'ASSOCIATION REGIONALE POUR LA
PROMOTION DE SANTE (ARPAS)**

Vu les articles 41-1 2° et 41-2 18° du code de procédure pénale,
Vu les articles R.131-51-1 et R.131-51-2 du code pénal,
Vu la loi n°2006-399 du 4 avril 2006 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs,
Vu la loi n°2010-769 du 9 juillet 2010 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants,
Vu la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes
Vu le décret n°2016-1709 du 12 décembre 2016 relatif au stage de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple ou sexistes et au stage de sensibilisation à la lutte contre l'achat d'actes sexuels.
Vu la circulaire du garde des sceaux, ministre de la justice, n°NOR/JUS14277661C n°CRIM2014-22/E1 du 24 novembre 2014, circulaire d'orientation de politique pénale en matière de lutte contre les violences au sein du couple,
Vu la circulaire du garde des sceaux, ministre de la justice, n°NOR/JUS1714357C n°CRIM 2017-14/E1 du 12 mai 2017, relative aux mesures alternatives aux poursuites, et vu le référentiel annexé et du V plan,
Vu la mesure 1-1 du 4^{ème} plan interministériel de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes 2014-2016, qui édicte le principe que toute violence déclarée doit faire l'objet d'une réponse pénale et sociale,
Vu les orientations du 5^{ème} plan de mobilisation et de lutte contre toutes les violences faites aux femmes,
Vu le plan départemental de prévention de la délinquance et d'aide aux victimes 2014-2017 pour les Alpes-Maritimes, approuvé le 24 juin 2014,
Vu la convention locale relative au traitement des dépôts de plainte en matière de violences conjugales dans le département des Alpes-Maritimes, en date du 24 juin 2016,

Il est convenu et décidé ce qui suit :

Article 1^{er} : OBJET

La présente convention est conclue entre le préfet des Alpes-Maritimes, le Président du Tribunal de Grande Instance de Grasse, le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation des Alpes-Maritimes et l'Association Régionale pour la Promotion des Actions de Santé (ARPAS), dont le siège social est sis 19 avenue Auguste Renoir 06800 Cagnes sur Mer,

Elle a pour objet l'organisation sur le ressort du Tribunal de Grande Instance de Grasse, par l'association ARPAS, de stages de responsabilisation dans le cadre post-sentenciel pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple prévue aux articles 41-1 2° et 41-2 18° du code de procédure pénale et R.131-51-1 et R.131-51-2 du code pénal.

Le contenu des stages de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple doit permettre de rappeler à la personne mise en cause pour des faits de violences le principe républicain d'égalité entre les femmes et les hommes, la gravité des violences quelles que soit leurs formes, au sein du couple et, le cas échéant, le devoir de respect mutuel qu'implique la vie en couple. Il vise également à lui faire prendre conscience de sa responsabilité pénale et civile pour les faits commis.

La présente convention fixe le cadre général du partenariat entre le Tribunal de Grande Instance de Grasse, le service pénitentiaire d'insertion et de probation, la Préfecture des Alpes-Maritimes, la Délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité et l'association ARPAS, son champ d'application, sa nature et son étendue, s'agissant de l'organisation desdits stages.

Elle précise les modes d'intervention, les obligations réciproques et les responsabilités de chacun.

Article 2 : PUBLIC CONCERNE

La participation à un stage de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple est décidée le Juge de l'application des peines dans le cadre prévu à l'article 50 de la loi n°2014-873 du 4 août 2014 ou par le Service Pénitentiaire de Probation et d'Insertion.

Ont vocation à être orientés vers un stage de responsabilisation les personnes mises en cause pour des actes de violences, menaces ou harcèlement dans le cadre conjugal ou familial.

Article 3 : PROTOCOLE D'ORIENTATION

Les orientations vers un stage de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple sont décidées par le Juge de l'application des peines ou le SPIP de Grasse-Mougins.

Le SPIP de Grasse-Mougins est en charge de la sélection des personnes, sélection qui tient compte pour partie des aptitudes psychologiques et intellectuelles des candidats à suivre le stage.

Les candidats ont confirmation par le SPIP et par courrier de leur positionnement sur le stage.

Lorsque le nombre de personnes sélectionnées atteint un minimum de huit personnes, le SPIP de Grasse-Mougins fixe une réunion de coordination avec l'ARPAS pour l'organisation du stage.

Article 4 : CONTENU ET MODALITES D'ORGANISATION DES STAGES

4.1 Les stages ont pour objectif :

- ▶ De prévenir la réitération ou la récidive en matière de violence conjugale sur la personne de la victime.
- ▶ De permettre la prise de conscience des conséquences des comportements de violence sur l'environnement humain et notamment sur les enfants présents au domicile parental.
- ▶ De permettre la reconnaissance du fonctionnement violent au niveau individuel.

Les stages visent la reconnaissance/ l'identification par la personne mise en cause du fait que le recours à la violence est une mode de fonctionnement qui lui est propre, la reconnaissance de la victime et des conséquences des actes de violence subis, la sensibilisation aux impacts de la violence conjugale sur les enfants, la prise en considération de sa responsabilité d'adulte et de sa responsabilité parentale.

Les stages visent également à favoriser l'orientation des personnes mises en cause vers une prise en charge de soins à l'issue, lorsqu'elle s'avère nécessaire.

4.2 Les stages utilisent :

- La technique du groupe de parole afin de contrer le déni de la personne mise en cause pour des actes de violences, menaces ou harcèlement dans le cadre conjugal ou familial, en la confrontant à d'autres personnes mises en cause, plus avancées dans leur prise de conscience des violences infligées à leur partenaire,
- La complémentarité des approches pluridisciplinaires,
- Des outils supports de prévention dédiés.

4.3 Déroulement :

Les stages sont organisés sur 2 journées et demie. 2 journées consécutives, de 09h30 à 12h30 et 13h30 à 16h30, et dans le mois qui suit d'une demi-journée de 09h30 à 12h30. L'ensemble du stage se déroule dans les locaux du Tribunal de Grande Instance de Grasse.

Les sessions de stage sont animées par un(e) psychologue clinicien(e) salarié(e) de l'ARPAS et un(e) juriste salarié(e) du CIDFF06. Un Conseiller du SPIP est présent en début et fin de stage.

Le CIDFF06 est prestataire de l'ARPAS pour cette action après validation par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale, Délégation Départementale aux Droits des Femmes et à l'Égalité.

Article 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

La participation au stage est gratuite.

L'ARPAS se charge de soumettre chaque année aux institutions de tutelle financière un dossier de demande de subvention en vue d'une prise en charge de l'action.

Article 6 : COMPTE RENDU ET BILAN DES STAGES

L'ARPAS, par réunion de concertation, fera systématiquement, à l'issue de chaque stage, retour au SPIP de Grasse-Mougins sur : la participation des candidats, leur comportement, la pertinence des outils utilisés, les effets constatés pendant le stage, l'appréciation par les candidats du stage. Par ailleurs, chaque année à la date d'anniversaire de la présente convention l'association ARPAS adresse aux signataires de la présente convention un bilan quantitatif et qualitatif (non nominatif) des sessions de stage organisées durant l'année écoulée.

Un comité de pilotage est réuni chaque année afin d'apprécier la qualité et l'efficacité du dispositif. Le comité de pilotage réuni (de façon non exhaustive) : les signataires de la présente convention, les représentants des instances de tutelle financière au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la délinquance, la Délégation Départementale aux Droits des Femmes, le CIDFF06.

Article 7 : PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet dès sa date de signature.

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, reconductible tacitement chaque année, sans que sa durée totale puisse excéder 3 ans.

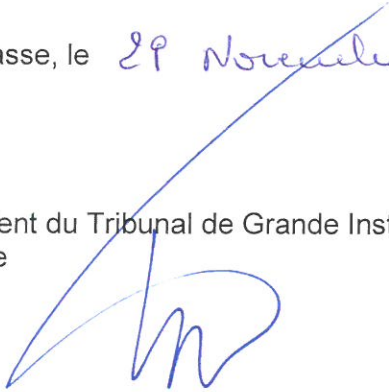
Article 8 : RESILIATION

La présente convention peut être dénoncée par chacune des parties contractantes, en respectant un préavis de 6 mois, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à tous les autres signataires.

Fait à Grasse, le 29 Novembre 2017

En 3 exemplaires

Le Président du Tribunal de Grande Instance
de Grasse



Le Préfet des Alpes-Maritimes



Georges-François LECLERC

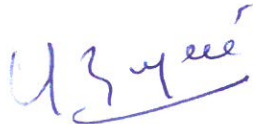
Le Procureur de la République du Tribunal de Grasse



Le Directeur Général de l'Association Régionale
pour la Promotion des Actions de Santé (ARPAS)

Pour le Président
et par délégation
Christophe AUROUET
Directeur Général
ARPAS

La Directrice du Service Pénitentiaire
d'Insertion et de Probation des Alpes-Maritimes



STAGES DE RESPONSABILISATION DES AUTEURS DE VIOLENCES CONJUGALES SUR LE RESSORT DU TGI DE GRASSE

OBJECTIFS :

- ▶ Prévenir la réitération ou la récidive en matière de violence conjugale sur la personne de la victime.
- ▶ Permettre la prise de conscience des conséquences des comportements de violence sur l'environnement humain et notamment sur les enfants présents au domicile parental.
- ▶ Permettre la reconnaissance du fonctionnement violent au niveau individuel.

PUBLIC CIBLE :

- ▶ Hommes (de façon privilégiée dans l'exercice de la parentalité de façon directe ou indirecte) condamnés pour des faits de violences conjugales et suivies par le SPIP de Mougins- Grasse pour lesquelles les Juges de l'application des peines auront rajouté une obligation de suivre le stage comme le prévoit la loi du 3 juin 2016.
Nombre : entre 8 et 10 personnes par groupe.

COMITE DE PILOTAGE DE L'ACTION :

- ▶ Délégation Départementale aux Droits des Femmes, SPIP06, CIDFF06, ARPAS.
- ▶ Financeurs de l'action au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance : Etat, Région, Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.
L'ARPAS est le porteur du projet. Budget prévisionnel de l'action : 8000€.

INTERVENANTS :

Viviane GILGENKRANTZ, juriste du CIDFF06, Nicolas DUTTO, psychologue clinicien de l'ARPAS, une Conseillère du SPIP de Grasse-Mougins. Les deux animateurs intervenants sont en coanimation et présents sur l'ensemble du stage. La coordination et la régulation s'effectuent en amont et à l'issue de chaque journée d'intervention avec le SPIP.

LIEU DE L'ACTION :

Sur le Tribunal de Grasse.

DESCRIPTIF DES STAGES :

Les stages, au nombre de deux (juillet et octobre), se dérouleront sur trois journées chacun : deux journées consécutives (9h-12h/13h-16h) suivi d'une troisième journée une ou deux semaines plus tard.

- Procédure :

Les candidats sont positionnés sur le stage par les Conseillers d'Insertion et de Probation en fonction de la peine (nature, durée), du profil psychologique, des objectifs du suivi SPIP. Les candidats ont confirmation par le SPIP et par courrier de leur positionnement sur le stage.

- Contenu sur :

Le vécu de la condamnation, la responsabilité personnelle, la sensibilisation aux cycles de la violence, le rapport à l'autre, les statuts homme/femme, les conséquences physiques et psychologiques de la violence sur l'adulte comme sur l'enfant, places et rôles de l'adulte, du parent.

La troisième journée porte sur les effets du groupe (verbalisation d'une prise de conscience, retours d'expérience sur des modifications de comportement, conduites tenues vis-à-vis de nouvelles situations à risque), sur les stratégies d'évitement, les orientations sur les dispositifs d'aide).

- Supports :

Vidéos (courts-métrages), matériel de campagne de prévention, objets médiateurs pour groupe de parole.

EVALUATION DES STAGES :

L'évaluation portera sur des données quantitatives (nombre de personnes convoquées/nombre de personnes présentes), qualitatives : sur la procédure, la participation des candidats, la pertinence des outils utilisés, les effets constatés pendant le stage, l'appréciation des candidats, les retours des conseillers SPIP à partir de leur suivi individualisé des bénéficiaires.

Une réunion de bilan sera organisée avec les pilotes à l'issue de chaque stage et en fin d'année avec les pilotes et les financeurs.



**CONVENTION RELATIVE A L'ORGANISATION
DE STAGES DE RESPONSABILISATION
POUR LA PREVENTION ET LA LUTTE
CONTRE LES VIOLENCES AU SEIN DU COUPLE**

ENTRE

LE PREFET DES ALPES-MARITIMES

**LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE
PRES LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
DE NICE**

ET

**L'ASSOCIATION REGIONALE
POUR LA PROMOTION
DES ACTIONS DE SANTE
(ARPAS)**

Vu les articles 41-1 2° et 41-2 18° du code de procédure pénale,
Vu les articles R.131-51-1 et R.131-51-2 du code pénal,
Vu la loi n° 2006-399 du 4 avril 2006 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs,
Vu la loi n° 2010-769 du 9 juillet 2010 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants,
Vu la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes,
Vu le décret n° 2016-1709 du 12 décembre 2016 relatif au stage de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple ou sexistes et au stage de sensibilisation à la lutte contre l'achat d'actes sexuels,
Vu la circulaire du garde des sceaux, ministre de la justice, n° NOR/JUS1427761C n° CRIM 2014-22/E1 du 24 novembre 2014, circulaire d'orientation de politique pénale en matière de lutte contre les violences au sein du couple,
Vu la circulaire du garde des sceaux, ministre de la justice, n° NOR/JUSD1714357C n° CRIM 2017-14/E1 du 12 mai 2017, relative aux mesures alternatives aux poursuites, et vu le référentiel annexé à cette circulaire,
Vu la mesure 1-1 du 4^{ème} plan interministériel de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes 2014-2016, qui édicte le principe que toute violence déclarée doit faire l'objet d'une réponse pénale et sociale,
Vu le plan départemental de prévention de la délinquance et d'aide aux victimes 2014-2017 pour les Alpes-Maritimes, approuvé le 27 juin 2014,
Vu la convention locale relative au traitement des dépôts de plainte en matière de violences conjugales dans le département des Alpes-Maritimes, en date du 24 juin 2016,

il est convenu et décidé ce qui suit :

Article 1er : OBJET

La présente convention est conclue entre le Préfet des Alpes-Maritimes, le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de NICE et l'Association Régionale pour la Promotion des Actions de Santé (ARPAS), dont le siège social est sis 19 avenue Auguste Renoir 06800 CAGNES SUR MER.

Elle a pour objet l'organisation sur le ressort du Tribunal de Grande Instance de NICE, par l'association ARPAS, des stages de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple prévus aux articles 41-1 2° et 41-2 18° du code de procédure pénale et R.131-51-1 et R.131-51-2 du code pénal.

Le contenu des stages de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple doit permettre de rappeler à la personne mise en cause pour des faits de violences le principe républicain d'égalité entre les femmes et les hommes, la gravité des violences, quelle que soit leur forme, au sein du couple et, le cas échéant, le devoir de respect mutuel qu'implique la vie en couple. Il vise également à lui faire prendre conscience de sa responsabilité pénale et civile pour les faits commis.

La présente convention fixe le cadre général du partenariat entre le Tribunal de Grande Instance de NICE, la Préfecture des Alpes-Maritimes et l'association ARPAS, son champ d'application, sa nature et son étendue, s'agissant de l'organisation desdits stages.

Elle précise les modes d'intervention, les obligations réciproques et les responsabilités de chacun.

Article 2 : PUBLIC CONCERNE

La participation à un stage de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple est décidée par le parquet de Nice dans le cadre de la procédure alternative aux poursuites prévue à l'article 41-1 2° du code de procédure pénale (orientation de l'auteur des faits vers une structure sanitaire, sociale ou professionnelle).

Ont vocation à être orientés vers un stage de responsabilisation les personnes mises en cause pour des actes de violences, menaces ou harcèlement dans le cadre conjugal ou familial, hommes et femmes, faisant l'objet d'une première enquête judiciaire, s'agissant de faits de moindre gravité qui sont reconnus par leur auteur.

Les personnes mises en cause retenues par le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de NICE sont adressés à l'association ARPAS pour effectuer le stage.

A l'issue du stage, et sous réserve de son bon déroulement, la procédure ayant motivé le stage fait l'objet d'un classement sans suite motif 576 (stage de prévention des violences conjugales ou sexistes).

Article 3 : PROTOCOLE D'ORIENTATION ET DIAGNOSTIC PRE-STAGE

Les orientations vers un stage de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple, sont décidées par le parquet de Nice.

Lorsque le nombre de personnes mises en cause sélectionnées atteint une douzaine et permet d'envisager l'organisation d'une session de stage, le parquet de NICE adresse à l'association ARPAS une liste comportant l'identité et les coordonnées des personnes mises en cause à convoquer à une session de stage.

L'association ARPAS se charge de convoquer les personnes qui lui sont adressées par le parquet de Nice.

Les convocations individuelles sont adressées par l'association ARPAS aux personnes mises en cause au moins 3 semaines avant le début du stage.

La convocation fait mention du nom de la mesure (stage de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple), du cadre légal du stage (article 41-1 2° du code de procédure pénale et article R.131-51-1 du code pénal) et des coordonnées de l'ARPAS.

La personne mise en cause pour des actes de violences, menaces ou harcèlement dans le cadre conjugal ou familial est invitée à contacter l'ARPAS dans les 48 heures suivant la réception de sa convocation, afin de confirmer sa participation au stage.

L'association ARPAS organise un entretien préliminaire afin d'aborder avec chaque personne mise en cause les règles et les modalités de déroulement du stage.

Lors de cet entretien est évaluée par ARPAS l'adaptabilité de la personne mise en cause pour des actes de violences, menaces ou harcèlement dans le cadre conjugal ou familial au groupe des stagiaires.

Si une incompatibilité est décelée ou si la personne mise en cause refuse la mesure alternative, une note est adressée au Procureur de la République en vue d'une nouvelle décision.

Article 4 : CONTENU ET MODALITES D'ORGANISATION DES STAGES

Les stages ont pour objectif :

- de permettre une prise de conscience de l'impact de la violence sur la personne de la victime,
- de permettre la prise de conscience des conséquences des comportements de violence sur l'environnement humain, et notamment sur les enfants présents au domicile parental.

Les stages visent la reconnaissance / l'identification par la personne mise en cause du fait que le recours à la violence est un mode de fonctionnement qui lui est propre, la reconnaissance de la victime et des conséquences des actes de violence subis, la sensibilisation aux impacts de la violence conjugale sur les enfants, la prise en considération de sa responsabilité d'adulte et de sa responsabilité parentale.

Les stages visent également à favoriser l'orientation des personnes mises en cause vers une prise en charge de soins à l'issue du stage, lorsqu'elle s'avère nécessaire.

Les stages utilisent :

- la technique du groupe de parole afin de contrer le déni de la personne mise en cause pour des actes de violences, menaces ou harcèlement dans le cadre conjugal ou familial, en la confrontant à d'autres personnes mises en cause, plus avancées dans leur prise de conscience des violences infligées à leur partenaire,
- la complémentarité des approches pluridisciplinaires,
- des outils supports de prévention dédiés.

Les stages sont organisés sur 2 journées consécutives, de 9h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30, dans les locaux de la Maison de la Justice et du Droit de L'Ariane (NICE).

Les sessions de stage sont animées par un(e) psychologue clinicien(ne) salarié(e) de l'ARPAS et un(e) juriste salarié(e) du CIDFF06. Le CIDFF06 est prestataire de l'ARPAS pour cette action après validation par la direction départementale de la cohésion sociale - délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité.

Chaque session est constituée de 8 à 12 (au maximum) personnes mises en cause pour des actes de violences, menaces ou harcèlement dans le cadre conjugal ou familial.

Tout comportement d'un stagiaire compromettant le bon déroulement du stage ou tout manquement à l'obligation de respect des animateurs et des autres stagiaires fait l'objet d'une note écrite d'information au parquet de NICE.

Dans les 3 mois suivant le stage, chaque stagiaire est convoqué par l'association ARPAS à un entretien bilan probatoire avec un psychologue de l'association.

Article 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

La participation au stage est payante : la personne mise en cause s'acquitte - lors de l'entretien préliminaire avec l'association ARPAS – de la somme de **50 €** (*sur un coût total moyen par stagiaire estimé à 300€*).

Quatre stages par an sont envisagés.

L'ARPAS se charge de soumettre chaque année aux institutions de tutelle financière et aux autres financeurs un dossier de demande de subvention en vue d'une prise en charge de l'action. Au deuxième semestre 2017, deux stages sont prévus pour un budget prévisionnel de **6.500€**. Les 2 stages organisés en 2017 seront cofinancés par l'Etat au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (3.500 €), par la Région Provence Alpes-Côte d'Azur (à confirmer) et par la Métropole Nice Côte d'Azur (1.000€).

Article 6: COMPTE-RENDU ET BILAN DES STAGES

Afin de permettre au Procureur de la République de valider ou d'invalider la réussite de la mesure alternative aux poursuites :

1- à l'issue de chaque stage, et au plus tard dans les 15 jours suivant la fin du stage, un état de présence des stagiaires est adressé par courrier postal par l'association ARPAS à la section de la famille et des mineurs (SEFAM) du parquet de NICE.

2- à l'issue de l'entretien bilan probatoire organisé dans les 3 mois suivant le stage, l'association ARPAS rédige un compte-rendu écrit synthétique relatif au déroulement du stage et à l'évolution du niveau de prise de conscience de la personne mise en cause. Ce compte-rendu est communiqué par courrier à la section de la famille et des mineurs (SEFAM) du parquet de Nice.

En cas d'échec du stage, les dispositions finales de l'article 41-1 du code de procédure pénale sont mises en oeuvre.

Par ailleurs, chaque année -à la date anniversaire de la présente convention- l'association ARPAS adresse aux signataires de la présente convention un bilan quantitatif et qualitatif (non nominatif) des sessions de stage organisées durant l'année écoulée.

Un comité de pilotage est réuni chaque année afin d'apprécier la qualité et l'efficacité du dispositif. L'association ARPAS pourra être sollicitée pour une présentation du stage.

Article 7: PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet dès sa date de signature.

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, reconductible tacitement chaque année, sans que sa durée totale puisse excéder 3 ans.

Article 8: RESILIATION

La présente convention peut être dénoncée par chacune des parties contractantes, en respectant un préavis de 6 mois, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à tous les autres signataires.

Fait à Nice, le 01/07/17

En 3 exemplaires

Le Procureur de la République
près le Tribunal de Grande Instance
de Nice

Le Préfet des Alpes-Maritimes

Jean-Michel PRETRE

Georges-François LECLERC

Le Directeur Général de l'Association Régionale
pour la Promotion des Actions de Santé (ARPAS)

Christophe AUROUET

A.R.P.A.S.
"Le Sainte Luce" A
19, avenue A. Renoir
06800 CAGNES SUR MER
Tél. 04 93 20 67 01
SIRET 440 643 070 00020 - APE 8690 F

STAGES DE RESPONSABILISATION DES AUTEURS DE VIOLENCES CONJUGALES SUR LE RESSORT DU TGI DE NICE

OBJECTIFS :

- ▶ Prévenir la réitération ou la récidive en matière de violence conjugale
- ▶ Permettre la prise de conscience et la sensibilisation aux impacts de la violence sur les victimes : conjoint-e, enfants.
- ▶ Permettre la reconnaissance du fonctionnement violent au niveau individuel.
- ▶ Orienter vers des prises en charge de soins.

PUBLIC CIBLE :

- ▶ Personnes relevant du Parquet de Nice dans le cadre du présentiel, de l'alternative aux poursuites, de la composition pénale.
Nombre : entre 8 et 10 personnes par groupe.

COMITE DE PILOTAGE DE L'ACTION :

- ▶ Délégation Départementale aux Droits des Femmes, Parquet de Nice, CIDFF06, ARPAS.
- ▶ Financeurs de l'action au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance : Etat, Région, Métropole Nice Côte d'Azur. L'ARPAS est le porteur du projet. Budget prévisionnel de l'action : 8000€.

INTERVENANTS :

Viviane GILGENKRANTZ, juriste du CIDFF06, Nicolas DUTTO, psychologue clinicien de l'ARPAS. Les deux intervenants sont en coanimation et présents sur l'ensemble du stage. La coordination et la régulation s'effectuent en amont et à l'issue de chaque journée d'intervention.

LIEU DE L'ACTION :

A déterminer : sur salle de réunion mise à disposition par la métropole NCA ou la ville de Nice ou sur l'ARPAS.

DESCRIPTIF DES STAGES :

Les stages, au nombre de deux (juin et novembre), se dérouleront sur deux journées consécutives (9h-12h/13h-16h) chacun.

- Procédure :

Le Parquet informe par courrier les personnes de leur orientation sur le stage (temps de latence de minimum 3 semaines) et leur demande de prendre contact téléphoniquement avec l'ARPAS dans les 48 heures à réception du courrier.

Chaque candidat est reçu, en amont du stage, en individuel sur l'ARPAS par le psychologue qui anime le stage afin à la fois de lui présenter le cadre du stage et à la fois afin de préfigurer du profil psychologique (les profils psychopathologiques ne peuvent s'intégrer

dans la dynamique groupale des stages. Auquel cas le candidat comme le Parquet seront informés de l'inadaptation de l'orientation sur le stage.

A l'issue de chaque stage l'ARPAS transmet au Parquet : les fiches de présence, les rapports d'observation demandés en fonction de la situation judiciaire du candidat.

- Contenu sur :

Sensibilisation aux cycles de la violence, le rapport à l'autre, les statuts homme/femme, les conséquences physiques et psychologiques de la violence sur l'adulte comme sur l'enfant, places et rôles de l'adulte, du parent.

Présentation des différents dispositifs d'aide possible du territoire.

- Supports :

Vidéos (courts-métrages), matériel de campagne de prévention, objets médiateurs pour groupe de parole.

EVALUATION DES STAGES :

L'évaluation portera sur des données quantitatives (nombre de personnes convoquées/nombre de personnes présentes), qualitatives : sur la procédure, la participation des candidats, la pertinence des outils utilisés, les effets constatés pendant le stage, l'appréciation des candidats.

Une réunion de bilan sera organisée avec les pilotes à l'issue de chaque stage.

CONVENTION SUR

LA PRISE EN CHARGE PSYCHOLOGIQUE DES AUTEURS DE VIOLENCES CONJUGALES

ENTRE

LE PREFET DES ALPES-MARITIMES

LE PRESIDENT DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE GRASSE

LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE PRES LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE GRASSE

LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER D'ANTIBES JUAN-LES-PINS

ET

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS

Vu la loi n° 92-684 du 22 juillet 1992, portant réforme des dispositions du code pénal relative à la répression des crimes et délits contre les personnes,

Vu la loi n° 98-468 du 17 juin 1998, relative à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs, notamment son article 28,

Vu la loi n° 2006-399 du 4 avril 2006 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs, notamment en son article 41-1 alinéa 6,

Vu la loi n° 2010-769 du 9 juillet 2010 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants,

Vu la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes,

Vu la circulaire du Ministre de la Justice en date du 13 juillet 1998, relative à la politique d'aide aux victimes,

Vu la circulaire des Ministres de la Justice, de l'Emploi et de la Solidarité du 27 décembre 1998, relative à la création de consultations médico-judiciaires d'urgence,

Vu la circulaire n°2014/0130/C16 relative à la lutte contre les violences au sein du couple,

Il est convenu et décidé :

Article 1^{er} : OBJET

La présente convention a pour objet de définir une politique partenariale sur le territoire de la C.A.S.A. entre le Préfet des Alpes-Maritimes, le Président du Tribunal de Grande Instance de Grasse, le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Grasse, le Centre Hospitalier d'Antibes Juan-les-Pins et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, favorisant la mise en œuvre d'une mission de prise en charge psychologique des auteurs de violences conjugales, dans le cadre d'un classement sous condition.

Ainsi, ladite convention fixe le cadre général de ce partenariat, son champ d'application, sa nature et son étendu entre les signataires, le public concerné, les modes d'intervention, les obligations réciproques et les responsabilités de chacun.

Article 2 : PUBLIC CONCERNE

Les auteurs de violences conjugales, primo délinquants issus de la juridiction du Parquet du TGI de Grasse, pourront être adressés à PARENTHÈSE (service qui met en œuvre une politique de prévention et de traitement des violences conjugales) par le Procureur du Tribunal de Grande Instance de Grasse, dans le cadre d'un classement sous condition.

Il s'agit d'auteurs faisant l'objet d'un premier dépôt de plainte et ayant commis des violences dites « légères ».

Article 3 : PROTOCOLE D'ORIENTATION ET DIAGNOSTIC

Les auteurs de violences conjugales se voient notifier par l'Autorité Judiciaire une convocation auprès des professionnels du service PARENTHÈSE, au cours duquel seront abordées les règles et modalités d'accompagnement.

Cette convocation fait mention du nom de la mesure et des coordonnées de l'antenne de justice d'Antibes (cf. trame en annexe 1), puisque cet entretien préliminaire des auteurs de violences conjugales s'effectue dans les locaux de l'antenne de justice, au 80 2^{ème} avenue, quartier Nova Antipolis – 06600 ANTIBES.

Lors de cet entretien, est évaluée l'adaptabilité de l'auteur de violences au groupe de responsabilisation. Si une incompatibilité est décelée ou si l'auteur refuse la mesure judiciaire, une note est adressée au Procureur en vue d'une nouvelle décision.

Le Parquet adressera le dossier de l'auteur au plus tard 3 jours avant la convocation au service Parenthèse.

Article 4 : NATURE ET MODALITES D'ORGANISATION

Durant quatre mois et à raison de deux heures tous les quinze jours, l'auteur de violences conjugales participera à un groupe de paroles, animé par deux psychologues rattachés au Centre Hospitalier d'Antibes Juan-les-Pins dont l'objectif sera d'amener le mis en cause à une réflexion sur ses relations à la violence, à autrui et à une véritable remise en question de soi.

Si un psychologue exerce à titre libéral, une convention sera signée entre ce dernier et le Centre Hospitalier d'Antibes précisant les modalités de son intervention ; s'il exerce au titre de sa mission hospitalière, une charte précisant les modalités organisationnelles sera effective entre ces mêmes parties.

Cette prise en charge collective permettra de contrer le déni de l'auteur de violences en le confrontant à d'autres auteurs, plus avancés dans leur prise de conscience des violences infligées à leur partenaire.

Le groupe sera constitué d'une douzaine d'auteurs de violences conjugales. Toute mise en péril du groupe ou tout manquement de respect fera l'objet d'une note d'information au Parquet.

Dans le cadre d'un classement sous condition, le délégué du Procureur oriente déjà le mis en cause vers la consultation du Service de Psychiatrie du Centre Hospitalier d'Antibes Juan-les-Pins. Notre partenariat avec ce dernier s'inscrit dans une logique de prévention et répression de la violence au sein du couple. Le groupe de parole sera animé par un binôme de psychologues ou de psychiatres.

Le binôme de psychologues ou de psychiatres sera rémunéré par le Centre Hospitalier.

Une session correspond à 8 séances réunissant un même groupe d'auteurs. Quatre sessions par an seront réalisées. Pour l'effectivité de la mise en œuvre de ces 4 sessions, un binôme de psychologues est indispensable pour chaque session. Si ce sont les 2 mêmes psychologues qui assurent l'animation de la totalité des 8 séances, ils peuvent être plusieurs à intervenir sur l'ensemble du dispositif dans l'animation de l'ensemble des sessions annuelles.

Une session de prise en charge se décompose de la façon suivante :

♦ Concernant l'opérationnalité du groupe :

- 8 séances de groupe de parole de 2h00, animées par deux psychologues
- 8 séances de 30 minutes de discussion clinique, pour ces deux psychologues

♦ Concernant l'opérationnalité du dispositif et sa coordination :

En fonction des besoins évalués par les responsables fonctionnels, référents du dispositif (de l'hôpital et de la C.A.S.A.) seront programmées :

- 2 heures de supervision réalisées par un médecin psychiatre pour les deux psychologues, dans le cadre de l'analyse de la pratique clinique ;
- Soit, 2 heures de réunion d'équipe et de coordination, réunissant les professionnels de soin (psychologues et psychiatres) et les intervenants du service Parenthèse
- Soit, 2 heures de réunion dite « exceptionnelle », si une difficulté majeure nécessite une rencontre en urgence permettant d'évaluer la transmission d'une information d'alerte au parquet du TGI de Grasse, en présence des intervenants opérationnels concernés.

Article 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

La prise en charge sera gratuite pour les auteurs de violences.

La prestation de mise à disposition d'un médecin psychiatre et des psychologues donnera lieu à une rémunération du Centre Hospitalier d'Antibes selon des modalités suivantes :

Les tarifs de prestations sont :

- pour le médecin : 75 € de l'heure.
- pour chacun des psychologues : 60 € de l'heure.
- pour les frais de gestion : 15% du total facturé pour une session.

Une session représente :

- ♦ Intervention du médecin : 150 € TTC (2h de supervision ou de réunion d'équipe)
- ♦ Intervention de deux psychologues :
 - Intervention auprès des auteurs : 1 920 €
 - Discussion clinique : 480 €
 - Supervision ou réunion : 240 €

Soit $150 + 1\,920 + 480 + 240 + 418,5$ (15% frais de gestion)=3208,5 € TTC

Quatre sessions annuelles sont envisagées représentant 12 834 € cofinancés par l'Etat au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et la C.A.S.A.

Il est à noter que si des réunions d'équipe sont décidées, avec la présence souhaitée de l'ensemble des psychologues qui interviennent sur le dispositif, le montant de la facturation s'ajoutera à la somme de 12 834 €, correspondant à la configuration de base pour un montant maximum de 13 314 €TTC.

A la fin de chaque session, un titre de recettes sera émis par le Centre Hospitalier d'Antibes Juan Les Pins auprès de la C.A.S.A.

Le Centre Hospitalier d'Antibes Juan Les Pins se chargera de régler directement les honoraires des psychologues et du médecin psychiatre.

La C.A.S.A. se réserve la possibilité de solliciter le Ministère de la Justice pour le financement de ce dispositif par le biais d'une demande de subvention.

Article 6: COMPTE RENDU ET BILAN DE LA PRISE EN CHARGE

Au terme des quatre mois de la prise en charge, un rapport sera adressé au Procureur du Tribunal de Grande Instance de Grasse, faisant mention de la présence et/ou de l'absence des auteurs participant aux groupes de parole, afin de permettre au Substitut du Procureur de la République de valider ou invalider la mesure.

Parallèlement, il est demandé au binôme de psychologues d'établir un bilan non nominatif, destiné seulement aux signataires de la convention afin de mesurer la qualité et l'efficacité de cette prise en charge. Un comité de pilotage peut être organisé à cet effet.

Des actions de sensibilisation à la thématique, de présentation du dispositif avec la spécificité de la prise en charge peuvent également être organisées par l'ensemble des intervenants au cours de l'année, lors d'événements particuliers.

Article 7: PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet dès sa date d'exécution. La présente convention est conclue pour une durée d'un an reconductible tacitement chaque année, sans que sa durée totale ne puisse excéder 3 ans.

Article 8: RESILIATION

La présente convention peut être dénoncée par chacune des parties contractantes en respectant un préavis de 6 mois, au terme d'une année civile, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à tous les autres signataires.

Fait à Antibes, le 21 NOV. 2016

En cinq exemplaires

Le Préfet des Alpes-Maritimes

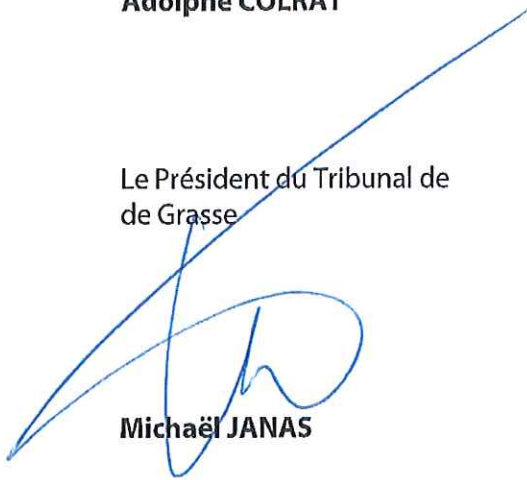


Adolphe COLRAT

Le Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis


Jean LEONETTI

Le Président du Tribunal de
de Grasse



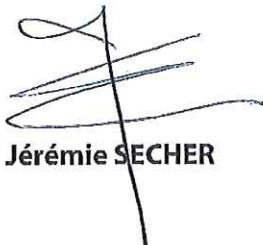
Michaël JANAS

Le Procureur de la République
Près le Tribunal de Grande Instance
de Grasse



Georges GUTIERREZ

Le Directeur du Centre Hospitalier
D'Antibes Juan-les-Pins



Jérémie SECHER



PARTIE 3

LA PRISE EN CHARGE DES DES VICTIMES DE VIOLENCES POUR LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS HOSPITALIERS



IV. LA PRISE EN CHARGE DES VICTIMES DE VIOLENCES POUR LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS HOSPITALIERS

Mises en danger, réminiscences, conduites d'évitement, conduites addictives, à risques et auto-agressives, amnésies post-traumatiques sont autant de comportements qui peuvent être les symptômes de troubles psycho-traumatiques présentés par les victimes de violences conjugales ou sexuelles.

La réflexion pour alimenter la prise en charge médicale a été menée particulièrement avec le CHU de Nice qui propose d'ores et déjà un flyer à l'attention des victimes et une fiche outil à destination des médecins urgentistes et des cadres infirmiers des urgences. Une attention particulière est portée à la détection des violences pendant la période de grossesse.

Cette démarche a vocation à être étendue à l'ensemble du secteur hospitalier des Alpes-Maritimes et sera soutenue par la mise en œuvre de formations de l'ensemble des professionnels du secteur médical. Des « référents femmes victimes de violences » ont été formés par la MIPROF et constituent des personnes ressources.

Cette action s'inscrit dans un projet régional porté par SOS Femmes 13 en articulation avec le groupe sensibilisation et formation » de ce schéma.



FICHE RÉFLEXE DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES

CADRE DE SANTÉ

Une valise est à disposition dans le bureau des cadres avec :

- des dépliants de l'Abri-Côtier
- la procédure pour les consultations avec l'unité médico-judiciaire
- un cahier de recueil des patientes victimes de violences

Pendant les heures de présences de l'assistante sociale :

Coller une étiquette de la patiente dans le cahier de recueil

Vérifier qu'un numéro de téléphone personnel de la patiente soit inscrit dans le dossier

Hors des heures de présence de l'assistante sociale :

- coller une étiquette de la patiente dans le cahier de recueil
- vérifier qu'un numéro de téléphone personnel de la patiente soit inscrit dans le dossier
- vérifier que le sénior prenant en charge la patiente soit au fait de la « procédure femmes victimes de violences »
- remplir l'alertisme pour l'assistante sociale
- dépliant association :

Abri-Côtier

*Direction de l'Action sociale, de la Petite Enfance et du Handicap - Direction Adjointe de l'Action Sociale
Ville de Nice*

Adresse administrative seulement : MAIRIE DE NICE - 5, rue de l'Hôtel-de-Ville

06364 NICE-Cédex 4

Tél. : 04 97 13 39 46

Fax : 04 97 13 25 59

du lundi au jeudi, de 09h00 à 17h00 (accueil téléphonique dès 08h30)

le vendredi, de 09h00 à 15h45 (accueil téléphonique dès 08h30)

Association Montjoye

6, avenue Édith Cavell

06000 Nice

Tél. +33 (0)4 92 00 24 50

Fax. +33 (0)4 92 00 24 51

siege@montjoye.org

Orientation

Hospitalisation pour « hébergement » en attente de prise en charge sociale si patiente isolée.

L'inciter à déposer plainte maintenant ou plus tard dès qu'elle se sent prête

- violences sexuelles appel systématique au 17
- violences venant de se produire ou présentant une gravité importante relative à l'intégrité physique ou psychologique de la victime = appel au 17 car c'est une situation de flagrant délit.
- violences au-delà des 24 heures précédant l'agression ou ne présentant pas une situation grave d'atteinte à l'intégrité physique ou psychique = orientation vers le commissariat ou la gendarmerie de proximité.

FICHE RÉFLEXE DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES

MEDICO-CHIRURGICAL ET TRAUMATO

Le CMI doit être fait systématiquement pour toutes femmes victimes de violences même s'il n'y a pas de souhait de dépôt de plainte. Dans les cas particuliers du « psycho-traumatisme », l'évaluation par le psychiatre du CAP est **OBLIGATOIRE** pour la rédaction du CMI de « Psycho-Trauma ».

Alerter l'assistante sociale des urgences : (8h-18h lundi à vendredi, 10h15-18h samedi et dimanche).

Pendant les heures de présence de l'assistante sociale, la contacter au 33 480 pour :




- évaluation sociale immédiate
- dépôt de plainte
- hébergement
- orientation

Hors des heures de présence de l'assistante sociale

- vérifier que le cadre soit alerté
- dépôt de plainte

1. Constats, signes et facteurs

Il n'existe pas de symptomatologie typique, tous les retentissements des violences sur la santé sont possibles. Il n'y a pas de profil type de femmes victimes de violence. Le tableau adapté de l'OMS ci-après indique les nombreuses pathologies pouvant résulter de violence. Les conséquences psychologiques et somatiques des violences étant fréquentes et redoutables, l'urgentiste doit faire le lien en symptomatologie passée et présente, ainsi que les violences subies pour ne pas traiter les symptômes « écrans ».

		
PHYSIQUE	SANTÉ PSYCHIQUE ET COMPORTEMENTS	SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE
<ul style="list-style-type: none">• Traumatique (plaies, brûlures, fractures, handicaps...)• Signes fonctionnels (céphalées, douleurs abdominales, lombalgies, vertiges... - avec bilan étiologique négatif)• Déséquilibre de pathologies chroniques (par mésusage et/ou privation de traitement, exposition volontaire à un allergène...)	<ul style="list-style-type: none">• Etat de stress post-traumatique• Dépression, anxiété• Troubles de l'alimentation et du sommeil• Pensées et comportements suicidaires• Dépendance à l'alcool, au tabac, à la drogue• Comportements sexuels à risque• Comportements auto-agressifs	<ul style="list-style-type: none">• Pathologies gynécologiques• Douleurs pelviennes chroniques• Hémorragies et infections vaginales, infections urinaires• Complications lors de la grossesse, fausses-couches• Grossesses non-désirées, avortements dangereux• VIH, autres MST

Des signaux d'alertes :

- le nombre de passages aux urgences,
- le comportement de la victime (elle ne souhaite pas se déshabiller, etc.),
- les attitudes du conjoint (il veut toujours être présent, il répond à la place de sa conjointe, il fait preuve d'autorité, etc.).

2. Le dépistage systématique

Hors les situations de violences déclarées (demande de certificat médical, réquisition judiciaire), la façon la plus simple de repérer les violences est d'y penser et de poser directement et systématiquement la question.

Le questionnement est très bien accepté par les patientes. Il convient de poser quelques questions simples et explicites :

- « Est-ce que vous avez déjà subi des violences dans votre vie, au travail, dans votre enfance, à la maison ? »
- « Est-ce que vous avez subi des événements qui vous ont fait mal et qui continuent à vous faire du mal aujourd'hui ? »
- « Avez-vous été victime de violences physiques, psychologiques, verbales, sexuelles dans votre vie ? »

Précautions pour l'entretien clinique

La consultation doit être confidentielle : en tête-à-tête avec la femme seulement. Éviter de recourir à un proche pour l'interprétariat. Rappeler la confidentialité de l'entretien médical.

3. Adopter une écoute active et bienveillante

- 5 Croire ce qu'elle vous révèle et le lui dire.
- 6 Affirmer l'interdiction des violences par la loi et la seule responsabilité de l'agresseur.
- 7 La laisser s'exprimer.
- 8 L'aider à formuler ses demandes d'aide.
- 9 Respecter ses choix et les accompagner.
- 10 Délivrer un message de soutien, de valorisation de sa démarche.
- 11 A dire à la patiente victime
 - « Vous n'y êtes pour rien. »
 - « L'agresseur est le seul responsable. »
 - « La loi interdit et punit les violences. »
 - « Si vous le souhaitez, je peux établir un certificat médical. »

4. Examiner avec bienveillance la patiente

Lui demander son accord avant chaque étape de l'examen que vous allez réaliser après lui avoir donné toutes les explications nécessaires.

Lui expliquer que vous pouvez être amené à lui demander de se déshabiller afin de constater des blessures, y compris sur les zones intimes, blessures qu'elle peut ne pas avoir encore observées.

Lui proposer de se couvrir les parties du corps déjà examinées.

5. Noter précisément dans le dossier médical

- Inscrire le N° de portable personnel de la patiente victime.
- Retranscrire les déclarations concernant les violences de la patiente avec ses mots en ayant obtenu son accord préalable, « la patiente me dit que... ».
- Décrire précisément les symptômes et lésions physiques et psychologiques constatés (taille, localisation, couleurs).
- Indiquer les examens effectués ou prescrits ainsi que les médicaments prescrits.

6. Etablir un certificat médical descriptif

La détermination de l'ITT est difficile. C'est pourquoi, cette ITT sera fixée ultérieurement par un médecin légiste sur la base des signes cliniques des lésions physiques et du retentissement psychologique décrits avec minutie dans le certificat médical.

Remettre le certificat uniquement à la patiente.

Si elle ne souhaite pas de certificat, l'établir quand même l'exemplaire sera conservé dans le dossier. Il pourra lui être utile a posteriori.

7. Délivrer tout traitement utile et un arrêt de travail si nécessaire

8. Évaluer la situation pour identifier le danger et les risques encourus

Plusieurs hypothèses doivent être envisagées concernant la situation de la patiente victime :

- le retour à son domicile
- les possibilités d'hébergement
- la mise en sécurité immédiate.

Prendre en compte notamment :

- les visites antérieures aux urgences ou dans d'autres services médicaux.
- la vulnérabilité (grossesse, handicaps, personnes âgées).
- la peur exprimée par la patiente.
- la présence d'arme au domicile.
- la fréquence et la gravité des violences commises, les menaces de mort.
- les idées suicidaires ou tentatives suicidaires.

- l'isolement de la victime.
- les soutiens et relais familiaux et amicaux.
- les démarches déjà entreprises auprès d'autres professionnels et associations.
- la présence d'enfants.
- l'intervention de la police, de la justice avec garde à vue actuelle de l'agresseur.
- les antécédents judiciaires de l'agresseur.

9. Hospitaliser la patiente si nécessaire

En cas de danger et avec l'accord de la patiente, le procureur de la République peut être avisé.
Si la patiente est une personne vulnérable, un signalement doit être adressé au procureur de la République.

10. Informer et orienter la victime vers le réseau de partenaires professionnels et associatifs.

Rappeler qu'elle peut se présenter aux urgences 24H/24 7j/7.

L'inciter à déposer plainte maintenant ou plus tard dès qu'elle se sent prête.

- Violences sexuelles appel systématique au 17
- Violences dans les 24 heures précédant l'agression = appel au 17 car c'est une situation de flagrant délit.
- Violences au delà des 24 heures précédant l'agression = orientation vers le commissariat ou la gendarmerie de proximité.

L'inviter à appeler le 3919 pour parler et être conseillée.

Grâce à votre aide, elle saura qui contacter quand elle sera prête.

Abri Cotier

*Direction de l'Action sociale, de la Petite Enfance et du Handicap - Direction Adjointe de l'Action Sociale
Ville de Nice*

Adresse administrative seulement : MAIRIE DE NICE - 5, rue de l'Hôtel-de-Ville

06364 NICE-Cédex 4

Tél. : 04 97 13 39 46

Fax : 04 97 13 25 59

du lundi au jeudi, de 09h00 à 17h00 (accueil téléphonique dès 08h30)

le vendredi, de 09h00 à 15h45 (accueil téléphonique dès 08h30)

Association Montjoye

6, avenue Édith Cavell

06000 Nice

Tél. +33 (0)4 92 00 24 50

Fax. +33 (0)4 92 00 24 51

siege@montjoye.org

Dans tous les cas, il faut respecter son choix. Si elle ne veut pas porter plainte ou prendre contact avec les associations tout de suite, elle est décisionnaire.

A dire à la patiente victime

- « Vous pouvez être aidée par d'autres professionnel-le-s dont je vous donne les coordonnées. »
- « Appelez le 3919 pour être informée de vos droits et connaître les associations d'aide près de chez vous. »
- « Vous pouvez déposer plainte. »
- « Les urgences sont ouvertes 24h/24 7j/7. »

11. Proposer une consultation de suivi ou de soins de suite

12. À remettre à la patiente victime

- Son certificat médical.
- Une ordonnance, si nécessaire.
- Un arrêt de travail, si besoin.
- La date de la consultation de suivi ou de soin de suite.
- Les dépliants et/ou les coordonnées des partenaires.

CONCLUSION ET PERSPECTIVE



Ce schéma départemental partagé de lutte contre toutes les violences faites aux femmes 2017-2020 est le résultat du travail et de l'engagement de chacun des partenaires.

La dynamique lancée depuis le 25 novembre 2014 a contribué à créer une culture commune des professionnels des Alpes-Maritimes.

La diversité des partenaires, du point de vue de leur origine institutionnelle ou statutaire, et leur implication dans la durée ont permis la mise en œuvre d'actions concrètes au bénéfice des victimes. Preuve en est, le nombre de dépôt de plainte a augmenté très sensiblement et celui des décès baissé considérablement...

En optimisant le partenariat, en créant un maillage associatif et institutionnel efficient, chacun a, de sa place, contribué à l'amélioration de la prise en charge des femmes victimes de violences. Ce schéma en est l'illustration et inscrit notre démarche collaborative dans une volonté partagée. Il témoigne aussi de l'évolution des pratiques professionnelles conformément à celles de la législation.

Ainsi, ce schéma décline-t-il le 5ème plan de lutte contre toutes les violences faites aux femmes comme la loi du 13 avril 2016 relative au système prostitutionnel. Il s'adapte aux spécificités du département des Alpes-Maritimes et au-delà, à la diversité des besoins des différents territoires ; ceux du littoral, des quartiers politiques de la ville comme de la ruralité du moyen et du Haut pays.

Si ce document représente une forme d'aboutissement du travail accompli jusqu'ici, celui-ci reste évolutif et a vocation à être enrichi des projets en cours et des orientations nationales à venir.

Nous nous attellerons par exemple, dès le début de l'année 2018 à l'amélioration de la prise en charge des victimes de violences sexuelles dont la circulaire justice du 25 novembre 2017 dessine les orientations. L'expérience positive du protocole relatif à l'accueil des victimes en commissariats et gendarmerie du 26 juin 2016 nous sera utile pour construire là aussi des procédures partagées et efficaces. Le projet de loi SCHIAPPA devant sortir à

l'été 2018 sera un outil législatif complémentaire à une prise en compte adaptée des besoins des victimes, souvent traumatisées, de viols et d'agressions sexuelles.

Cette action sera soutenue parallèlement par l'investissement et l'articulation incontournable du monde médical et hospitalier avec qui, en 2018, nous organisons un dispositif de formation systématique de l'ensemble des acteurs et actrices. Ce projet, nommé FEMINACARE, s'inscrit dans la politique régionale du droit des femmes.

Cet axe sera complété par la signature de la convention santé-sécurité-justice qui a pour objectif de faciliter le parcours de la victime entre le moment du dépôt de plainte, sa prise en charge médico-légale ainsi que son orientation vers les dispositifs dédiés.

Nous aurons à cœur aussi de développer notre politique de prévention dans tous les endroits où des besoins spécifiques se font sentir. Pour ce faire, nous construirons des modalités d'accueil dédiées dans les territoires politiques de la ville ou dans les villages du moyen et haut pays. Citons par exemple l'action d'accès aux soins gynécologiques et de prévention des violences sexistes sur l'ariane-la Trinité et la sensibilisation des maires des communes de la CARF d'ici à la fin du mois de janvier 2018.

Enfin, la délégation s'attachera à l'amélioration du repérage des femmes victimes de violence en situation de handicap.

Ces perspectives ne sont pas exhaustives puisque la délégation aux droits des femmes des Alpes-maritimes s'efforce de répondre aux besoins tels qu'ils se présentent et se fait fort d'être réactive aux diagnostics et propositions de nos partenaires.

Il convient pour finir de préciser que ce schéma s'articule avec l'autre volet de notre action départementale, à savoir les conditions mêmes d'une égalité femmes hommes non seulement de droit mais réelle, comme le souligne la loi du 4 août 2014 qui reste le cadre global du déploiement de nos actions. Le Club égalité des Alpes-Maritimes, créé en janvier 2015, s'attache, de la petite enfance à la vie professionnelle, à développer un plan d'actions tendant là aussi à faire du département des Alpes-Maritimes un territoire exemplaire.

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Gageons que tous et toutes ensemble nous participerons à l'évolution indispensable des mentalités et contribuerons à faire de l'égalité femmes hommes une réalité, terreau indispensable de la diminution des violences faites aux femmes !

Natacha HIMELFARB, déléguée aux droits des femmes et à l'égalité,

Audrey SINTES, déléguée adjointe aux droits des femmes et à l'égalité,

Julie ROUSSEAUX, volontaire en mission de service civique,

Et toutes et tous nos volontaires en mission de service civique et stagiaires venu.e.s renforcer nos actions.

Signé à Nice, le 8 mars 2018

Monsieur Jean-François LECLERC
Préfet des Alpes-Maritimes

Madame Fabienne ATZORI
Procureure de la République
Tribunal de Grande Instance de Grasse

Monsieur Jean-Michel PRETRE
Procureur de la République
Tribunal de Grande Instance de Nice

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Signé à Nice, le 8 mars 2018

Conseil Départemental

Conseil Régional

Communauté d'agglomération Cannes
Pays de Lérins

Communauté d'agglomération du pays
de Grasse

Communauté d'agglomération Sophia
Antipols

Communauté d'agglomération de la
Riviera Française

Métropole Nice Côte d'Azur

Et l'ensemble des membres de la commission départementale de lutte contre toutes les violences faites aux femmes signataires du présent schéma.

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 19/02/2018
Numéro : CC_2018_014A
Nature : DE - Deliberations
Objet : Schéma départemental partagé de lutte contre toutes les violences faites aux femmes des Alpes-Maritimes 2017-2020
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : Cythm0a

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 28/02/2018
Identifiant : 006-240600585-20180219-CC_2018_014A-DE

Acte reçu

Date : 19/02/2018
Numéro interne : CC_2018_014A
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Schéma départemental partagé de lutte contre toutes les violences faites aux femmes des Alpes-Maritimes 2017-2020
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DE-006-240600585-20180219-CC_2018_014A-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_AU-006-240600585-20180219-CC_2018_014A-DE-1-1_2.PDF

N

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 19/02/2018
Numéro : CC_2018_014B
Nature : DE - Deliberations
Objet : Schéma départemental partagé de lutte contre toutes les violences faites aux femmes des Alpes-Maritimes 2017-2020
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : hDYQA8o

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 28/02/2018
Identifiant : 006-240600585-20180219-CC_2018_014B-DE

Acte reçu

Date : 19/02/2018
Numéro interne : CC_2018_014B
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Schéma départemental partagé de lutte contre toutes les violences faites aux femmes des Alpes-Maritimes 2017-2020
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DE-006-240600585-20180219-CC_2018_014B-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 0

N